

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DU CHANTAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Dans la salle des Actes de la Faculté de Droit

Le Vendredi 1^{er} Décembre, à 3 heures 1/2

PAR

G. BONHOMME



ANGERS

IMPRIMERIE A. BURDIN ET C^{ie}

4, RUE GARNIER, 4

—
1905



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548417_0007

DU CHANTAGE

JURY D'EXAMEN

MM. DEGOIS, *professeur, président de la thèse.*

VILLEY, *professeur, doyen.*

LEBRET, *professeur.*

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DU CHANTAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Dans la salle des Actes de la Faculté de Droit

Le Vendredi 1^{er} Décembre, à 3 heures 1/2

PAR

G. BONHOMME



ANGERS

IMPRIMERIE A. BURDIN ET C^{ie}

4, RUE GARNIER, 4

—
1905

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1904-1905

DOYEN :

M. EDMOND VILLEY (✱, I. ✱), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ✱), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

EDMOND VILLEY (✱, I. ✱), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (✱, A. ✱), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✱, I. ✱, C. ✱, G. O. ✱, C. I. G. ✱, O. ✱, L. ✱), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ✱), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ✱), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (A. ✱), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ✱), professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours de *Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

AGRÉGÉS :

MM. GÉNESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français*, et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé des cours d'*Économie politique* (doctorat), d'*Histoire des doctrines économiques*, et de *Législation financière*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ✱), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Suivant l'expression de M. Garraud, le chantage est un « *délit tout moderne* ». Il exige, de la part de son auteur, de l'intelligence, de l'adresse, et de l'à-propos. Pour avoir quelques chances de succès, celui-ci doit étudier et connaître le caractère et la mentalité de sa victime, recueillir des renseignements sur son compte sans attirer l'attention d'autrui, choisir avec opportunité l'instant d'agir, savoir user des allusions et des sous-entendus, se montrer, suivant les cas, brutal ou persuasif. Le chantage est une exploitation de la faiblesse humaine par la cupidité. C'est un produit de la civilisation, comme l'ingéniosité des malfaiteurs actuels. Faut-il donc maudire cette civilisation qui donne à la criminalité une impulsion nouvelle? Les esprits pessimistes ne manquent pas de le faire. Ils ont tort à notre avis. Si la diffusion de l'instruction, les découvertes de la science, les transformations incessantes de l'état social permettent aux criminels d'aujourd'hui de perfectionner leurs moyens d'action, le niveau de la mentalité générale ne s'en élève pas moins dans une progression constante. La statistique elle-même nous en fournit une preuve : elle nous démontre en effet que l'accroissement de la criminalité, en France, est dû surtout à l'accroissement de la récidive, que le *crime-accident diminue* tandis que le *crime-habitude* augmente. Ainsi le virus criminel limite ses ravages à une partie de la population de

moins en moins nombreuse. Il n'est point paradoxal de dire qu'il y a de nos jours plus de crimes qu'autrefois mais moins de criminels.

Ce qu'on peut en tout cas affirmer d'une façon certaine, c'est que le droit pénal ne saurait demeurer immuable, mais doit se modifier sans cesse sous l'empire des faits et des circonstances. Il importe de le mettre toujours en harmonie avec l'état actuel de la société, et, pour y parvenir, de créer au besoin des délits nouveaux, ou tout au moins de rendre plus compréhensives les dispositions qui prévoient les délits anciens. Ces réformes sont surtout nécessaires dans le domaine des infractions que les conditions de la vie moderne tendent à rendre plus fréquentes et plus nocives. Parmi celles-là, il faut compter le chantage. Ce délit n'a d'existence légale que depuis 1863. Les termes du texte qui le régit étaient peut-être suffisamment larges à cette époque. Aujourd'hui, ils ne le sont plus. Nous avons été frappés, en étudiant l'article 400 § 2 du Code pénal, de voir combien son champ d'application est restreint, combien d'actes odieux échappent à sa répression. L'impunité dont bénéficient ces actes licites mais immoraux crée, suivant nous, un véritable danger social. Rien ne l'explique, rien ne la justifie. Ainsi, nous avons conçu le dessein d'exposer, dans ce modeste travail, les règles admises en matière de chantage avant la loi du 13 mai 1863, d'étudier les principes qui découlent de la législation actuelle, de rechercher enfin ce que devait être sur ce point la législation future.

BIBLIOGRAPHIE

- Archives d'anthropologie criminelle*, n° du 15 novembre 1900.
- AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français d'après la méthode de Zachariæ*, t. IV, 4^e édit., Paris, 1871.
- BLANCHE et DUTRUC, *Etudes pratiques sur le Code pénal*, t. VI, 2^e édit., Paris, 1889.
- BUFNOIR, *Propriété et Contrat*.
- Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1905, n° 4, p. 324.
- Bulletin des arrêts de la Cour de cassation rendus en matière criminelle*, 1812, n° 120; — 1827, n° 435; — 1835, n° 435; — 1856, n° 120; — 1864, n° 5; — 1880, n° 75; — 1883, n° 84; — 1886, n° 376; — 1890, n° 25.
- CARNOT, *Commentaire du Code pénal*, Paris, 1836.
- CASATI, *Code pénal commenté*, art. 400, Paris, 1890-1891.
- CHASSAN, *Délits et contraventions de la parole*, 2^e édit., Paris, 1846.
- CHAUVEAU, FAUSTIN-HÉLIE et VILLEY, *Théorie du Code pénal*, 6^e édit., Paris, 1888.
- DALLOZ et VERGÉ, *Code pénal annoté*, art. 400, n° 72 ssq., Paris, 1881.
- DALLOZ, *Recueil périodique de jurisprudence*, passim.
- DALLOZ, *Répertoire méthodique et alphabétique de législation*, t. VIII, v° *Chantage*, Paris, 1847.
- DALLOZ, *Supplément au rép. méth. et alph. de lég.*, t. 19, v° *Vol*, n° 90 ssq., Paris, 1897.
- DEMANTE, *Cours analytique du Code Napoléon*, continué par COLMET DE SANTERRE, t. V, Paris, 1865.
- DEMOLOMBE, *Traité des obligations*, t. XXIV, 2^e édit., Paris, 1870.
- Dictionnaire de la conversation et de la lecture*, t. V, v° *Chantage*, Paris, 1870.
- DIGESTE, l. XII, t. 5, l. 1, § 3, — l. I, t. XVII, l. 55, — l. I, t. XVII, l. 151.
- DOMAT, *Lois civiles*, liv. I, t. I, Paris, 1767.

- FABREGUETTES, *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse*, Paris, 1890.
- FUZIER-HERMANN, *Répertoire général alphabétique du droit français*, v^o Chantage.
- GARÇON, *La loi des récidivistes*, Paris, 1885.
- GARRAUD, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, 2^e éd., t. I et V, Paris, 1901.
- Gazette des Tribunaux*, n^o du 27 janvier 1893, p. 92.
- Gazette des Tribunaux du Midi*, n^o du 6 décembre 1890.
- Journal de droit criminel*, n^o 8489.
- Journal du Palais*, passim.
- LAROMBIÈRE, *Théorie et pratique des obligations*, t. I, Paris, 1857.
- LAURENT, *Principes de droit civil français*, 3^e éd., t. 16, Bruxelles-Paris, 1878.
- J. V. LECLERC, *Des journaux chez les Romains*.
- LOCRÉ, *Législation civile*, t. VI, Paris, 1829.
- MERLIN, *Répertoire universel et raisonné*, v^o Cause des obligations, Paris, 1812.
- Moniteur universel*, n^{os} des 7 et 15 mars 1863, 11, 12, 15, 19 avril 1863.
- MUYARD DE VOUGLANS, *Traité des différentes espèces de crimes et de leurs peines*, Paris, 1757.
- PELLERIN, *Commentaire de la loi des 18 avril-13 mai 1863*, Paris, 1863.
- PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, 3^e éd., Paris, 1905.
- PONT, *Des petits contrats*, t. I, n^o 663, Paris, 1867.
- POTHIER, *Traité des obligations*, n^o 42, édit. Bugnet, t. 2, Paris, 1848.
- Revue critique de législation et de jurisprudence*, n^o 2, février 1884, p. 67, ssq., — n^o 6, juin 1905, p. 324 ssq.
- Revue trimestrielle de droit civil*, n^o 1, janvier 1902, p. 118.
- SIREY, *Recueil général des lois et arrêts*, passim.
- TOULLIER, *Droit civil français*, t. VI, Paris, 1830.
- WINTGENS, *Code pénal italien*.
-

DU CHANTAGE

PREMIÈRE PARTIE

Définitions. — Historique. — État de la doctrine et de la jurisprudence antérieurement à la loi du 13 Mai 1863.

I

Le mot *chantage* est un de ces vocables que, suivant l'expression de Victor Hugo, Vaugelas

Dans le bagne lexique avait marqués d'un F.

Lorsque, en 1863, la loi de revision du Code pénal vint en discussion devant le Corps législatif, Jules Favre protesta violemment contre l'usage qu'en faisait la Commission dans son rapport :

« Je dis « *menace de révélation* » et je demande bien pardon à la Chambre, si je ne me sers pas de l'expression technique que j'ai rencontrée dans le rapport. Cette expression, le dirai-je — on m'accusera d'un fri-

vole scrupule — elle m'a causé une sorte de chagrin. Il ne me paraît pas bien que, dans le langage légal, qui doit toujours être digne, élevé, s'adresser au respect des populations, *on ait emprunté à je ne sais quel argot*, qui malheureusement envahit les salons, des mots qui doivent être bannis du langage officiel » (1).

Ces paroles, frémissantes d'indignation contiennent avec une part de vérité une parcelle d'erreur. Certes, Jules Favre avait raison de flétrir l'argot. L'argot est condamnable; il nuit à la pureté de notre langue. Sa vulgarité pittoresque n'est la cause pour elle d'aucun enrichissement. Elle l'appauvrit au contraire. L'expression argotique est au terme propre ce qu'une caricature est à un portrait. Il y a, nous le reconnaissons, des caricatures singulièrement expressives. Le seraient-elles plus encore, l'œil n'en contracterait pas moins à les regarder trop fréquemment, une pernicieuse habitude. Il finirait par ne plus percevoir les êtres et les choses sous leur véritable aspect. Le caricaturiste, par une exagération inconsciente des traits caractéristiques, en arrive à ne plus voir, dans un objet, que sa déformation possible, à ne plus distinguer les relations exactes que présentent entre elles les couleurs et les lignes. De même l'emploi des locutions argotiques, en détournant les mots de leur signification, détruit peu à peu, chez ceux qui en font usage, la faculté de discerner, parmi tant d'apparents synonymes, le terme propre, image fidèle de la pensée. Mais la haine de l'argot ne doit pas entraîner une répulsion irréfléchie pour le *néologisme*.

Il y a des néologismes nécessaires, impérieusement

(1) *Moniteur universel* du 12 avril 1863, p. 529, 2^e colonne.

exigés par les transformations incessantes de la vie moderne. Il faut bien désigner tous les faits *nouveaux*, toutes les idées *nouvelles*, toutes les inventions dans tous les domaines, et, pour cela, il est indispensable de créer des mots *nouveaux*. Décréter le contraire, ce serait assurer le triomphe prochain de la périphrase, nous condamner dans un avenir peu éloigné au style pompeux de l'abbé Delille. Le bon Nicole, l'ami des jansénistes avait bien raison de dire : « Ce qu'on ne trouve pas bon aujourd'hui, parce qu'il n'est pas dans l'usage présent, deviendra bon dans quelque temps parce que l'usage l'approuvera. Et aussi rien n'est plus faux que la règle que M. de Vaugelas semble vouloir établir qu'on ne peut faire de nouveaux mots, puisqu'il reconnaît dans ses *Remarques*, que quantité de mots qui n'étaient pas autrefois en usage y *sont devenus* depuis » (1). Avant Nicole, Horace avait dit :

Licuit et semper que licebit
Signatum præsentè notâ producere nomen.
.....
Juvenum ritu florent modo nata vigentque, etc.
(*Art poétique*, v. 55 ssq.)

Jules Favre, dans la séance du 11 avril 1863 imitait un peu l'exemple de « M. de Vaugelas ». Il n'était d'ailleurs pas, en la circonstance, le seul disciple de l'austère grammairien. Quelques jours plus tard, M. Ernest Picard, intervenant dans le même débat, faisait allusion, non sans ironie à « ce délit qu'il est si difficile de nommer » (2).

(1) Ce sujet a fourni à M. Darmesteter l'occasion d'écrire une thèse fort intéressante sur la *Création actuelle de mots nouveaux dans la langue française*.

(2) *Moniteur* du 15 mars 1863.

Les adversaires du mot « chantage » nous semblent avoir été mal inspirés. Il faut voir là un de ces néologismes nécessaires, dont nous parlions tout à l'heure. D'ailleurs, en 1863, il ne constituait déjà plus un véritable néologisme. La Cour de cassation n'avait pas craint de l'admettre dans sa terminologie. Les recueils de jurisprudence en faisaient usage depuis longtemps. Il figure déjà dans le VIII^e volume de l'édition du répertoire de M. Dalloz, qui fut publiée en 1847.

Néanmoins nous devons reconnaître que, généralement, les auteurs qui l'emploient paraissent s'en excuser en ne cachant pas qu'ils le considèrent comme vulgaire. Dans le rapport présenté par la commission au Corps législatif, nous trouvons cette phrase : « C'est ce qu'on appelle *vulgairement* le chantage » (1). Jules Janin disait : « Ne cherchez pas ce mot dans le dictionnaire des honnêtes gens... Il appartient à l'argot des voleurs les plus enfoncés dans l'abîme du crime » (2). MM. Blanche et Dutruc parlent de « l'acte odieux et lâche qu'on désigne *vulgairement* sous le nom de chantage » (3). M. Garraud emploie, au même sujet, des expressions identiques (4). Les dictionnaires les plus récents n'accueillent le mot qu'avec dédain, comme à regret, ne manquant pas d'y accoler une mention désobligeante « *fam...*, *arg...*, *vulg...*, *pop...* »

(1) *Moniteur* du 7 mars 1863.

(2) *Dictionnaire de la conversation et de la lecture*; t. V, p. 158, v^o *Chantage*.

(3) *Études pratiques sur le Code pénal*, 2^e édition, t. VI, p. 64, n^o 71.

(4) *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, 2^e édition, t. V, p. 515, n^o 2223.

Aussi hésitions-nous à l'adopter comme titre de cette étude, ne voulant rien devoir au vocabulaire des malfaiteurs « enfoncés dans l'abîme du crime », craignant de commettre une double faute envers la bienséance et envers la langue française, une impolitesse et un barbarisme. Nous pensions lui substituer la périphrase généralement admise : « *Extorsion à l'aide de la contrainte morale* », bien qu'elle présentât, suivant nous, le désavantage d'être amphibologique ; car elle peut s'appliquer également au délit qui sera l'objet de ce modeste travail et au crime prévu par l'article 400 § 1 du Code pénal. Mais l'affirmation d'un membre de l'Académie française est venue dissiper nos scrupules. L'illustre *compagnie*, ayant eu à statuer sur le sort du mot « chantage » a décidé d'apporter une modification, une seule, à l'article qui lui est consacré dans la précédente édition de son dictionnaire : dans l'édition nouvelle, il ne sera plus suivi de la mention « *familier* » qui le vouait à la réprobation des linguistes. Nous croyons donc pouvoir l'employer, sans contrevenir aux règles qu'impose au langage le bon goût des « honnêtes gens ».

*
* *

Dans son acception la plus large, chantage désigne d'après Littré, « *l'acte de faire faire quelque chose à quelqu'un par force ou par ruse* ». C'est la définition la plus communément admise ; la diversité des formes sous lesquelles nous la trouvons exprimée, n'en modifie pas le sens. Littré estime que cette locution « est tirée de l'usage de chanter à table. » C'est aussi l'avis de Larousse, qui développe cette idée en ces termes : « Ce

« mot, qui est *nouveau* et *très usité de nos jours*, peut
« tirer son origine de cette locution familière, qui est
« ancienne : *faire chanter* quelqu'un, c'est-à-dire l'obliger à faire bon gré, mal gré, ce qu'il ne veut pas, par
« allusion sans doute à la coutume où étaient nos pères
« de chanter à table au dessert. Il se rencontre toujours
« quelque convive qui, par timidité ou pour quelque
« autre motif, se défend d'abord de chanter à son tour,
« mais qui, à force d'instances finit par s'exécuter ». Cette vieille coutume n'est point partout tombée en désuétude. Actuellement encore, dans nos campagnes angevines, au cours de ces longs repas de noces, où coule à flots le vin clair du pays, chacun des convives est tenu de se conformer à cet usage antique, mais peu solennel... Larousse remarque aussi que, jadis, *parler* avait le sens de *payer*. Il ajoute : de parler à chanter, il n'y a qu'un pas. Dans une autre édition de son encyclopédie il risque une étymologie évocatrice d'images plus sombres : Faire chanter aurait signifié autrefois ; arracher des aveux à quelqu'un en le soumettant à la question.

On pourrait peut-être trouver ailleurs la véritable origine du terme qui nous occupe. Il existe, en effet, un autre mot chantage, ayant un sens tout spécial et que le même Larousse définit de la façon suivante : « Pêche pendant laquelle on fait du bruit pour que le poisson se jette dans les filets. » L'esprit populaire n'aurait-il pas découvert une analogie entre cette manière de prendre les poissons et les procédés qu'emploient certains escrocs qui « font du bruit » ou *menacent* d'en faire pour terroriser leurs victimes ?

M. le procureur général Dupin soutenait une opinion à peu près semblable, lorsque, à propos d'une affaire

Sommereau, terminée par un arrêt de la Cour suprême en date du 20 mai 1858, il disait dans ses conclusions : « Le chantage est un mot emprunté à l'*oisellerie*. C'est « un piège, un réseau, un filet, tendu autour de celui « qu'on veut y faire tomber » (1).

Quelle que soit son étymologie exacte, le mot n'en a pas moins de mérite d'exprimer clairement la *chose* et de *faire image* dans sa concision fort expressive. Il aurait été fâcheux que sa correction fût demeurée discutable.

II

Dans l'acception plus spéciale, que lui donne la langue juridique, il désigne le délit prévu par l'article 400 § 2 du Code pénal. Aux termes mêmes de cet article, ce délit peut être ainsi défini : *une extorsion, consommée ou tentée, à l'aide de la menace de révélations ou d'imputations diffamatoires*.

Une infraction de ce genre était-elle prévue par les législations anciennes? Nous n'avons trouvé aucun document susceptible de nous éclairer sur ce point.

Le seul fait certain, c'est que, depuis la plus haute antiquité, la diffamation a toujours été sévèrement punie.

A Athènes, le détracteur, pour échapper au châtimement devait prouver la vérité de ce qu'il avait dit ou écrit contre l'honneur d'autrui. Une loi de Solon et de Lysias

(1) D. P. 1858, 1, 227.

disposait : « Qui duelo detraxerit, ni probarit verum esse quod objecit probrum, mulctetur » (1).

Il en fut de même, à Rome, dès les temps les plus reculés. La Loi des XII tables édictait contre les outrages et les libelles diffamatoires une peine infamante : « Si qui pipul occentassit (conviciûm fecit) carmenve condixit quod infamiam fuxit, flagitiumve alteri, fuste ferito » (2). Mais jusqu'à Constantin, le diffamateur était admis à rapporter la preuve de ses allégations. Un édit de cet empereur établit une distinction : l'imputation écrite était punissable dans tous les cas, même si elle était fondée ; l'imputation par la parole l'était seulement si elle présentait un caractère mensonger. (L. Code théod., de fam. lib.) D'après M. Chassan, à partir de Valentinien et Valens, les libellistes furent punis de *mort* (3).

En France, les peines encourues jadis pour fabrication ou publication de libelles diffamatoires étaient aussi des plus sévères. D'après les capitulaires de Charlemagne, c'était l'exil (4). Sous Charles IX, ce fut le fouet pour la première fois, et le *dernier supplice* pour la récidive (Édit de Saint-Germain-en-Laye, du 15 janvier 1561).

Une ordonnance de Louis XIII, datant de janvier 1626, condamnait à la potence ceux qui avaient attaché ou semé des placards ou libelles de cette nature. Rappelons enfin que J.-B. Rousseau fut, par un arrêt du

(1) Chassan, *Délits et contraventions de la parole*, 2^e édition, t. I, p. 354, n^o 2.

(2) Cicéron, *Repub.*, l. IV.

(3) *Op. cit.*, t. I, p. 357.

(4) Muyart de Vouglans, *Traité des différentes espèces de crimes et de leurs peines*, p. 654.

7 avril 1712, frappé du bannissement perpétuel comme auteur de vers diffamatoires.

Quant à la diffamation verbale, elle était considérée comme une injure aggravée.

De ce que cette infraction fut toujours réprimée, il serait téméraire de conclure que la menace de la commettre était considérée comme un délit. Si l'on accepte la définition que Labéon donnait du dol, il est permis de penser que le chantage était *dolosif*. Ce jurisconsulte ne disait-il pas « *Dolum esse omnem calliditatem, fallaciam machinationem, ad circumveniendum, fallendum, deci piendumve alterum adhibitam?* » Une telle accumulation de mots embrassait en somme toutes les manœuvres frauduleuses. Mais ce fait qu'aucun texte précis ne vise le délit que nous étudions permet de supposer que la loi pénale ne le punissait pas. Et, si elle ne le punissait pas, c'est, suivant nous, pour cette raison bien simple, qu'il était difficile, sinon impossible de s'en rendre coupable. Le chantage nous apparaît en effet comme un délit essentiellement moderne, comme un corollaire regrettable, mais nécessaire, des progrès réalisés par la science dans la dernière moitié du XIX^e siècle. Cette opinion, qui peut sembler paradoxale, a besoin d'être justifiée.

Il est certain que, de tout temps, il s'est trouvé des hommes assez vils pour extorquer à leurs semblables un avantage quelconque, en les menaçant de divulguer un acte déshonorant de leur passé, réel ou imaginaire. Mais dans les civilisations antiques, les agissements de cette nature devaient être assez rares et ne pas constituer, comme de nos jours, un véritable danger social. Voici pourquoi : la menace

d'une telle révélation était en somme peu redoutable ; elle avait peu de chances de procurer à son auteur le bénéfice illégitime qu'il convoitait, parce que les moyens de divulgation dont il disposait n'était pas nombreux et qu'ils manquaient à la fois de promptitude et de sûreté. Le plus souvent, la révélation ne pouvait être que verbale, ne s'adressait qu'à un public restreint. Dès lors, la contrainte qui en résultait avait peu d'effet sur ceux qui en étaient l'objet. Les seules personnes qui fussent en état de pratiquer utilement cette industrie honteuse du chantage étaient en somme les écrivains et les auteurs dramatiques ; les derniers surtout avaient sur ce point un avantage considérable, car ils s'adressaient à une foule très nombreuse. Il est certain qu'un Aristophane ou un Plaute avait à sa disposition tous les moyens nécessaires pour devenir un parfait maître-chanteur. Mais la sévérité même avec laquelle était punie la diffamation n'était-elle pas de nature à lui ôter tout désir d'user de ces moyens ? Aussi sa verve satirique flétrissait les abus, plutôt que ceux qui s'en rendaient coupables, les mœurs plutôt que les individus.

En résumé, le chantage n'était guère pratiqué dans les sociétés antiques, parce que les écrits étaient peu répandus, les livres très rares et très chers. Il existait cependant des journaux à Rome. A ce propos M. Fabreguettes, emprunte les détails suivants à un ouvrage de M. J.-V. Leclerc (1) :

« Les Romains eurent des sortes de journaux ou actes diurnaux (*acta publica diurna, diaria*) qui paraissaient d'une manière régulière et, à l'aide du service des relais

(1) *Des journaux chez les Romains*, p. 197 ssq.

de poste, portaient aux extrémités de la République ou de l'Empire, les nouvelles de Rome, les délibérations du peuple, du Sénat, les débats judiciaires, les discours des orateurs dans les assemblées publiques, les récits des batailles, etc.

« Les professions de journalistes (logographes) étaient très recherchées. Par elles on pouvait parvenir aux curies, si on était agréable à l'empereur.

« Ces journaux avaient acquis une grande importance et les empereurs s'en servirent comme de moyens d'oppression et de tyrannie. Bien que la politique n'y tint aucune place, Tibère et Domitien surveillaient avec soin la publication des journaux, pour qu'il n'y parût rien de contraire à leur vue et à leur domination. Mais le maître une fois tombé, il n'était pas rare de trouver dans les *actes* des allusions posthumes. C'est en effet, d'après les journaux, que Lampride a rapporté les véhémentes imprécations par lesquelles le Sénat flétrit la mémoire de Commode et celle d'Eligabal » (1).

Malgré tout, la difficulté des moyens de communication et la lenteur de la copie manuscrite interdisaient à ces *acta diurna* l'extension qui était réservée à la presse moderne.

L'invention de l'imprimerie est l'un des faits qui contribuèrent aux progrès du chantage. Mais ce qui amena son épanouissement complet, ce qui l'implanta dans nos mœurs fut sans conteste la création des chemins de fer. Celle-ci, en effet, eut pour conséquence le développement prodigieux de la presse, du journal quotidien à prix

(1) Fabreguettes, *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse*, 2^e édition, t. I, p. 22 ssq.

modique, lu partout et par tout le monde, développement que Théophraste Renaudot n'avait certes pas prévu lorsqu'il fondait au xvii^e siècle la première *gazette* française.

Si Balzac prétend que le chantage est « une invention de la presse anglaise », Jules Janin en attribuait la paternité à l'Arétin. L'importance croissante de la presse a valu au favori du duc de Parme d'innombrables disciples. Les Arétin, aujourd'hui, sont légion. Ils n'ont pas tous l'heureuse fortune de compter parmi leurs victimes un Charles-Quint ou un François I^{er}. Mais, si leur clientèle est moins illustre, elle est plus nombreuse.

Non seulement la presse fournit au maître-chanteur un admirable instrument de divulgation, mais encore elle est pour lui une mine inépuisable de renseignements. Elle fait connaître d'un bout de l'univers à l'autre les événements scandaleux, elle consigne chaque jour nombre de sentences rendues par les Tribunaux. Elle permet ainsi au chanteur de dresser une liste de ses victimes futures. Il n'aura plus qu'à suivre attentivement les fluctuations de leur fortune. Si, un jour, par leur travail ou leur honnêteté, elles ont reconquis dans le monde, la situation qu'elles avaient perdue, le chanteur connaissant et se rappelant ce que tous ignorent ou ont oublié, surgira soudain et, par la menace de révéler les fautes passées, exercera la plus puissante des contraintes.

Nous sommes surpris que, lors de la discussion devant le Corps législatif du texte destiné à punir le chantage. M. Cordoën ait donné de l'extension croissante de ce délit une explication différente :

« Comment, dit-il, est née la nécessité de la disposition nouvelle? Elle est née de ceci surtout : les détenus

se connaissent tellement dans la détention commune que pour eux, à leur sortie de prison, le retour au bien a ses difficultés doublées par le voisinage de ceux qui veulent rester dans la voie du mal. Il est souvent arrivé que ceux qui voulaient replacer leur existence modeste et ignorée dans la voie de l'honnêteté et du travail en ont été empêchés par les menaces de révélation et par les extorsions pratiquées vis-à-vis d'eux par ceux qui restaient incorrigibles. Voilà l'un des cas, je dirai le cas principal pour lequel la loi a été faite. »

La détention commune est sans doute l'une des causes qui ont favorisé le développement du chantage. Ce n'est pas, à notre avis, la *principale*. M. Cordoën, s'il vivait de nos jours tiendrait sans doute un autre langage.

III

Entre autres originalités, le chantage offre celle d'avoir été réprimé par l'autorité judiciaire avant d'avoir été prévu par l'autorité législative. Antérieurement à la loi du 13 mai 1863, nous trouvons, dans la jurisprudence des décisions qui le considèrent et le punissent comme un délit déjà existant. Dans certains cas, en effet, les juges estimaient qu'il constituait une variété de l'escroquerie et lui appliquaient les pénalités édictées par l'article 405 du Code pénal, lequel était alors ainsi conçu :

« Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres

frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de cinquante francs au moins et de trois mille francs au plus. »

Les juridictions répressives établissaient la distinction suivante : Lorsque l'agent avait menacé la victime de révéler *un fait faux*, elles assimilaient son acte à une escroquerie. L'envoi de la menace, dans ce cas, présentait, à leurs yeux, tous les caractères d'une manœuvre frauduleuse tendant à « faire naître la crainte d'un événement chimérique ». Lorsque la révélation, au contraire, devait avoir pour objet un fait vrai, son auteur bénéficiait d'une immunité absolue : le danger qu'il laissait entrevoir à sa victime était considéré, dans ce cas comme sérieux, et par suite ne rentrant pas dans les prévisions de l'article 405.

Nous citerons sur ce point deux arrêts de la Cour de cassation rendus dans les deux hypothèses différentes que nous venons de signaler.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — **L'agent a menacé sa victime de révéler un fait faux.**

Un arrêt de la Cour impériale de Bordeaux expose l'espèce en ces termes :

Au commencement du mois de janvier 1858, plusieurs dames de Bordeaux, dont le nom est resté inconnu dans l'information, reçurent des lettres anonymes, portant que celui qui les écrivait avait en mains des pièces très compromettantes pour elles, et les menaçant d'en donner connaissance à leurs maris ou au public si elles ne consentaient pas à acheter la possession de ces pièces. A cet effet, des indications étaient fournies notamment à l'une d'elles, pour que, le jeudi 14 janvier, à 4 heures du soir, elle demandât, rue Victoire-Américaine, n° 5, une voiture de place conduite par le nommé Pierre, cocher, et y déposât une somme de 6.000 francs en billets de banque, sous le coussin de la banquette de derrière. Ces lettres ayant été remises à la police, un paquet cacheté, contenant des papiers sans valeur et quelque monnaie de billon, fut placé par ses soins dans la voiture désignée.

Vers 5 heures et demie du soir, un sieur Sommereau la prit, sous prétexte d'une course, au point où elle stationnait, quoiqu'elle ne se trouvât pas en tête de la file. Bientôt après il fut arrêté dans la voiture même ayant sur lui le paquet dont s'agit. Une perquisition opérée à son domicile acheva de démontrer qu'il était bien l'auteur de cette odieuse machination.

La Cour de Bordeaux vit là une tentative d'escroquerie :

« Attendu que, de ce qui précède, il ressort des faits

constitutifs de manœuvres frauduleuses employées par le prévenu pour faire naître, dans l'esprit de la personne à qui cette machination s'adressait la crainte *d'un accident ou événement chimérique*, afin de la porter à se des-saisir à son profit d'une somme considérable ».

Elle infirma donc un jugement du Tribunal de première instance de Bordeaux qui avait acquitté le prévenu et condamna Sommereau à deux années d'emprisonnement.

Celui-ci forma contre cette décision un pourvoi, tiré de ce que les faits à lui reprochés ne tombaient pas sous l'application de l'article 405.

La Chambre criminelle de la Cour de cassation rejeta ce pourvoi, par un arrêt en date du 20 mai 1858, dans lequel elle reprend purement et simplement, sur ce moyen, les motifs qui avaient inspiré la Cour impériale de Bordeaux et que nous avons rapportés (1).

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — L'agent a menacé sa victime de révéler un fait vrai.

Un individu réclamait à une femme Levendier une somme d'argent sous menace de dénoncer le fils de celle-ci qui avait commis un délit de pêche. La Cour d'appel de Riom ayant acquitté ce maître-chanteur, un pourvoi fut formé par la femme Levendier contre cette décision. Par un arrêt en date du 6 janvier 1854, la Cour suprême rejeta le dit pourvoi estimant :

« Que aux termes de l'article 405 l'emploi de ma-

(1) Ch. cr. 20 mai 1858 (S. 58, 1, 486. — P. 58, 1049. — D. P. 58, 1, 225).

nœuvres frauduleuses ne pouvait constituer le délit d'escroquerie qu'autant que ces manœuvres étaient de nature à persuader l'existence... d'un événement chimérique ;

« Qu'il n'était pas constaté par l'arrêt attaqué que les faits imputés au prévenu, lors même qu'ont eût pu les qualifier de manœuvres frauduleuses, et quel que fût d'ailleurs leur caractère d'immoralité, réunissent les conditions ci-dessus spécifiées; qu'il en résultait même que l'événement dont était menacé la femme Levendier, lorsque le prévenu lui disait qu'il dénoncerait son fils qu'il serait condamné à 50 francs pour délit de pêche était loin d'être chimérique; qu'il ne faisait que lui rapporter les conséquences vraies ou probables de la dénonciation qu'il pouvait faire » (1).

Ces deux arrêts ne sont pas les seuls qui consacrent les principes ci-dessus exposés (2). Si nous les avons cités de préférence à certains autres, c'est parce que les faits auxquels ils se rattachent présentent plus nettement, plus complètement les caractères du chantage tel que la loi pénale le prévoit aujourd'hui, et qu'ils ne peuvent laisser aucun doute sur la nature de l'acte incriminé.

Est-il besoin de dire que nous n'approuvons pas la théorie adoptée par la Cour suprême? La distinction qu'elle établissait nous paraît des plus arbitraires. En aucun cas, selon nous, le chantage n'est assimilable à

(1) Ch. cr. 6 janvier 1854 (S. 54, 1, 223. — P. 54, II, 413. — D. P. 54, 1, 365).

(2) Cf. Cassation, 11 novembre 1819 (D. P. 20, 1, 508); 23 novembre 1838 (S. 39, 1, 813. — P. 39, 2, 542. — D. P. 39, 1, 146); 4 février 1842 (P. 42, 2, 419. — D. P. 42, 1, 178); Poitiers, 14 septembre 1858 (D. 58, 2, 195).

l'escroquerie; car en aucun cas, le danger dont il inspire la crainte, ne doit être tenu pour chimérique. Que le fait diffamatoire, objet de la menace, soit vrai ou soit faux, sa révélation n'en constituera pas moins pour la personne visée un péril sérieux, susceptible de lui causer, moralement tout au moins, le plus grave préjudice. Basile énonçait un axiome qui sera éternellement vrai, en disant : « Calomniez, il en restera toujours quelque chose. » La femme la plus vertueuse, par exemple, ne sera-t-elle pas troublée par la menace que lui adressera un tiers de révéler à son mari des relations adultérines purement imaginaires ? Cette révélation, si elle a lieu, ne désunira-t-elle pas les époux les plus confiants, en faisant germer dans l'âme de l'un d'eux, progressivement, malgré lui-même, un sentiment irraisonné de jalousie, susceptible de briser le bonheur conjugal le plus solidement établi ? Accuser un commerçant d'avoir commis une indécatesse, même dans le cas où cette accusation ne repose sur aucun fondement, n'est-ce pas porter à son crédit un coup dont il aura souvent beaucoup de peine à se relever ? La question ne nous paraît pas discutable. La seule excuse de la Cour suprême, en la circonstance, c'est que, par son interprétation erronée de l'article 405, elle a sollicité l'attention du législateur et réussi à lui faire combler une lacune regrettable.

*
* *

Le chantage étant punissable, lorsqu'il procédait par la menace de révélations fausses, sa tentative l'était-elle aussi en cette hypothèse, et dans quelles conditions pouvait-on la poursuivre ? Il faut, évidemment, se repor-

ter sur ce point aux règles qui étaient applicables à la tentative d'escroquerie, avant la loi du 13 mai 1863.

Cette matière donna lieu à de vives controverses, et la jurisprudence, à ce sujet, subit diverses fluctuations. Pour comprendre quel ordre de difficultés elle avait soulevé, il est utile de se rappeler que l'article 405 était alors rédigé de la façon suivante :

« Quiconque, soit en faisant usage de faux noms et fausses qualités... *se sera fait remettre* ou délivrer des fonds, des meubles... et aura par un de ces moyens, *escroqué ou tenté* d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui sera puni, etc... »

Cette rédaction, évidemment défectueuse, pouvait prêter à des interprétations contradictoires du mot *tenté*.

Littéralement, l'ancien article 405 semblait subordonner l'existence de la tentative à la remise antérieure de fonds ou valeurs. Il distinguait nettement dans l'exécution du délit trois stades successifs :

- 1° Emploi de manœuvres frauduleuses ;
- 2° Remise des fonds ;
- 3° Leur détournement.

Il ne punissait pas « celui qui, par des manœuvres frauduleuses s'était fait remettre ou *avait tenté de se faire remettre des fonds* », mais bien celui qui, après avoir obtenu les fonds « les avait escroqués ou *avait tenté de les escroquer* ». En prenant son texte à la lettre, on pouvait donc prétendre que la tentative du délit ne consistait pas dans l'emploi de manœuvres frauduleuses ayant pour but la remise des fonds et n'ayant manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'agent, mais dans le fait par celui-ci d'avoir tenté de détourner les dits fonds

postérieurement à leur remise. C'eût été, dans ce cas, la tentative *de détournement*, après la remise effectuée qui aurait constitué la *tentative d'escroquerie* et par suite de chantage.

La doctrine admettait généralement cette opinion. Dans l'édition de leur ouvrage antérieure à la loi du 13 mai 1863, MM. Chauveau et Faustin-Hélie prétendaient « que la tentative d'escroquerie ne différerait du délit consommé que en ce que les valeurs délivrées à l'agent n'avaient pu être détournées et que, par suite, le préjudice n'avait pu être causé » (1).

La jurisprudence adopta d'abord la solution contraire (2).

Puis la Cour suprême changea d'avis et, dans un arrêt rendu toutes chambres réunies, le 29 novembre 1828, elle décida :

« Que l'article 405, pour constituer le délit de tentative d'escroquerie exigeait, avec l'usage de faux noms ou de fausses qualités ou avec l'emploi des manœuvres qui y sont spécifiées le concours de la remise ou délivrance de fonds, etc... » (3).

Pendant longtemps cette interprétation ne fut pas contestée. De nombreux arrêts la consacrèrent (4).

Enfin, l'examen d'une nouvelle espèce provoqua un revirement nouveau dans l'opinion de la Cour de cassation.

Des filouteries commises au jeu, à l'aide de cartes

(1) *Théorie du Code pénal*, t. V, p. 335.

(2) Ch. cr., 24 février 1827 (*Bull.*, n° 435).

(3) D. P. 29, 1, 44.

(4) Cassation, 24 juin 1834 (S. 34, 1, 833); 6 septembre 1839 (S. 40, 1, 422); 30 juin 1845 (S. 45, 1, 401).

biseautées, par une bande, dite des « grecs », associés à des femmes de mauvaise vie pour attirer les jeunes gens, avaient entraîné des pertes considérables.

La Cour d'appel de Paris condamna les prévenus comme coupables d'une tentative d'escroquerie, bien qu'il n'y ait pas eu remise de fonds ou valeurs. Cet arrêt fut cassé le 20 juin 1845 par la Chambre criminelle fidèle à ses principes (1).

La Cour de Rouen, saisie par suite du renvoi, jugea comme avait fait celle de Paris, estimant :

« Que le délit d'escroquerie consistant dans l'appropriation du bien d'autrui par des moyens frauduleux, ayant le caractère et la portée déterminés par la loi, la tentative de ce délit ne peut être cette même appropriation, mais la réunion de tous les faits tendant à y parvenir ;

... « Que l'on ne saurait confondre les moyens avec le but de l'escroquerie ; que les moyens déterminés par l'article 405 sont l'usage de faux noms, etc... ; que le but indiqué et exigé par cet article c'est la remise de valeurs, etc... ;

« Que la tentative d'escroquerie suppose nécessairement que... *la remise de l'objet convoité n'a pas été obtenue* ;

« Qu'en vain on argumenterait de la place occupée dans la rédaction de l'article 405 par ces mots *se sera fait remettre*, puisque cette argumentation ne tendrait à rien moins qu'à effacer du même article ces expressions *aura tenté d'escroquer* et à méconnaître ouvertement les caractères généraux d'une tentative tels qu'ils résultent

(1) Cassation, 30 juin 1845 (S. 45, 1, 401).

des articles 2 et 3 du Code pénal; qu'il suit de là que ces expressions *se sera fait remettre* se réfèrent exclusivement à l'escroquerie consommée... »

Cet arrêt fut l'objet d'un nouveau pourvoi. L'affaire fut renvoyée devant les Chambres réunies. Malgré le rapport de M. le conseiller Troplong et conformément aux conclusions de M. le procureur général Dupin, ce pourvoi fut rejeté, contrairement à la jurisprudence antérieure.

« Attendu que les manœuvres frauduleuses employées par les prévenus, après avoir amené au préjudice des plaignants une perte au jeu qui n'était que le fruit de la tromperie ont eu pour conséquence de déterminer les perdants à régler cette perte et à s'engager à payer dans un temps rapproché le montant de ce règlement;

« Que, s'ils ne se sont pas acquittés de leurs promesses, c'est par des circonstances indépendantes de la volonté des demandeurs en cassation; que, dès lors la cause présente tous les caractères de la tentative d'escroquerie, telle qu'elle est définie par l'article 405 du Code pénal, combiné avec les articles 2 et 3 du même Code, lesquels sont l'expression du droit commun et la loi de la matière » (1)...

Cette jurisprudence nouvelle fut confirmée par l'arrêt du 20 mai 1858, que nous avons ci-dessus analysé (2). Le fait nous paraît d'autant plus intéressant à signaler que cette dernière décision fut rendue dans une espèce où l'acte incriminé revêtait tous les caractères d'un chantage.

(1) D. P. 46, 1, 66.

(2) Cf. *suprà*, page 16.

Ainsi, dans son dernier état, antérieurement à la loi de revision du Code pénal, la jurisprudence en matière de chantage abandonnait au pouvoir discrétionnaire du juge le soin d'apprécier les circonstances constitutives d'un commendement d'exécution, et n'exigeait plus nécessairement qu'une remise quelconque de fonds ou valeurs eût été effectuée.

Nous voudrions pouvoir approuver cette solution sans réserves. Car nous ne partageons pas sur ce point l'opinion de Rossi et ne pensons pas que « appeler les hommes à prononcer sur de simples tentatives d'escroquerie, ce serait faire de la justice humaine un jeu, une arène de métaphysique » (1). Il nous paraît au contraire très possible de préciser les éléments d'une pareille tentative et nous estimons qu'il serait dangereux pour la société d'assurer l'impunité aux actes qui la constituent. Mais nous sommes bien obligé de reconnaître que la doctrine admise en dernier lieu par la Cour suprême était difficilement conciliable avec les termes si formels de l'ancien article 405 : « Quiconque... *se sera fait remettre* ». En revanche, si elle n'était pas conforme à la lettre du texte, elle devait l'être à son esprit. Le législateur de 1810 avait eu certainement l'intention de punir les manœuvres frauduleuses préparant la remise des fonds, et les considérait vraisemblablement comme la tentative du délit. En cela, il avait raison. Il a eu le tort d'exprimer sa pensée sous une forme ambiguë. La loi du 13 mai 1863 a réformé la rédaction vicieuse qui avait provoqué tant d'hésitations dans l'esprit des magistrats. Aux expressions « *se sera fait remettre* » elle a ajouté

(1) *Traité du droit pénal*, t. II, p. 336.

les mots « ou aura tenté de se faire remettre... », ne considérant plus la remise des valeurs comme une des conditions nécessaires de la tentative.

Le chantage, depuis cette date, ayant acquis une existence légale tout à fait distincte de l'escroquerie, nous n'avons pas à commenter ici les conséquences de cette modification apportée à l'article 403.

*
* *

C'est en effet la même loi du 13 mai 1863, qui introduisit dans le Code pénal le délit faisant l'objet de cette étude. Elle obtint ce résultat en incorporant à l'ancien article 400 qui prévoyait seulement l'extorsion de signature et le détournement d'objets saisis, une disposition nouvelle qui devint son paragraphe deuxième. Cette disposition est ainsi conçue :

« Quiconque, à l'aide de la menace écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires, aura extorqué ou tenté d'extorquer, soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise des écrits énumérés ci-dessus sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 3.000 francs. »

Lorsque, le 28 janvier 1862, le projet gouvernemental fut présenté au Corps législatif, il ne contenait pas cette addition à l'article 400. Elle est due à l'initiative de la Commission qui la motive ainsi dans son rapport (1) :

(1) Cette commission était composée de : MM. Dabeaux, président, de Belleyme, secrétaire, de Champagny, de Beauverger, de Blosserville, Douesnel, Brohyer de Littinière, Guyard-Delalain, Janvier de la Motte.

« A propos des extorsions par violence ou contrainte qui sont réglées par l'article 400, nous avons cru devoir nous occuper d'un genre d'extorsion qui ne se commet pas par une violence physique, mais qui s'accomplit au moins à l'aide d'une contrainte morale. — Le hasard, l'occasion, une confiance imprudente nous initient quelquefois à des secrets qui intéressent le repos des citoyens, l'honneur des familles, la paix du foyer domestique, et dont la révélation peut amener une poursuite criminelle, ou occasionner un scandale; il se rencontre des hommes assez vils pour profiter de la connaissance qu'ils ont de ces secrets et pour menacer de les répandre si on ne consent pas à acheter leur silence. D'autres, plus éhontés, ne savent rien qui puisse compromettre la personne qu'ils ont choisie pour victime, mais par des combinaisons astucieuses, ils l'entraînent dans une combinaison suspecte et difficile à expliquer, ils font naître des circonstances d'où puisse résulter le soupçon d'une action honteuse, et menaçant d'exploiter de simples apparences, ils arrachent à la faiblesse et à la peur la rançon d'une calomnie dont ils promettent de s'abstenir. C'est ce qu'on nomme vulgairement *le chantage*. Dans le premier cas, c'est le chantage à l'aide de la menace de la révélation d'un fait vrai; dans le second cas, c'est le chantage à l'aide de la menace de l'imputation d'un fait faux. Il paraît difficile de ne pas voir un délit dans un abus aussi révoltant... » (1).

La disposition nouvelle proposée par la Commission souleva une opposition assez vive de la part de M. Jules Favre, lorsqu'elle vint en discussion devant le Corps

(1) *Moniteur* du 7 mars 1863.

législatif. A la séance du 10 avril 1863, il formulait ses objections en ces termes : « Je n'examine pas la question très délicate de savoir si celui qui a eu dans sa vie une défaillance, une faiblesse, une faute cachée, est digne, de la protection de la justice. Si cette question m'était posée, je la résoudrais par la négative. Mais je comprends très bien qu'à côté de lui il se trouve des personnes tout à fait intéressantes et dignes de toute protection sociale ; seulement, ce qui me frappe, c'est qu'en créant ainsi un délit, on rendra peut-être plus obstiné et plus hardi celui qui le conçoit. Car, prenez-y garde, ce délit a pour conséquence toutes les exploitations d'un scandale qu'on craindra de faire éclater soi-même par des poursuites, qui ne peut pas voir le grand jour, ne pouvant être poursuivis sans y donner lieu. Par conséquent, celui qui commet ce délit se cachera dans l'embuscade de votre propre loi, et il se fera payer d'autant plus cher que celui à qui s'adressera la menace se trouvera en face d'un procès. Quant à moi, je crois que ce délit abaisse jusqu'à un certain point nos mœurs. Jusqu'à présent, ces sortes d'ignominies étaient écrasées par le dédain. Il n'y a pas un homme qui n'ait reçu des lettres anonymes, qui n'ait été l'objet des menaces les plus odieuses et qui n'en ait fait justice en les jetant dans son panier et je ne sache pas que la société en ait été troublée » (1).

De la réplique que ces paroles inspirèrent à M. Cordoën, l'un des Commissaires du Gouvernement, nous croyons intéressant d'extraire les passages suivants :

« L'article 405 prévoit-il toutes les hypothèses auxquelles est destiné le § 2 de l'article 400 ? Ma réponse

(1) *Moniteur* du 11 avril 1863.

est celle-ci : c'est qu'à des délits nouveaux il faut des dispositions nouvelles et une répression nouvelle. Les délits qui ont leur source dans la violence diminuent avec les progrès de la civilisation : mais, par une regrettable et triste compensation, les délits qui ont leur origine et leurs moyens dans la fourberie et la ruse augmentent avec les progrès des sociétés modernes. Le mal a aussi ses progrès.

« ... Quelle est cette théorie implacable qu'on a indiquée plutôt qu'on ne l'a développée? Cela n'est pas moins contraire à l'esprit tout entier de notre législation qu'à la morale elle-même. Est-ce que nous ne trouvons pas dans notre législation la réhabilitation écrite comme pouvant être accordée, comme pouvant être méritée par un retour sincère au bien? Est-ce que la loi ne protège pas la femme quand elle est surprise en état d'adultère par son mari? Est-ce que le crime commis sur sa personne malgré son indignité, reste en dehors des prescriptions, des sévérités de la loi? Évidemment non; la loi ne voit pas l'indignité de la victime, elle voit la culpabilité du fait; et la culpabilité du fait envisagée ainsi dans ses aspects les plus larges, dans sa moralité générale, appelle la juste sévérité de la loi pénale » (1).

Se plaçant sur un autre terrain, M. Ernest Picard adressa des critiques de forme à la disposition nouvelle :

« Je comprends à merveille que les faits qui viennent d'être stigmatisés par M. le Commissaire du Gouvernement doivent être atteints par la loi pénale; la seule difficulté, c'est de les atteindre conformément aux principes du droit pénal.

(1) *Moniteur* du 15 avril 1863, p. 567, col. 3.

« Si vous vous reportez à l'article que vous êtes appelés à voter, vous serez d'abord surpris de trouver dans une matière tout à fait étrangère, et au milieu d'un autre article qui a un tout autre objet, une disposition, difficile à définir, difficile à comprendre et qui crée un délit nouveau dont tous les éléments vous paraissent inconnus. Cependant je demandais à M. le Commissaire du Gouvernement si les éléments de l'article 405 ne pouvaient suffire, soit dans leur rédaction actuelle, soit dans celle qui peut être adoptée par nous à la poursuite et à la répression du délit.

« ... Cet article par une simple addition peut comprendre parmi ses éléments le fait que vous voulez réprimer et il en résultera un double avantage. Vous aurez d'abord classé le délit là où il doit être placé, et, en second lieu, faisant un cas nouveau d'escroquerie, vous aurez rattaché à une disposition pénale connue, dont les éléments sont consacrés depuis longtemps, une nouvelle disposition qui atteindra un fait nouveau. Vous aurez fait une amélioration et vous n'aurez pas fait une innovation dangereuse.

« ... Mon honorable collègue, M. Millet, qui est une autorité incontestable sur ces matières me fait observer qu'il suffirait d'ajouter aux mots *événement chimérique* ceux de *ou réel* » (1).

Le Corps législatif ne tint pas compte de ces observations. Il plaça la disposition nouvelle sous l'article 400 et ne crut pas devoir modifier l'article 405 dans le sens indiqué par M. Picard. Il eut raison, à notre avis. Comme nous le verrons plus tard, le chantage a plus de

(1) *Moniteur* du 15 avril 1863, p. 567, col. 4.

rapport avec l'extorsion prévue par l'article 400 § 1 qu'avec l'escroquerie (1). Faire à l'article 403 l'addition que proposaient MM. Picard et Millet, c'eût été modifier dans certains cas les caractères essentiels de ce dernier délit. En effet, dans l'escroquerie, la remise des fonds ou valeurs est bien volontaire, comme dans le chantage, mais elle est le résultat d'une erreur de la victime, erreur motivée par les manœuvres de l'escroc. Le chantage, sur ce point, est différent. Au lieu de procurer une *amélioration*, la solution indiquée par M. Picard aurait plutôt abouti à rendre moins clairs les principes généralement admis sur la nature et les éléments de l'escroquerie. En outre, le délit nouveau eût été défini avec beaucoup moins de précision, qu'il ne l'était dans le texte de la Commission, notamment en ce qui concerne les moyens employés par l'agent, ces moyens tout spéciaux, particuliers au chantage, et qui créent son originalité.

Quant à la discussion des raisons morales qui furent développées par M. Jules Favre, elle trouvera mieux sa place dans notre conclusion que dans cette partie préliminaire (2).

Le paragraphe de la loi de revision relatif au chantage ne fut pas modifié au cours des débats parlementaires. Cette loi fut adoptée le 18 avril 1863 par 150 voix contre 48 (3). Elle fut soumise au Sénat le 28 du même mois et promulguée le 13 mai suivant.

(1) Cf. 2^e partie, chap. 2.

(2) Cf. 4^e partie.

(3) *Moniteur* du 19 avril 1863.

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATION ACTUELLE

CHAPITRE I^{er}

Éléments constitutifs du délit.

L'article 400 § 2 du Code pénal, seul texte législatif concernant le chantage, indique avec une précision suffisante le but poursuivi par l'agent et les moyens qu'il emploie. L'analyse de ce texte nous permettra donc de déterminer facilement les principaux caractères du délit.

Le but poursuivi, c'est, aux termes mêmes de la loi, une *extorsion*. On ne peut évidemment attribuer au mot *extorsion*, dans ce second paragraphe de l'article 400, un sens différent de celui qu'il a dans le premier paragraphe du même article. Il faut, ici, comme là, entendre par *extorsion* l'appropriation de la chose d'autrui à l'aide d'une contrainte. Ce point ne saurait soulever aucune discussion. Le rapporteur de la commission, M. de Belleyme, disait à la séance du Corps législatif du 6 mars 1863 : « Le chantage a pour objet d'arracher une somme d'argent, en influençant la volonté par la crainte d'un mal véritable et sérieux : *c'est une extorsion*; si le mal était craint pour la personne, ce serait une violence phy-

sique, comme il est craint pour la réputation et pour l'honneur, c'est une violence morale. Le chantage est donc une extorsion à l'aide d'une contrainte morale. Voilà son caractère... » (1). MM. Chauveau, Faustin-Hélie et Villey d'une part (2), M. Garraud d'autre part (3) développent la même idée en termes presque identiques. Il est également hors de doute que cette extorsion doit avoir pour objet soit une somme d'argent, soit l'un des écrits obligatoires ou libératoires énumérés sous l'article 400 § 1 du Code pénal, et que cette énumération est limitative.

De cet ensemble de constatations, il résulte que le mobile auquel obéit l'agent est la recherche d'un enrichissement illégitime, la cupidité. But de cupidité illégitime de l'agent, voilà, nous semble-t-il un des éléments constitutifs du délit.

Quels moyens sont employés pour parvenir à ce but ? La menace de révélations ou d'imputations diffamatoires. Et voilà un autre élément constitutif du délit. C'est celui-là même qui lui donne, dans notre codification pénale son caractère propre et crée son originalité.

Le chantage, à notre avis, présente donc deux caractères essentiels, relatifs, l'un, aux manœuvres dont il fait usage, l'autre à l'objet qu'il poursuit. Ce sont :

1° La menace d'imputations ou de révélations diffamatoires ;

2° La recherche d'un gain pécuniaire illégitime.

(1) *Moniteur officiel* du 7 mars 1863.

(2) *Théorie du C. pén*, 6^e édition, t. V, n° 2.123.

(3) *Traité théor. et prat. du droit pénal français*, 2^e édition, t. V, n° 2226.

Tous les auteurs sont d'accord sur cette question et enseignent que la réunion de ces deux circonstances est nécessaire pour constituer le délit que nous étudions (1). Ils ne font, en cela, que confirmer une jurisprudence constante.

En effet, le premier arrêt rendu sur la matière par la Chambre criminelle de la Cour de cassation, après la promulgation de la loi du 13 mai 1863, range parmi les caractères essentiels du chantage : « la menace écrite ou verbale dans un but de cupidité illégitime, la menace de révéler un fait diffamatoire » (24 février 1866, — S. 66, 1, 309, — P. 1866, 799, — D. 66, 1, 189). Plusieurs arrêts, émanant de la même juridiction reprennent postérieurement les mêmes principes, notamment aux dates suivantes : 4 janvier 1877 (S. 77, 1, 85, — P. 1877, 191, — D. P. 77, 1, 416), — 17 juillet 1884 (S. 85, 1, 519, — P. 85, 1, 1215, — D. P. 85, 1, 92), — 20 mars 1885 (S. 85, 1, 185, — P. 85, 1, 420), — 2 avril 1897 (D. P. 98, 1, 150), — 7 décembre 1900 (S. 1904, 1, 371). On peut remarquer que le plus récent remplace les mots : « *Menace dans un but de cupidité illégitime* » par ceux-ci : « *Extorsion ou tentative d'extorsion de fonds ou valeurs à l'aide de cette menace* » (d'imputation ou révélations diffamatoires) ».

Cette variante nous semble sans intérêt. L'extorsion suppose, en effet, comme nous l'avons vu, l'appropriation

(1) Cf. notamment Chauveau, F. Hélie et Villey (*op. cit.*, n° 2123). — Blanche et Dutruc (*op. cit.*, n°s 72 sqq.). — Dalloz et Vergé (*Code pénal annoté*, sous l'art. 400, n°s 75 ssq.). — Sirey (85, 1, 519, note Lacointa sous arrêt du 17 novembre 1884). — Fuzier-Hermann (*Rép. gén de dr. français*, v° *Chantage*, n° 21 ssq.). — Dalloz (*Rép. de lég.*, Suppl., t. XIX, v° *Vol*, n°s 90 ssq.).

tion de la chose d'autrui dans un but de cupidité illégitime. Les deux formules doivent donc être considérées comme synonymes.

Mais il nous faut signaler que, à ces éléments, les décisions que nous venons de rapporter en ajoutent toutes un troisième : « *La mauvaise foi* ». Dans son *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, M. Garraud imite cet exemple (1).

Cette addition est-elle bien utile ?

Nous ne le croyons pas. D'ailleurs notre opinion découle précisément de la théorie exposée par M. Garraud lui-même, dans l'ouvrage précité, relativement à « l'intention criminelle ».

« Il pose en effet des principes suivants : « Pas plus qu'il ne faut confondre, en droit civil, *la cause* avec *le motif* d'une obligation, il ne faut pas confondre en droit criminel, avec *l'intention de commettre le délit*, soit les motifs qui déterminent l'agent à le commettre, soit *le but* qu'il poursuit en le commettant... (2). Ni l'intention de nuire (*malitia*) ni le dessein de se procurer des bénéfices illicites, (*fraus*) ni la méchanceté (*dessein méchant*) ne peuvent être considérés comme des conditions générales et nécessaires de la culpabilité légale. Ce sont là *les motifs* de l'action ou de l'inaction incriminée; mais l'intention directe, celle qui consiste à vouloir l'action ou l'inaction comme délit, est indépendante de cet élément. *Toutefois cette règle n'est pas absolue*. Bien souvent, au contraire, *la loi fait dépendre la culpabilité d'un acte de l'illégitimité des motifs* qui ont déterminé

(1) 2^e édition, t. V, n^o 2224.

(2) T. I, p. 538, n^o 280.

l'agent à le commettre, soit qu'elle s'en explique formellement, en faisant entrer, dans la définition du crime ou du délit, la mention du « *dessein méchant* », de « *l'intention frauduleuse* » ou toute autre expression équivalente, soit que la nature même de l'acte incriminé suppose nécessairement cette condition, qui est sous-entendue par la loi (1) ». Sur tous ces points nous sommes d'accord.

Mais de ces principes, M. Garraud tire cette conclusion : « Il existe donc, au point de vue de l'intention de l'agent, une culpabilité générale (*dolus generalis*) et une culpabilité spéciale (*dolus specialis*) ».

Selon lui, pour être passible d'une répression pénale, il faut et il suffit, en général, que soit en s'abstenant d'un acte, soit en le commettant, on sache que cette abstention ou cette action « *est défendue* ». Mais dans certains cas déterminés, il est nécessaire que, à ce premier élément intentionnel, s'en ajoute un second : « la méchanceté, la malice ou la fraude ». La réunion seule de ces deux éléments constituera la culpabilité.

Nous ne saurions admettre cette théorie : elle n'est d'ailleurs pas la déduction logique des principes que nous venons de rapporter. Il nous semble, en effet que toutes les fois que « *la loi fait dépendre la culpabilité d'un acte de l'illégitimité de ses motifs* », ce « *dolus specialis* » ne vient pas se superposer au « *dolus generalis*. » Il n'y a pas là deux éléments distincts. Il n'y en a qu'un seul. C'est précisément le « *dolus specialis* » : Celui-là ne s'ajoute pas à l'autre : il le renferme en lui. Le *dolus generalis* en somme n'est pas un facteur indépendant du

(1) T. I, p. 541, n° 280.

dolus specialis, c'en est un corollaire, une conséquence inévitable, ou mieux, une partie intégrante, fondamentale. Celui-ci suppose celui-là, nécessairement.

Prenons l'exemple même que cite M. Garraud : la fabrication d'une quittance. « Pour qu'elle constitue un crime, déclare-t-il, *il ne suffit pas qu'elle ait été faite avec intelligence et volonté* : il faut que l'auteur ait altéré la vérité dans une *intention frauduleuse*. » Appliquant son système, M. Garraud distingue donc ici : 1^o le *dolus generalis* (intelligence et volonté), 2^o le *dolus specialis* (intention frauduleuse). Pourquoi cette distinction? L'espèce choisie, la forme sous laquelle elle est exprimée, tout ne démontre-t-il pas que le second terme de la proposition contient en lui le premier? Ne serait-il pas plus exact et plus simple de dire : « il suffit que cet acte ait été commis dans *une intention frauduleuse* ». Le fait seul d'agir dans *une intention frauduleuse* suppose en effet qu'on a agi *avec intelligence et volonté*.

Le chantage est évidemment une des infractions pour lesquelles la loi « fait dépendre la culpabilité de l'illégitimité des motifs ». Il suffit donc, comme nous avons cherché à le prouver, que cette illégitimité soit constatée, pour que l'élément intentionnel soit établi. Si la cupidité illégitime est démontrée, la mauvaise foi en découle nécessairement. Il est par suite inutile, quand on énumère les caractères essentiels du délit, d'ajouter comme le fait la Cour suprême aux deux éléments que nous avons ci-dessus spécifiés un troisième facteur : la mauvaise foi. Celle-ci est la conséquence des deux autres.

SECTION PREMIÈRE

DE LA MENACE

I. — *Forme de la menace.*

La menace peut être ou verbale, ou écrite. La généralité des termes employés par l'article 400 § 2 permet de la réprimer sous toutes ses formes. Qu'elle soit verbale, qu'elle soit écrite, aucune condition spéciale n'est requise, pour qu'elle revête le caractère d'un élément constitutif du délit de chantage. Cette question ne saurait donner lieu à de longs commentaires.

a) *Menace verbale.* — A-t-elle eu lieu sans témoin? Remarquons simplement que, dans ces conditions, la victime sera souvent incapable d'administrer la preuve de ses allégations.

A-t-elle eu lieu devant témoins? Il peut arriver qu'elle constitue en elle-même le délit de diffamation. Cela se produira toutes les fois que le « chanteur » aura précisé, dans les conditions de publicité requises par la loi du 29 juillet 1881, les faits diffamatoires qui doivent faire l'objet de ses révélations. Mais, objectera-t-on, dans ce cas, il n'y aura plus menace de révélation, il y aura révélation véritable et si vous admettez que cette révélation ait eu lieu dans des circonstances telles qu'elle constitue en elle-même un délit, nous nous trouverons purement et simplement en présence d'une diffamation, et non en face d'une tentative de chantage.

Il suffit, pour démontrer l'inanité de cette objection de citer un exemple. Considérons l'espèce suivante :

X..., dans un lieu public, a une violente altercation avec Y... Il s'écrie : « Si vous ne me donnez pas 1.000 francs dans huit jours, je dirai à Z... que vous êtes un voleur et je le lui prouverai ».

Dans cette hypothèse, X... commet à la fois une diffamation et une tentative de chantage. Une diffamation, parce que, dans un lieu public, il a proféré un fait de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération de Y... Une tentative de chantage, parce que, en outre, il a menacé ce dernier de révéler le même fait à un tiers non présent. Vraisemblablement ce tiers est la personne à qui le coupable a le plus vif intérêt à cacher sa faute. C'est, précisément, la crainte de cette révélation conditionnelle qui est susceptible d'exercer sur l'esprit de Y... la plus violente contrainte.

Ainsi une diffamation est en même temps une tentative de chantage, si elle a revêtu la forme d'une menace ayant pour but d'inspirer la crainte d'une publicité plus grande. Cette extension de publicité constitue en effet une *révélation* nouvelle.

Dans ce cas, la victime pour poursuivre le coupable a le choix entre deux moyens : dépôt d'une plainte pour diffamation, dépôt d'une plainte pour tentative de chantage.

b) *Menace écrite*. — Là encore, il est possible que la menace revête le caractère d'une véritable diffamation. Cela dépendra de la publicité qui lui sera donnée et de la précision avec laquelle le fait diffamatoire y sera énoncé. La même solution s'impose (Ch. cr., 7 janvier

1887, aff. Pournin, — S., 88, 1, 399, — P. 88, 1, 959, — D. 87, 1, 364).

c) *Quel degré de précision doit avoir la menace, soit écrite, soit verbale.* — Des termes de l'article 400 § 2 du Code pénal, il résulte que la *menace* est un élément essentiel du délit de chantage. Mais, nulle part dans la loi, nous ne trouvons une définition de ce mot. Dans ces conditions, il appartient au juge du fait d'apprécier souverainement d'après les circonstances de la cause, si les agissements reprochés au prévenu ont bien les caractères d'une menace.

Sa mission, dans certains cas, sera particulièrement délicate. La menace peut revêtir mille formes diverses, se dissimuler sous mille apparences. Dans la conversation, un geste, un regard, une intonation suffisent parfois à exprimer clairement la plus impérieuse des menaces. Les moyens d'instruction, dont il dispose, ne permettront pas au juge de pousser jusqu'à ce point extrême l'étude psychologique de la menace. Tant qu'elle sera indiquée par des nuances aussi discrètes, elle ne sera pas percevable pour lui. Il pourra la pressentir, acquérir la certitude morale de son existence, il n'en aura jamais la preuve matérielle. Jamais, ce ne sera pour lui qu'une impression trop subjective pour devenir la base d'une décision judiciaire.

Mais, dans les cas mêmes où la menace se manifestera sous une forme plus tangible — écriture ou parole — le juge aura parfois beaucoup de peine à constater son existence.

Quand elle n'a pas recours aux prudentes hypocrisies, elle s'exprime généralement de la façon suivante : « Si

« vous ne faites pas cela, je ferai ceci... » Elle subordonne à la réalisation d'un désir, nettement défini, l'accomplissement d'un acte préjudiciable à autrui.

Il est rare qu'elle montre tant de franchise.

Dans tous les cas, c'est au juge qu'incombe le soin de reconnaître si elle est suffisamment caractérisée pour constituer un élément essentiel du chantage.

La jurisprudence, en statuant sur des espèces spéciales, établit, à ce sujet, sinon un criterium très sûr, du moins des principes assez généraux.

Un arrêt de la Cour de cassation, chambre criminelle, en date du 26 avril 1872 (1) exige que la menace soit *précise*.

Un arrêt du 11 novembre 1886 (2) estime que la menace est suffisamment caractérisée « lorsque le directeur d'un journal fait appeler une personne dans son bureau, lui fait lire les épreuves d'un article diffamatoire, et lui déclare que cet article ne sera pas publié si la dite personne lui verse une somme de... »

Quelques semaines plus tard, le 10 décembre 1886 (3), la même juridiction posait les principes suivants :

« La menace verbale ou écrite dont parle l'article 400 « § 2 du Code pénal n'a besoin d'être ni *directe*, ni « *expressément proférée*; — Pour être *indirecte* ou *dis-* « *simulée sous des artifices de langage*, elle n'en existe « *pas moins*. »

L'arrêt susvisé était rendu sur un pourvoi formé par un sieur Patin. Agent d'affaires peu scrupuleux, cet

(1) D. P., 1872, 1, 474.

(2) Ch. cr. (*B. crim.*, n° 376).

(3) S. 88, 1, 399. — P. 88, 1, 959. — D. 87, 1, 364.

individu publiait, périodiquement, sur des feuilles autographiées, des listes de protêts, qu'il présentait à ses lecteurs comme dressées par la chambre des huissiers de Paris. Pour se procurer des abonnements, il promettait aux commerçants qu'il honorait de sa visite, de les omettre sur ces listes au cas où une traite souscrite par eux serait protestée. Patin basait son pourvoi sur ce que l'un des éléments du délit de chantage, *la menace* faisait défaut. Son raisonnement ne manquait pas de spéciosité. « Je ne menace personne, pouvait-il dire, « j'accorde simplement une faveur à mes abonnés. Je « les assure de ma discrétion. » C'était en somme une prime d'un genre spécial qu'il leur offrait. Si elles ne contenaient pas une *menace formellement énoncée*, ses propositions n'en avaient pas moins une *menace* pour corollaire. « Si vous ne me souscrivez pas un abonnement, je ferai figurer votre nom sur mes feuilles périodiques. »

La Cour suprême, après avoir flétri cette honteuse spéculation, rejeta le pourvoi.

A peine un mois plus tard, elle avait à se prononcer dans une cause similaire (1).

Le rédacteur d'un journal d'apparence sportive, *Le Bookmaker* avait, à plusieurs reprises, inséré contre un sieur X... des articles diffamatoires. Puis dans l'un de ces articles il l'avait clairement invité à faire cesser ses attaques. Après avoir été condamné par les magistrats de première instance et d'appel, il avait, lui aussi, formé un pourvoi contre la décision de ces derniers,

(1) Ch. cr., 7 janvier 1887. — S. 88, 1, 399. — P. 88, 1, 959. — D. 87, 1, 364.

prétendant n'avoir formulé à l'encontre de X... aucune menace.

Appliquant les principes que nous venons de rapporter, la Cour de cassation rejetait également ce pourvoi (1).

Enfin le 10 mars 1893 (2) dans une affaire Morel-Hemerding, elle reprenait ces principes, en des motifs qui reproduisent presque textuellement ceux de l'arrêt précité du 10 décembre 1886 :

« Attendu, dit-elle, que l'arrêt entrepris (il émanait de la Cour de Paris, qui l'avait rendu le 18 novembre 1892) constate souverainement que Hemerding a été victime d'une pression exercée par Morel, qui a ainsi obtenu de lui 500 francs; que Morel, par ses démarches et ses propos, l'a menacé de publications diffamatoires, s'il n'achetait pas son silence; *que ces menaces ont sans doute été déguisées sous certaines retenues*, mais qu'elles n'ont pas moins été faciles à comprendre...

« Attendu que la menace de l'article 400 § 2 du Code pénal n'a pas besoin d'être *expressément proférée*, et que, *pour être dissimulée sous des artifices de langage, elle n'en existe pas moins.* »

On peut résumer ainsi l'opinion de la jurisprudence sur ce point : il n'est pas besoin que la menace soit formelle; elle peut être implicite. La plus grande latitude d'appréciation est laissée au juge. Pour que sa clairvoyance ne soit pas abusée, il lui sera donc utile d'exposer d'une façon complète et précise les circons-

(1) Cf. aussi sur ce point une espèce. similaire, tranchée par jugement du tribunal correctionnel de Toulouse du 11 nov. 1890 (*Gazette des tribunaux du Midi* du 6 décembre 1890).

(2) Ch. cr. (D. P., 1895, 1, 302).

tances de la cause. En effet, les constatations du juge du fait sont souveraines en cette matière. C'est d'elles et d'elles seules que découle la preuve de l'existence de la menace.

Sur cette question *de forme*, nous n'avons trouvé dans la doctrine aucune controverse. Celle-ci se borne généralement à poser comme des principes indiscutables les motifs des arrêts que nous venons d'analyser (1).

II. — *Sur quels faits la menace doit-elle porter.*

La menace, dit la loi, doit, avoir pour objet « *une imputation ou une révélation diffamatoire.* » Nous n'entendons pas, dans cet ouvrage exposer les règles qui régissent la matière si complexe de la diffamation. Ce serait tenter peut-être en vain ce qui a maintes fois été si bien accompli, car il a déjà paru de nombreux et d'excellents commentaires sur la loi du 29 juillet 1881. Ce serait en outre sortir des limites que nous avons assignées à ce modeste travail, uniquement consacré à l'étude d'un délit spécial. Nous n'avons ici à envisager la diffamation que dans ses rapports avec le chantage.

L'article 400 § 2 du Code pénal attribue évidemment au mot diffamatoire le sens qu'il avait dans l'article 13 de la loi du 17 juillet 1849, devenu aujourd'hui l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881. On doit donc considérer comme diffamatoire toute imputation ou révélation susceptible de porter atteinte « *à l'honneur ou à la considération* ».

(1) Cf. notamment Garraud, *op. cit.*, t. V, p. 521, n° 2225.

Pour rentrer dans les prévisions de cet article il n'est pas nécessaire que ces révélations ou imputations se produisent dans des circonstances telles qu'elles constituent une diffamation punissable aux termes de la loi. Il n'est pas besoin, par suite, que la menace laisse entendre qu'elles se produiront dans ces circonstances. On peut remarquer à ce sujet que le texte de l'article 400 § 2 ne prévoit pas « la menace d'une *diffamation* », mais la menace de « *révélations ou d'imputations diffamatoires* ». Si le législateur avait employé la première de ces formules, il aurait pu survenir quelques difficultés d'interprétation.

La menace d'une diffamation, en effet, aussi bien sous l'empire de la loi de 1819, que sous le régime actuel, ce n'est pas seulement « la menace de révéler des faits préjudiciables à l'honneur ou à la considération », c'est la menace de révéler ces faits *dans des conditions particulières de publicité* déterminées de façon précise.

Prenons un exemple. X... a connaissance d'un vol commis par Y... au préjudice de Z... Il écrit à Y... : « Si vous ne me versez pas 1.000 fr. je dénonce ce vol à sa victime. » Peut-on considérer cette menace comme celle d'une *diffamation*, au sens légal du mot? Évidemment non. Pour accuser Y..., X..., n'aura usé ni « de discours, ni de cris, — proférés dans des lieux ou réunions publiques » ni d'aucun des « moyens » énumérés dans l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881. Ses agissements auraient donc pu ne pas être considérés comme un chantage, si l'article 400 § 2 avait exigé « la menace d'une *diffamation* » comme élément du délit. Par diffamation, certains auraient sans doute compris *diffamation punissable*. Les armes données aux victimes des tentatives de

chantage seraient ainsi devenues des plus illusoires. Il aurait fallu, le plus souvent, attendre que la révélation se produisît pour savoir dans quelle forme le chanteur entendait la faire!

Combien plus sage, — ou mieux inspiré, fut le législateur en adoptant les expressions « *révélations ou imputations diffamatoires* ». Peu importe que la révélation, objet de la menace, réunisse ou non les caractères du délit de diffamation. Il lui suffit, pour devenir un élément constitutif du chantage, de correspondre à la définition contenue en l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881, c'est-à-dire de porter sur des faits susceptibles de nuire à l'honneur ou à la considération.

*
* *

Dans quels cas les faits visés dans la menace rentreront-ils dans le cadre de cette définition? C'est au juge du fait qu'il appartient de le déterminer, sous le contrôle de la Cour de cassation.

On ne peut, sur ce point, établir de règles générales et formelles. La loi ici encore laisse aux magistrats une grande latitude d'appréciation.

Quand la menace aura précisé les faits sur lesquels portera la révélation, leur tâche sera souvent facile. On est assez surpris de constater que certains prévenus n'ont pas craint de parcourir tous les degrés de juridiction pour faire trancher la question de savoir si on devait considérer comme diffamatoires :

1° La menace faite à un courtier de commerce ou à un

huissier de révéler un fait de nature à entraîner contre eux des poursuites disciplinaires (1);

2° L'imputation adressée à un commerçant de laisser protester des traites tirées sur lui, surtout s'il les a acceptées (2);

3° La menace adressée à une personne de l'impliquer dans un procès de mœurs, de vol et d'assassinat (3).

A ces trois interrogations, la Cour suprême avec juste raison, a répondu par l'affirmative. Sur les deux premières, aucune hésitation n'était possible. La troisième était un peu plus délicate, sans l'être excessivement. L'espèce était la suivante :

Deux individus étaient entrés en rapport avec le plaignant, un sieur Castelain, en se présentant à lui comme agents de la sûreté. Puis, au cours de l'entretien, ils lui avaient laissé entendre qu'il leur serait très facile de l'impliquer « dans un procès de mœurs, de vol et d'assassinat ». Pour lui éviter ce désagrément, ils étaient d'ailleurs prêts, affirmaient-ils à accepter une transaction. Moyennant le versement d'une certaine somme d'argent Castelain recouvrerait de suite la tranquillité d'esprit, qu'avaient troublée pour un instant ces propos terrifiants. Il en conserverait à peine le souvenir vague et lointain qu'on garde d'un rêve pénible. Castelain préféra déposer une plainte au parquet. En première instance, comme en appel, comme en cassation, les prétendus

(1) Ch. cr., 24 février 1866 (S. 66, 1, 309, — P. 66, 799, — D. P. 66, 1, 189). — Ch. cr., 4 juillet 1874 (D. P., 1875, 1, 288).

(2) Ch. cr., 10 décembre 1886 (S. 88, 1, 399, — P. 88, 1, 959, — D. P. 87, 1, 364). — Cf. aussi Rouen, 22 août 1844 (S. 1845, 2, 352).

(3) Ch. cr., 7 décembre 1900 (S. 1904, 1, 371).

policiers objectèrent à l'accusation de chantage portée contre eux que, jamais, ils n'avaient menacé Castelain de révélations diffamatoires. Ils l'avaient simplement menacé de l'impliquer dans une affaire criminelle, sans préciser les moyens dont ils se serviraient pour arriver à leurs fins. Il était assez aisé de répondre à cet argument, que ces moyens devaient être nécessairement « la *révélation préalable* de faits susceptibles de motiver l'introduction de la poursuite criminelle ». Or ces faits ne pouvaient qu'être diffamatoires au premier chef.

Mais il est des hypothèses où il sera beaucoup plus difficile de déterminer le véritable caractère des imputations visées dans la menace.

Nous retracerons à ce propos les phases d'un procès qui fut sensationnel à son heure. Nous voulons parler de l'action introduite par Max Lebaudy contre M. Ulrich de Civry, à cette époque, rédacteur en chef de l'*Écho de l'Armée*.

Ulrich de Civry, par maints services rendus de la meilleure grâce, s'étaient acquis des titres à la gratitude et à la sympathie de ce pauvre petit millionnaire qui, suivant l'expression de M. Gabriel Tarde, devait mourir de ses millions. Lors de son arrivée au régiment, il avait usé de son influence personnelle pour lui faire procurer de menues faveurs. Il était ainsi devenu son ami. Mais ce qui était vrai au temps d'Ovide l'est encore plus de nos jours : les gens heureux ou considérés comme tels comptent beaucoup d'amis de cette espèce. Ulrich de Civry rêvait d'agrandir et de transformer son journal. Il conçut le dessein de puiser dans la fortune de Max Lebaudy les ressources qui lui faisaient personnellement défaut. Il y mit une certaine discrétion. Il ne

demanda à Max Lebaudy que 125.000 francs. Celui-ci crut devoir repousser cette demande. Ulrich de Civry changea subitement d'attitude. Le flatteur devint agressif. Il menaça son ancien ami, s'il persistait dans son refus, *de mener contre lui une campagne de presse.*

Condamné de ce chef pour chantage par le Tribunal correctionnel de la Seine, le 23 mars 1896, il interjeta appel de cette décision. Le 18 mai suivant, la Cour de Paris rendait un arrêt dont il importe de détacher les passages suivants :

Considérant :

« Que les premiers juges ont estimé à tort que le versement de la somme de 125.000 francs avaient été exigé sous la menace de révélations diffamatoires; que les documents fournis à la Cour ne lui fournissent pas sur ce point de preuves décisives et certaines...

« Que, à la vérité, le témoin Le Senne a reçu les confidences de Lebaudy, qui lui a répété que, sur son refus de verser une somme importante, Ulrich de Civry l'aurait menacé d'une campagne de presse pour faire échouer la demande qu'il avait adressée à ses chefs de quitter Fontainebleau et d'être incorporé à l'escadron du train en garnison à Vernon; mais que, dans la circonstance où elle se serait produite, *la menace d'une campagne de presse émanée d'un écrivain militaire laisserait un doute sur la nature des attaques qu'il voulait entreprendre, et qu'elle n'impliquerait pas nécessairement la menace de la diffamation.*

« Que le jugement frappé d'appel s'appuie principalement sur deux articles de l'*Écho de l'Armée* du 27 janvier et 3 février 1895; que, dans le numéro du 27 janvier, Ulrich de Civry a publié un long article intitulé : *Max*

Lebaudy et la discipline militaire, qu'en dehors de considérations générales copiées dans une brochure ancienne, les seuls passages qui visent la personnalité de Max Lebaudy sont les suivants :

(De Civry rappelle d'abord que plusieurs journaux se plaignent de la situation particulière faite à Max Lebaudy, des faveurs dont il est l'objet, des permissions exceptionnelles qu'il obtient. Il ajoute :)

« Il quitterait, disent-ils, Fontainebleau pour aller à Vernon. Rêves et mensonges que tout cela ! Voici la vérité vraie, telle que nous la tenons du ministère de la guerre : le cavalier Lebaudy étant souffrant a réellement obtenu de l'autorité médicale un congé de convalescence de 15 jours ; mais l'autorité militaire l'ayant fait surveiller afin de s'assurer que ce congé avait en réalité pour but de hâter sa guérison, et ayant acquis la certitude qu'il n'était nullement profitable à sa santé, vient de faire rentrer ce jeune cavalier à Fontainebleau pour reprendre son service ou se faire soigner à l'infirmerie régimentaire. Sur ce premier point, on le voit, rien ne saurait être plus correct. Quant au deuxième nous sommes autorisés à affirmer que, malgré toutes les influences qui pourraient être mises en jeu, l'autorité militaire est bien décidée à ne faire aucune espèce de passe-droit en faveur de ce cavalier et à le traiter à l'égal de tous ses camarades. Or rien ne justifiant un changement de corps, la demande qu'il a faite à cet égard a été repoussée comme elle devait l'être. »

« Que l'*Écho de l'Armée* du 3 février a inséré un entrefilet annonçant que le ministre de la guerre ne serait pas interpellé à la Chambre des Députés au sujet

du changement de garnison de Lebaudy, parce qu'il avait été refusé »;

« Qu'il est manifeste qu'Ulrich de Civry n'a pas fait paraître ces articles dans son journal pour défendre, comme il le prétend, l'intérêt supérieur de l'armée et le principe de l'égalité de tous les citoyens devant le service militaire; que son véritable but était d'exercer une pression sur le commandement afin d'empêcher le changement de corps sollicité par son ancien ami; qu'il agissait ainsi pour se venger du dépit qu'il avait éprouvé en n'obtenant pas les capitaux sur lesquels il avait compté.

« ... Mais qu'on ne saurait découvrir dans ces articles une diffamation et encore moins la menace implicite d'une diffamation ultérieure; que l'extorsion de fonds à l'aide de la menace de nuire, soit par abus d'influence, soit par tout autre moyen que la diffamation, ne tombe pas sous l'application de l'article 400 § 2 du Code pénal; que les termes de cette loi sont formels et limitatifs; etc...

« Infirme, etc... »

La Cour d'appel de Paris a-t-elle bien jugé? Nous n'en sommes pas certains. En tous cas les motifs qui ont inspiré son arrêt nous paraissent peu juridiques et peu logiques en même temps.

En effet, des documents de la cause il semble résulter qu'Ulrich de Civry a bien menacé Lebaudy de mener contre lui une campagne de presse au cas où il refuserait de lui verser 125.000 francs. Il est bien évident que, en formulant cette menace, il cherchait à exercer sur la victime une contrainte morale. On doit donc en con-

clure, qu'il voulait faire supposer à Lebaudy que ses révélations présenteraient une réelle gravité. Or, menacer quelqu'un de divulguer par la voie de la presse des faits graves, n'est-ce pas le menacer d'imputations diffamatoires ?

Non, répond la Cour de Paris. Ulrich de Civry était un écrivain militaire. Une campagne de presse, émanant de lui, laisse un doute sur la « nature des attaques qu'il voulait entreprendre. »

Admettons, avec les juges d'appel, qu'il soit impossible de mener, dans un journal militaire, une campagne diffamatoire. Mais de Civry avait-il indiqué le journal dans lequel il entreprendrait sa campagne ? Il était rédacteur de l'*Écho de l'Armée*. Soit. Il ne s'ensuivait pas nécessairement qu'il dût publier ses articles diffamatoires dans cette feuille. Il avait des relations dans le monde du journalisme. Rien n'autorise à croire qu'il n'ait pas eu l'intention de recourir aux bons offices d'un de ses confrères *civils* pour accomplir cette tâche.

D'autre part la Cour de Paris remarque que la décision du Tribunal correctionnel de la Seine « s'est appuyé principalement sur deux articles parus dans l'*Écho de l'Armée* ». Ces deux articles étant postérieurs à la menace, les premiers juges ont eu tort de les prendre en considération (1). La Cour, en les utilisant pour son argumentation, a eu tort également. Admettons encore qu'elle ait eu le droit de s'en servir ainsi. Son raisonnement n'en est pas moins faux. « On ne saurait, dit-elle, découvrir dans ces articles une diffamation, et encore moins la menace implicite d'une diffamation ultérieure. »

(1) Cf. ci-dessous, p. 72 ssq.

C'est exact, on a pu s'en convaincre, puisque nous les avons cités. Ils sont visiblement dictés par « le dépit » ; ils ne contiennent aucune provocation. Mais la loi exige-t-elle pour que la menace constitue un élément du délit de chantage, qu'elle soit suivie d'une mise à exécution ? Nullement. Il se peut fort bien que le maître chanteur, au moment où il la formule, ne songe pas à la réaliser. Cela doit même être fréquent. Toutes les fois que cette réalisation par exemple constituera une diffamation punissable, il est fort probable que le maître chanteur, si la menace n'a produit aucun effet, n'ira point, simplement par vengeance, s'exposer à une condamnation. La victime, en effet, qui n'a pas porté plainte pour éviter la divulgation de faits pouvant lui nuire, n'aura plus aucune raison pour agir de même, lorsque cette divulgation se sera produite. Ni du texte, ni de l'esprit de la loi, on ne peut induire que la menace de révélations, pour être punissable, doit avoir pour corollaire effectif cette révélation elle-même. Il n'est pas nécessaire, en un mot, qu'elle soit sérieuse. Il suffit que son auteur ait persuadé à sa victime qu'elle l'était. En l'espèce, Ulrich de Civry voulait faire croire à Max Lebaudy qu'il publierait de graves révélations sur son compte. Il ne l'a pas fait. Il n'a peut-être jamais eu l'intention de le faire. Mais ce défaut d'exécution, ne diminuerait en rien sa culpabilité, si les autres éléments du délit se trouvaient réunis. C'est là une circonstance extrinsèque dont il ne faut pas tenir compte dans les débats judiciaires.

Il nous semble que la Cour de Paris eût été mieux inspirée en motivant son acquittement de la façon suivante :

« Considérant que, si le prévenu a menacé Max

Lebaudy d'entreprendre contre lui une campagne de presse, il a précisé le but de cette campagne en indiquant qu'elle tendrait « à faire échouer la demande que celui-ci avait adressée à ses chefs de quitter Fontainebleau » ; que, pour parvenir à ce résultat il n'était nullement besoin de publier sur ce dernier des révélations diffamatoires ; qu'on se trouvait donc en présence d'une tentative d'extorsion de fonds à l'aide de la menace de nuire par abus d'influence, laquelle n'est pas punissable (1), et non d'une tentative d'extorsion de fonds tombant sous l'application de l'article 400 § 2 du Code pénal ».

Et encore cette menace de « mener une campagne de presse » même dans le but ainsi déterminé, n'implique-t-elle pas celle d'imputations diffamatoires ?

La divergence d'opinions entre les premiers juges et les magistrats d'appel, nos hésitations personnelles au moment de conclure, nous démontrent combien la solution de ces questions est souvent délicate.

*
* *

Une difficulté d'un autre genre se présentera parfois, relative non plus à la nature du procédé d'intimidation employé par le prévenu, mais à l'indignité de sa victime :

Il y a des gens qui ne sont ni honorables, ni considérés. Peut-on nuire à leur honneur et à leur considération ? Si un maître chanteur s'adresse à l'un de ces individus tarés, sera-t-il punissable ? M. Albert Pellerin (2) ne le

(1) Il y a là une lacune qu'il importe de combler, cf. ci-dessous, 3^{me} partie.

(2) *Commentaire de la loi des 18 avril-13 mai 1863*, p. 225.

croit pas. Il prétend que « aucune contrainte sérieuse n'en pouvant résulter, la *possibilité de préjudice, et, partant, le délit n'existe pas.* » Cet argument, d'une faiblesse insigne, ne résiste pas à l'examen. M. Pellerin ici confond fâcheusement le rôle de la justice civile et celui de la justice répressive. Celle-ci n'a pas pour mission principale de faire obtenir à la victime d'un délit la réparation du préjudice qui a pu lui être causé. C'est là seulement un accessoire de ses attributions; il n'est pas même nécessaire de s'adresser à elle pour obtenir cette réparation, puisqu'on a le choix entre deux moyens : agir en se portant partie civile devant la juridiction criminelle ou par voie d'action principale devant la juridiction civile. La justice répressive envisage les actes non dans ce qu'ils ont de préjudiciable aux intérêts des particuliers, mais dans ce qu'ils présentent de nuisible aux intérêts de la société. Si l'on adoptait la théorie de M. Pellerin, le ministère public ne pourrait poursuivre l'auteur d'un vol, si la victime retirait sa plainte après avoir été désintéressée. En outre la tentative, en droit pénal, ne serait presque jamais punissable. Le plus souvent en effet, au cas de tentative, il n'y a aucun préjudice de causé, puisque, par définition même, l'agissement délictueux « a manqué son effet. »

M. Albert Pellerin invoque aussi le défaut « de contrainte sérieuse ». Ce second argument vaut le premier. La loi, comme nous le disions tout à l'heure, n'exige pas qu'une contrainte véritable soit exercée, mais seulement qu'elle ait pu l'être. S'il n'en était pas ainsi, on pourrait poser en principe que, dans tous les cas où une plainte a été portée par la victime d'une tentative de chantage, le prévenu doit être acquitté. En

effet le fait seul de ne pas céder aux injonctions du maître chanteur, démontre à l'évidence que la contrainte exercée par lui n'a pas été suffisamment sérieuse. Si elle l'eût été, la victime se serait empressée de lui donner satisfaction et aurait pris grand soin de ne pas divulguer l'aventure. La loi ne punit pas seulement l'extorsion, mais aussi *la tentative d'extorsion par voie de contrainte morale*. Le système soutenu par M. Pellerin rendrait, en général, cette dernière disposition inapplicable.

Le seul argument qu'on pourrait soutenir avec une apparence de raison en faveur de ce système, c'est que, dans l'espèce que nous examinons, l'élément diffamatoire fait défaut. Cet argument lui-même serait bien spécieux. En définissant le mot « diffamatoire » par « susceptible de nuire à l'honneur ou à la considération », la loi a voulu dire à « l'honneur et à la considération » en général. Sans quoi, elle eût admis le diffamateur à rapporter, dans tous les cas, la preuve de ses allégations. En résumé, il y a bien des gens *qu'on ne peut pas calomnier*; il n'y a personne *qu'on ne puisse diffamer* (1).

Nous n'avons trouvé, dans la jurisprudence aucune décision relative au cas que nous venons d'examiner. Nous aimons à croire que les Tribunaux se refuseraient à consacrer la thèse soutenue par M. Pellerin. Dans des espèces semblables, ils pourraient à notre avis refuser tous dommages-intérêts à la victime se portant partie civile, mais ils n'en auraient pas moins le devoir de prononcer une condamnation contre le prévenu.

(1) Sauf les exceptions prévues à l'art. 35 de la loi du 29 juillet 1881.

*
* *

Il n'y a pas lieu de rechercher si les faits, visés dans la menace sont vrais ou faux. Dans une hypothèse comme dans l'autre, celle-ci devient un élément du délit, à la seule condition qu'ils soient diffamatoires. La rédaction de l'article 400 § 2 du Code pénal suffirait au besoin à le démontrer. Les travaux préparatoires de la loi du 13 mai 1863 sont encore plus probants à cet égard.

En effet, le rapporteur du projet s'exprime en ces termes :

« ... Le chantage doit donc être puni. L'est-il par les lois existantes? On s'accorde à reconnaître que *le chantage qui procède par la révélation d'un fait vrai ne tombe pas sous l'application de la loi*. Pour celui qui procède par la menace de *l'imputation d'un fait faux*, on trouve çà et là quelques monuments de jurisprudence, qui l'ont considéré comme une escroquerie et qui l'ont fait rentrer sous l'application de l'article 405... Les arrêts qui ont cru pouvoir juger ainsi... témoignent surtout de la nécessité qui a été comprise par les juges de ne pas laisser de pareils faits impunis. Mais la jurisprudence est parfois variable, et quelque autorité qui s'attache à celle dont nous parlons, elle laisse encore en dehors d'elle la menace de la révélation d'un fait vrai. Tranchons les doutes, *comblons les lacunes*, venons en aide à des efforts louables et n'obligeons pas les Tribunaux à une interprétation délicate pour parvenir à punir un acte éminemment coupable (1)... » De ces

(1) *Moniteur* du 7 mars 1863.

considérations, il résulte à l'évidence, qu'il n'y a, pour l'application de l'article 400 § 2, aucune distinction à établir entre la révélation d'un fait vrai et celle d'un fait faux. C'est même uniquement pour supprimer cette distinction que la loi semble avoir été conçue. Le rapporteur rappelle en effet, et nous avons vu au début de cette étude, que la Cour de cassation, par une interprétation forcée de l'article 403 du Code pénal, assimilait à une escroquerie le chantage procédant par la calomnie. Nous avons discuté cette interprétation, et n'avons plus à revenir sur ce point.

La solution proposée par la Commission et adoptée par les Chambres était des plus logiques. En créant le délit de chantage, le législateur voulait réprimer un nouveau mode d'extorsion : « l'extorsion par voie de contrainte morale ». Or, la menace de révéler un fait vrai n'exerce-t-elle pas une contrainte morale plus violente, plus efficace, que celle de divulguer un fait faux ? Il suffit de poser la question pour la résoudre. Mettre en dehors des cas punissables celui où le maître chanteur est précisément muni des armes les plus terribles et les plus sûres, c'eût été soustraire à l'application de la loi les agissements les plus lâches et les plus coercitifs. Si le fait est vrai, dit-on, la victime est souvent peu digne d'intérêt. Le coupable l'est-il davantage ? Depuis quand, lorsqu'on promulgue une loi répressive, doit-on tenir compte de l'indignité de la victime pour excuser l'auteur de l'infraction ? Le criminel qui tue, pour le voler, le possesseur peu scrupuleux d'une fortune escroquée, n'en est-il pas moins un criminel, ayant obéi aux instincts les plus bas de la nature humaine ?

Ainsi donc, ici comme en matière de diffamation, on doit appliquer la règle « *veritas convicii non excusat* ». On doit même l'appliquer plus rigoureusement encore. En effet, la loi du 29 juillet 1881 admet, dans certains cas, le prévenu à prouver la vérité du fait diffamatoire qu'il a divulgué. Aux termes de l'article 35, lorsqu'il rapporte cette preuve, « il est renvoyé des fins de la plainte ». Nous estimons que, pour le chantage, il ne saurait en être de même. La règle que nous posons tout à l'heure ne souffre, à notre avis, aucune exception. Il ne faut pas oublier que le chantage est un délit spécial ayant sa nature propre et ses éléments distinctifs. De ce que l'un de ces éléments peut constituer en lui-même un délit il serait illogique de conclure que les règles particulières à ce délit dussent être applicables en la matière. Dans le silence de la loi, rien ne nous autorise à raisonner par analogie. Jamais un maître chanteur ne doit être habilité à prouver la vérité des faits diffamatoires qu'il a révélés ou menacé de révéler, pas même dans le cas où, s'il était poursuivi pour diffamation, cette preuve serait licite.

Appliquant cette théorie jusque dans ses conséquences les plus extrêmes, la Cour de cassation, dans un arrêt en date du 22 mars 1883 (1), a décidé que l'article 400 § 2 était applicable à la menace de publier un fait déjà publié, tel qu'un jugement. Pour justifier cette décision, elle invoque le motif suivant : « Attendu que le fait que prévoit et punit cet article n'est pas la *publication*, mais bien la *menace de la révélation* d'un fait diffamatoire ». Elle restitue ainsi leur véritable sens à deux

(1) *Bull. crim.*, n° 84.

mots qui, trop souvent, sont considérés comme synonymes. En *publiant* un fait, on le *révèle* évidemment. Mais si grande que soit la publicité donnée à ce fait, il se trouvera toujours des personnes qui l'ignoreront. Il est donc, à leur égard, comme s'il n'avait pas été publié. Si vous l'apprenez à l'une d'elles, ce sera pour celle-ci une véritable *révélation*.

Prenons un exemple : un individu, jadis condamné pour vol, a réussi à trouver un emploi dans une maison de commerce. Son patron ne connaît pas la faute dont il s'est autrefois rendu coupable. Vous, qui la connaissez, menacez cet employé de la dévoiler à celui-ci, s'il n'achète votre silence moyennant une somme d'argent déterminée. De tels agissements constituent sans conteste une tentative de chantage. Mais, objectera-t-on, le fait dont il s'agit était public. Soit : mais la publicité des jugements n'a pas été faite pour permettre à ceux qui spéculent sur l'honneur des personnes de tirer parti d'une condamnation et de la monnayer (1). En tout cas, vous le rendez plus public encore. Vous menacez en outre de le révéler dans des conditions telles que cette révélation est susceptible de causer à celui qui en sera victime un préjudice considérable, d'exercer sur lui la plus puissante des contraintes morales. A l'aide de cette contrainte vous cherchez à lui extorquer de l'argent. Tous les éléments essentiels du délit se trouvent donc réunis. Donner une publicité plus grande à un fait déjà publié, c'est commettre une *révélation*. La Cour de cassation nous semble avoir bien entendu l'esprit et la lettre de l'article 400 § 2.

(1) Garraud, *op. cit.*, t. V, p. 21, n° 2225.

M. Albert Desjardins (1) reconnaît le bien-fondé de cette interprétation. Mais il paraît supposer que le législateur de 1863 n'avait pas prévu l'hypothèse que nous venons de signaler. A son avis la disposition nouvelle s'appliquait seulement aux faits demeurés « secrets ». Il envoie une preuve dans ces phrases du rapporteur : « Ce n'est pas la personne qui est l'objet du chantage qu'il faut considérer, c'est celle qui le pratique, qui menace, qui contraint, qui extorque à l'aide du *secret* qu'elle possède et qui fait, dans tous les cas, la plus odieuse spéculation... Le travail, l'occasion, une confiance importante nous initient quelquefois à des *secrets*..., il se rencontre des hommes assez vifs pour profiter de la connaissance qu'ils ont de ces *secrets* ». Il cite encore à ce propos les expressions de Jules Favre : « Je n'examine pas la question très délicate de savoir si celui qui a eu dans sa vie une défaillance, une faiblesse, une *faute cachée*, est digne de la protection de la justice ».

Il ne faut pas, nous semble-t-il, attribuer à ces mots un sens plus spécial que celui qu'ils ont en réalité. Comme le dit lui-même M. Albert Desjardins, « le même mot est susceptible de plusieurs significations, ou, si nous osons parler ainsi, de plusieurs degrés dans une même signification ». Fût-il de notoriété publique, un fait demeure toujours un *secret* pour celui qui l'ignore.

(1) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. XIII, n° 2, février 1884, p. 67 ssq.

III. — *Les faits diffamatoires doivent-ils être précisés dans la menace de révélation ?*

On serait tenté de répondre par l'affirmative à cette question, en lisant un arrêt rendu par la Cour de cassation, ch. cr., le 26 avril 1872 (1). Cet arrêt estime en effet :

« Que le délit ne peut être considéré comme légalement établi qu'autant qu'il est reconnu avoir été commis à l'aide de révélations ou imputations diffamatoires ;

« Que l'existence de ces menaces en est une condition essentielle et doit être formellement constatée par la décision déférée à la Cour ;...

« Qu'il ne suffit pas, pour constituer le délit prévu par l'article 400 § 2 du Code pénal *qu'il existe seulement une menace pouvant avoir un caractère de contrainte morale* ; qu'il faut, pour que cette menace revête le caractère délictueux qu'elle se produise dans les termes spécialement prescrits par le dit article, c'est-à-dire qu'elle contienne *celle précise* d'une révélation ou imputation diffamatoire. »

Outre qu'elle contient un fâcheux solécisme (*celle précise*) et une tautologie flagrante (*que la menace contient celle de*, etc...) cette dernière phrase manque un peu de clarté. Pour en dégager le sens exact, une traduction ne serait pas inutile. Essayons de traduire. Il nous semble que, en français, cette proposition peut être mise sous la forme suivante : « Pour qu'il y ait carac-

(1) S. 72, 1, 310, — P. 72, 746, — D. P. 72, 1, 474.

rière délictueux, il faut qu'il y ait *menace* précise d'imputations ou révélations diffamatoires. » Cela signifie-t-il que les imputations ou révélations doivent être précisées dans la menace ? Nous ne le croyons pas. La Cour suprême, s'il en eût été ainsi, aurait évidemment dit « celle d'imputations précises » et non « celle précise d'imputations... » Ce qui doit être précis, ce ne sont pas les imputations, c'est la menace. En d'autres termes, pour que la menace revête un caractère délictueux, il faut et il suffit qu'elle donne à entendre, sans équivoque possible, qu'elle a pour objet des révélations ou imputations diffamatoires. Elle doit être suffisamment claire pour que son destinataire comprenne *la nature* de la contrainte qui sera exercée sur sa volonté. Il n'est pas nécessaire qu'elle indique le mode particulier choisi par son auteur pour user de cette contrainte.

Telle est, à notre avis, la conclusion qu'il faut tirer de l'arrêt précité.

Si quelques doutes étaient permis sur la justesse de cette interprétation, ils disparaîtraient devant les affirmations d'une jurisprudence constante.

Le 6 mai 1874 l'espèce suivante était soumise à la Cour d'appel de Douai :

A la suite d'une saisie-exécution, un huissier, nommé M... de connivence avec le saisi un sieur R..., avait omis, dans son procès-verbal de vente, de mentionner plusieurs lots adjugés à diverses personnes. Comme conséquence de cet agissement, la vacation, au lieu de s'élever à 422 francs, somme qu'elle aurait dû normalement atteindre, n'avait pas dépassé le chiffre de 359 fr. 50.

Peu de temps après, R... écrivait à l'huissier une lettre commençant par ces mots : « Avant d'aller plus

loin... » et se terminant par les phrases suivantes : « Vous savez que je vous propose de payer Fôurdenoy et de rapporter la quittance plus dix mille francs. Sinon, vous payerez plus. Des réponses de suite, dans vingt-quatre heures. »

Évidemment, il n'y avait pas là une menace de révélations précises. Mais un simple rapprochement entre les termes de cette lettre « Avant d'aller plus loin... Sinon vous payerez plus... » et les faits dont l'huissier M... s'était rendu coupable, permettait incontestablement de déterminer la nature de la contrainte que R... exerçait sur lui. La menace était donc suffisamment précise pour revêtir un caractère délictueux. C'est ce qu'a décidé la Cour de Douai, estimant à juste raison : « que la missive dont s'agit contenait la menace *implicite*, mais *manifeste* et *sans aucune équivoque possible* de porter plainte. »

Cette décision fut l'objet d'un pourvoi en cassation, tirée d'une prétendue violation de l'article 400 § 2. R... soutenait qu'il n'avait pas adressé à l'huissier M... une menace d'imputations diffamatoires. La chambre criminelle, par arrêt en date du 4 juillet 1874 (1) rejeta ce pourvoi.

Confirmant cette jurisprudence, la même juridiction rendait, en la même matière, le 4 janvier 1877 (2), un autre arrêt dans lequel nous relevons le motif suivant :

« Attendu que cet article (l'article 400 § 2 du Code pénal) n'exige pas que le fait, objet de la diffamation ou de l'imputation diffamatoire soit *énoncé* ou *précisé* dans

(1) D. P. 1875, 1, 288.

(2) S. 77, 1, 95, — P. 77, 191, — D. P. 77, 1, 416.

la menace;... qu'il suffit que cette menace y fasse allusion. »

Nous citerons encore sur ce point un arrêt de la Cour de Dijon, en date du 16 avril 1879 (1); intéressant non seulement parce qu'il applique les principes que nous avons exposés sur cette question, mais encore parce qu'il les commente avec beaucoup de justesse.

Les circonstances dans lesquelles il est intervenu sont les suivantes :

Le 10 janvier 1879, un sieur de Longeville recevait une lettre anonyme dans laquelle on lui réclamait l'envoi d'une somme de cinq mille francs, à Châlons, poste restante, initiales A. X. D. « Si vous ne m'envoyez pas cet argent, écrivait l'auteur de la missive, je serai votre dénonciateur, tout en me condamnant, c'est vrai. Vous tenez sans doute à votre dignité, comme étant actionnaire du *Conservateur* et vos relations cléricales seraient compromises. Aussitôt votre réponse, j'irai vous voir et vous ferai connaître quels sont les motifs qui m'ont fait vous adresser ce pli anonyme. Dans le cas contraire, vous en saurez la raison devant les Tribunaux. »

L'auteur de cette épître fut arrêté. C'était une femme L... Elle fut condamnée par les magistrats du premier degré, mais non pour chantage. Le tribunal devant lequel elle comparut vit dans ses agissement une tentative d'escroquerie. L'affaire vint en appel devant la Cour de Dijon. Celle-ci, avec raison, estima qu'il n'y avait pas en l'espèce tentative d'escroquerie, mais bien tentative de chantage, et c'est là le seul point qui doive pour l'ins-

(1) S. 79, 2, 134, — P. 79, 587, — D. P. 79, 2, 119.

tant retenir notre attention, il apprécia de la façon suivante le caractère de précision que doit présenter la menace pour constituer l'un des éléments du délit :

« Que la menace est bien une menace de révélations ou d'imputations diffamatoires; que, *si le fait que l'on menace de révéler n'est pas précisé dans la lettre*, il n'en résulte pas moins des termes employés qu'il s'agit d'un fait grave, de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de Longeville; que la contrainte que la femme L... a voulu exercer n'eût certainement pas été plus grande, si la lettre avait spécifié un fait déterminé qui, à raison de la parfaite honorabilité de Longeville n'aurait pu être qu'un fait imaginaire; que l'on est même autorisé à dire qu'une menace qui reste dans le vague est souvent plus redoutable que celle qui s'affirme avec précision, et que, s'il est facile de dédaigner une action fausse que l'on connaît et dont on sait pouvoir se justifier aisément, il n'en est pas toujours de même d'une accusation indéterminée qui laisse celui contre qui elle est dirigée sous le coup d'une appréhension involontaire. »

Ainsi, cet arrêt n'exige même plus comme le précédent, *qu'il soit fait allusion au fait diffamatoire qu'on veut révéler, mais seulement que la menace laisse entendre que le fait dont s'agit a un caractère diffamatoire.*

En résumé il résulte des décisions d'une jurisprudence constante, que, pour rentrer dans les prévisions de l'article 400 § 2 du Code pénal, la menace ne doit pas nécessairement préciser les faits dont son auteur entend se servir. Il suffit que, manifestement, sans aucune équivoque possible, elle indique qu'elle a pour objet des révélations ou imputation diffamatoires.

Cette solution ne saurait être critiquée. Elle ne l'est point par la doctrine. Celle-ci à vrai dire est presque muette sur ce point. Mais ceux des auteurs qui n'ont point observé cette réserve excessive, approuvent, sans commentaires, les principes posés dans les arrêts que nous avons ci-dessus analysés.

*
* *

Le juge, appréciateur souverain de la nature de la menace pourra-t-il tenir compte d'un événement postérieur à celle-ci pour en déterminer le caractère?

La chambre criminelle de la Cour de cassation a résolu cette question négativement par un arrêt en date du 26 avril 1872 (1) rendu dans les circonstances suivantes :

Un sieur Sarrazin avait écrit à un sieur D... deux lettres contenant une demande d'argent et des menaces conçues en termes des plus vagues. Ces lettres n'ayant produit sur Sarrazin aucun effet, D... quelque temps après, déposait au Parquet une plainte contre lui. Il fut poursuivi pour tentative de chantage. Nous ignorons la solution donnée au litige par les premiers juges. Toujours est-il que, le 5 janvier 1872, la Cour d'appel d'Amiens prononçait contre D... une condamnation. Elle estimait que le dépôt de la plainte « complétait et précisait le sens de la menace » ; que celle-ci était bien celle de révéler un fait diffamatoire, puisque la révélation d'un fait de cette nature s'était effectivement produite.

(1) S. 72, 1, 310, — P. 72, 746, — D. P. 72, 1, 474.

La Cour suprême cassa cet arrêt et déclara notamment dans les motifs de sa décision :

« Que la Cour d'Amiens ne pouvait prendre en considération pour l'appréciation du délit cette circonstance que le demandeur aurait, depuis les lettres des 11 et 28 mai 1871, porté le 28 juillet suivant une dénonciation contre le sieur D..., *cette dénonciation étant extrinsèque au dit délit* dont le seul élément légal résidait dans les deux susdites lettres adressées en vue de l'extorsion qu'il se proposait. »

Cette solution est très juridique. Un des éléments constitutifs du délit faisait évidemment défaut en l'espèce. Si la menace, dans sa généralité, pouvait faire naître des inquiétudes sérieuses dans l'esprit de D..., exercer même sur lui une véritable contrainte morale, cette contrainte n'avait pas pour cause la crainte d'imputations diffamatoires. Il n'y avait pas là une tentative d'extorsion à l'aide du moyen spécial prévu par l'article 400 § 2 du Code pénal, mais à l'aide de procédés qui pouvaient être tout différents, et demeuraient en tout cas indéterminés. Le dépôt postérieur d'une plainte ne modifiait pas le caractère de la menace originaire. Comme l'a fort bien dit la Cour de cassation, c'est en cette dernière et en elle seule que « résidait l'élément légal du délit ».

Nous trouvons pourtant, dans la jurisprudence, un autre arrêt qui, à première vue semble adopter une opinion contraire à celle que nous venons d'exposer. Il émane également de la Cour de cassation, chambre criminelle, et fut rendu le 16 juillet 1875 (1) dans l'espèce suivante :

(1) S. 76, 1, 332, — D. P. 76, 1, 238.

Le 27 septembre 1874 un sieur Joulet écrivait au sieur Santoul, son ancien colon, une lettre dans laquelle il le menaçait « de le livrer à la justice et de le faire écrouer dans les vingt-quatre heures, s'il ne consentait à se rendre le jour même chez un tiers désigné, *pour lui donner satisfaction* ».

Santoul n'ayant pas obéi à ses injonctions, Joulet déposa au parquet une plainte en abus de confiance. Puis, quelques jours après, le 3 octobre, il déclara à Santoul que, moyennant le versement d'une somme de 500 francs il se désisterait de sa plainte.

Poursuivi pour chantage, condamné par la Cour d'appel de Toulouse à quatre mois de prison et 100 francs d'amende, Joulet forma contre cette décision un pourvoi « pris notamment de la fausse application de l'article 400 § 2 du Code pénal... en ce que les conditions exigées par cet article ne se rencontraient pas dans la lettre incriminée... ».

La Cour régulatrice rejeta ce pourvoi, estimant :

« Que cette lettre contient évidemment la menace de révélations ou d'imputations diffamatoires...

« Que, si elle ne précise pas le genre de satisfaction exigée par le demandeur, l'arrêt a pu, en s'autorisant des faits de la cause et notamment de la circonstance que, le 3 octobre suivant, Joulet a fait savoir à Santoul que, moyennant le dépôt de 500 francs chez le tiers précédemment désigné, il se désisterait de la plainte qu'il avait portée, induire des dits faits que l'objet de la lettre était la remise d'une somme d'argent.

« *Qu'il n'est pas interdit, en effet, aux juges de s'appuyer sur des circonstances même postérieures à l'émission de la menace, en vue, non de suppléer aux élé-*

ments caractéristiques exigés par la loi pénale, mais simplement d'éclaircir ou de confirmer le sens de l'écrit incriminé. »

Cet arrêt et celui que nous avons cité précédemment ne sont contradictoires qu'en apparence. Ils contiennent en somme une application des mêmes principes. Le second confirme le premier. Dans l'affaire Sarrazin les juges du fait « en s'appuyant sur des circonstances postérieures à l'émission de la menace » avaient cherché à « suppléer aux éléments caractéristiques exigés par la loi pénale ». Ce qu'interdit *a contrario*, mais formellement le dernier arrêt précité. En effet, comme nous l'avons vu, un des éléments matériels du délit faisait défaut : il n'était nullement question dans la menace d'imputations diffamatoires. Dans l'affaire Joulet, au contraire, la menace était bien caractérisée; les éléments matériels de l'infraction étaient réunis; l'élément intentionnel restait seul à déterminer. En tenant compte pour y parvenir d'un fait postérieur à la menace, les juges ont donc simplement tenté « d'éclaircir ou de confirmer le sens de l'écrit incriminé. » Ils avaient évidemment le droit de le faire. En le reconnaissant, l'arrêt du 16 juillet 1875, ne contredit en rien la jurisprudence antérieure.

IV. — *A qui la menace doit-elle être adressée ?*

Il n'est pas nécessaire que la menace soit adressée à la personne qui sera l'objet des révélations diffamatoires. Pour que son auteur soit coupable, il suffit, nous l'avons vu, qu'il l'ait formulée avec l'intention d'exercer

une contrainte et dans le but de réaliser un gain illégitime. Il sera évidemment passible des peines édictées par l'article 400 § 2, dans tous les cas où, connaissant les liens d'affection ou de parenté, qui unissent plusieurs personnes, il sollicitera de l'une d'elles des sommes d'argent ou valeurs et lui laissera entendre qu'il est prêt à révéler des faits susceptibles de nuire à l'honneur de ceux qui lui sont chers. Légalement, tous les éléments du délit seront en effet réunis. Moralement, recourir à ce procédé, c'est commettre un acte encore plus lâche et plus vil, que de s'adresser directement à l'individu qu'on veut diffamer. La crainte de voir causer un dommage à autrui, sera quelquefois plus coercitive que celle d'éprouver soi-même un préjudice. L'amour paternel ou maternel, la piété filiale, l'amitié inspirent au besoin d'admirables sacrifices. Il serait souverainement injuste que ceux-ci profitassent à des êtres assez dénués de sens moral pour spéculer dans un but de lucre éhonté sur des sentiments si purement altruistes.

L'opinion du législateur sur ce point n'est d'ailleurs pas douteuse. Elle résulte clairement de cette phrase contenue dans le rapport de la commission : « *Ce n'est pas toujours à l'auteur de la menace que s'adresse l'extorsion, c'est quelquefois à sa famille* » (1). L'agissement que nous envisageons a donc été prévu. Les rédacteurs de l'article 400 § 2 ont manifesté sans équivoque leur volonté de le rendre punissable. La généralité des termes qu'ils ont employés permet de le poursuivre.

D'accord avec la doctrine, la Cour de cassation, dans

(1) *Moniteur* du 7 mars 1863.

un arrêt en date du 25 avril 1896 rejetant le pourvoi formé contre une décision de la Cour d'appel de Toulouse, résume de la façon suivante les principes qui régissent la matière :

« Le texte de la loi n'exige point, pour caractériser ce délit, que la menace d'imputations ou de révélations diffamatoires ait été adressée à la personne visée par ces imputations et paraissant ainsi avoir l'intérêt le plus direct à en éviter la divulgation ; il n'établit aucune distinction de cette sorte et le délit existe dès que la menace *a exercé ou pu exercer sur celui* qui en est l'objet *une contrainte morale* propre à obtenir de lui la remise d'argent ou de valeurs convoitée par l'auteur du chantage ;

« Cette interprétation, conforme d'ailleurs au sentiment exprimé par le rapporteur de la loi de 1863 lors de la discussion devant le Corps législatif peut seule assurer au § 2 de l'article 400 une efficacité nécessaire » (1).

En l'espèce un usurier menaçait une mère de révéler un crime de faux commis par son fils, si elle ne consentait pas au versement d'une somme d'argent.

La décision de la Cour suprême est assez équitable et assez juridique à la fois pour rendre tout commentaire inutile.

Elle appelle cependant une remarque.

Mal renseigné, le prévenu a pu, par erreur, s'adresser à une personne qui n'est ni la parente, ni l'amie du tiers visé dans la menace. Aura-t-il dans ce cas commis une tentative de chantage ? Nous ne le croyons pas. Il y a bien là menace de révélations diffamatoires mais cette

(1) D. P. 98, 1, 92.

menace n'a exercé aucune contrainte. La Cour de cassation n'exige pas il est vrai, que la contrainte « ait été exercée », mais elle veut tout au moins qu'elle « ait pu l'être ». En l'espèce, elle ne le peut pas (1).

V. — *A quelle époque la menace doit-elle avoir été formulée?*

La menace doit être antérieure à l'extorsion. Comme le fait remarquer M. Garraud « cela est toute évidence puisque c'est la contrainte sur la volonté pour obtenir des fonds qui constitue le délit » (2).

Dans un jugement rendu le 23 septembre 1895, le Tribunal civil de la Seine (11^e chambre) semble pourtant avoir méconnu ce principe. L'espèce suivante lui était soumise :

Une dame L... s'étant aperçue que l'un de ses employés, le sieur M... avait commis des irrégularités dans ses écritures, avait porté plainte contre lui le 5 novembre 1894. Quatre jours après, M... s'obligeait par écrit, à restituer à la dame L... les sommes d'argent qu'il avait détournées, inconsciemment, prétendait-il. Puis, se ravissant, il faisait citer celle-ci et ses conseils, les sieurs L..., J... et G..., devant le Tribunal civil de la Seine comme coupables de chantage. Les prévenus ayant affirmé la légitimité de leurs réclamations, le Tribunal ordonna une expertise de comptabilité. Il

(1) Il est bien évident qu'on ne doit, en cette matière, tenir aucun compte de l'énumération limitative contenue en l'article 1113 du Code civil.

(2) *Op. cit.*, t. V, p. 522, n° 2225.

subordonnait ainsi le sens de sa décision définitive à la question de savoir si, oui ou non, des détournements avaient été commis, si, oui ou non, les prévenus avaient agi dans un but de cupidité illégitime. Les autres éléments du délit, la nature et la portée de la menace lui paraissaient donc établis. Le fait que la remise des écrits obligatoires était postérieure à la révélation des actes délictueux n'avait pas sollicité, ou, tout au moins, retenu son attention.

Sur l'appel interjeté par la dame L... et consorts, la Cour d'appel de Paris, réforma ce jugement, considérant :

« Que des irrégularités ayant été remarquées dans les écritures et comptes de gestion, M... reconnut lui-même que sa gestion avait été mauvaise; qu'il avait ainsi occasionné un dommage à la dame L... et, redoutant en outre l'examen judiciaire de sa comptabilité, proposa un arrangement pour réparer le préjudice causé; que, dans ce but, une réunion eut lieu le 9 novembre 1894 (en présence des autres inculpés, conseils de M^{me} L...) et que, à la suite d'un débat prolongé sur le prix de cet arrangement, M... s'obligea, par écrit, après mûre réflexion, à cette date, à *rendre à la dame L... la somme de 40.000 francs prélevés inconsciemment sur des bénéfices fictifs, à verser cette somme de 40.000 francs à titre d'indemnité soit 10.000 francs en espèces au comptant et le reste en traites à diverses échéances.* »

« ... Que tous les documents de la cause démontrent qu'*aucune menace concomitante de révélations diffamatoires n'a été faite, soit par écrit, soit verbalement*, le 9 novembre 1894, ni par la dame L... ni par les sieurs L..., J... et G... ;

« Que la dame L... avait, il est vrai, déposé au Parquet, quatre jours auparavant, le 5 novembre une plainte contre M... pour faux en écritures et détournements, *mais que celui-ci n'a pu être déterminé le 9 novembre par la menace d'une plainte qui était antérieure et extrinsèque* à la prétendue extorsion de fonds et d'écrits.

« ... Que, par suite, le délit de chantage n'étant ni établi en fait, ni caractérisé en droit, conformément à l'article 400 § 2 du Code pénal, l'action civile intentée par M... étant dépourvue d'une base délictueuse, ne pouvait être légalement portée et ne pouvait procéder régulièrement devant la juridiction répressive » (1).

Dans cette décision, la Cour de Paris, appliquait indéniablement les seuls principes qui puissent être adoptés en la matière.

Un an après, la Chambre criminelle de la Cour de cassation avait à se prononcer dans une espèce similaire.

A raison des irrégularités commises dans une procédure de saisie-arrêt dirigée contre lui, un sieur Grollet avait, le 19 juin 1896, déposé une plainte contre l'huissier Hugon. Puis, le 30 juin, il lui offrait de se désister de sa plainte, moyennant le versement d'une somme de 2.000 francs.

Naturellement, la Cour de cassation ne vit pas dans cet acte une tentative de chantage. Elle estima avec raison, qu'un élément du délit faisait défaut : « l'entrevue du 30 juin étant postérieure au dépôt de la plainte, la condition mise par Grollet à son désistement ne pouvait, quelque blâmable qu'elle fût d'ailleurs, constituer la

(1) 6 janvier 1896 (S. 96, 2, 157).

menace de révélations ou imputations diffamatoires puisque ces révélations ou imputations étaient un fait accompli » (1).

Cette solution n'infirmes en rien les opinions que nous avons émises en étudiant la « forme de la menace » (2). Nous avons, en effet, cité à ce propos des cas où une révélation diffamatoire était antérieure à la demande d'argent. Nous avons notamment rapporté les agissements d'un journaliste, qui, après avoir commencé une campagne de diffamations, invitait sa victime à la faire cesser. Dans ces cas, les diffamations passées contenaient la menace implicite, mais non équivoque de diffamations futures. C'est à ce titre seul, est-il besoin de le dire, qu'elles constituaient un élément du délit.

Dans la dernière espèce que nous avons relatée, par exemple, une hypothèse de cette nature aurait pu se produire, si, le prévenu avait réclamé 2.000 fr. à sa victime, en ajoutant à sa promesse conditionnelle de retirer sa plainte, la menace de publier par voie d'affiche les faits qui avaient motivé cette plainte. Il y aurait eu là une extension de publicité, équivalente à une révélation nouvelle.

SECTION DEUXIÈME

I. — *Du but de cupidité illégitime poursuivi par l'agent.*

En précisant la signification du mot « *extorqué* » employé par le législateur dans l'article 400 § 2 du Code pé-

(1) Ch. cr., 2 avril 1897 (D. P. 98, 1, 150).

(2) Cf. ci-dessus, p. 40 ssq.

nal, nous avons constaté que le second élément constitutif du délit de chantage est le but de cupidité illégitime poursuivi par l'auteur de la menace (1). Nous ne trouvons dans la doctrine aucune divergence sur ce point (2).

Il suit de là, ainsi que le remarquent notamment MM. Chauveau, Faustin-Hélie et Villey « que toutes les fois que l'agent ne menace que pour obtenir ce qui lui est dû, pour exiger ce qu'il a le droit de demander, pour revendiquer l'accomplissement d'une obligation, la réparation d'une lésion, il n'y aura pas de délit, lors même qu'il annoncerait l'intention de révéler le fait sur lequel il fonde sa réclamation ». Cette opinion, unanimement admise ne saurait donner lieu à aucune controverse. Dans cette hypothèse, un élément du délit fait évidemment défaut : il n'y a pas *extorsion*. On n'*extorque* pas sa propre chose. La jurisprudence consacre, en général, ces principes.

Le premier arrêt rendu en la matière par la Cour de cassation, postérieurement à la promulgation de la loi du 13 mai 1863, les applique dans les circonstances suivantes :

Jules Legrand avait menacé par lettre Ollivier, courtier de commerce, de le dénoncer pour infraction aux articles 83 et 87 du Code de commerce. Il avait en même temps promis de garder le silence, si Ollivier consentait à lui payer 20.000 francs.

Il prétendait que celui-ci lui avait causé un préjudice

(1) Cf. ci-dessus, p. 33.

(2) Cf. Pellerin, *op. cit.*, p. 218 ; — Chauveau, Faustin-Hélie et Villey, *op. cit.*, t. V, p. 310 ; — Blanche et Dutruc, *op. cit.*, t. VI, p. 65 ; — Garraud, *op. cit.*, t. V, p. 522, n° 2226.

très grave en lui enlevant la clientèle de la maison Casella.

La Cour d'appel déclara : « que Legrand avait agi de mauvaise foi, parce qu'il n'avait jamais pu croire avoir droit à une réparation pécuniaire ». Elle ajouta qu'il y avait, dans la lettre de Legrand, une idée de lucre autant que de vengeance. Legrand condamné à l'emprisonnement et à l'amende, se pourvut en cassation. Il prétendit qu'on lui avait faussement appliqué l'article 400, en ce que les conditions exigées par ledit article pour constituer le délit de chantage ne se rencontraient pas dans l'espèce. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'arrêt attaqué constate que, le 10 juin 1865, Legrand a adressé à Ollivier, courtier de commerce, une lettre dans laquelle il menaçait celui-ci de dénoncer une infraction aux dispositions des articles 85 et 87 du Code de commerce, et lui promettait, en même temps, de garder le silence si Ollivier consentait à lui payer une somme de 20.000 francs; attendu qu'il est reconnu en outre, par ledit arrêt, que Legrand a agi de mauvaise foi, *puisqu'il n'a jamais pu croire avoir droit à une réparation pécuniaire à raison du prétendu dommage qu'Ollivier lui aurait causé* en lui enlevant la clientèle de la maison Casella, et qu'il y a bien certainement une idée de lucre autant que de vengeance dans la lettre du 10 juin » (1).

Cette espèce ne pouvait soulever aucune difficulté : les juges du fait ayant souverainement constaté l'absence de tout dommage. Il résulte, *a contrario*, des motifs qui ont inspiré la Cour suprême, que si ce dommage eût été établi, le délit n'eût pas existé.

(1) Ch. cr., 24 février 1866 (S. 66, 1, 309, — P. 66, 799, — D. P. 66, 1, 189).

Citons encore sur ce point un arrêt émanant de la même juridiction, intéressant parce qu'il prévoit en même temps, l'hypothèse où un préjudice a été subi et celui où aucun préjudice n'a été causé. L'espèce, en effet, ne portait pas sur un fait unique de chantage, mais sur un ensemble de faits de cette nature, et les juges ont eu à établir une distinction, rejetant certains chefs d'accusation, retenant les autres, toujours par application des mêmes principes.

Bertrand Laplacette, directeur de la société « des Magasins réunis » et Picq, son fondé de pouvoirs, avaient été poursuivis à Paris comme inculpés notamment de chantage.

Le but de la Société par eux constituée était la vente à crédit. Pour obtenir la stabilité du personnel nécessaire pour la réussite d'une entreprise de cette nature, ils exigeaient de leurs employés un dédit de 2.000 francs et l'insertion d'une clause, aux termes de laquelle leurs « *receveurs* » devaient supporter eux-mêmes la moitié des pertes résultant des ouvertures de crédit. En outre, Laplacette, secondé par Picq avait extorqué à certains d'entre eux, terrorisés, des écrits dans lesquels ces malheureux reconnaissaient s'être rendus coupables de détournements à leur préjudice : Laplacette et Picq parvenaient d'autant plus facilement à ce but qu'ils affectaient la plus grande familiarité avec un commissaire de police du voisinage, remplissant et portant eux-mêmes les lettres de convocation du commissariat.

Dans un jugement du 31 mai 1884, le Tribunal de la Seine estime :

« Qu'il importe de préciser les cas particuliers où ces manœuvres ont revêtu un caractère tel qu'il y a lieu de

faire à leurs auteurs application de la loi pénale;... que le chef Ciret ne saurait pas être maintenu dans la prévention; que, sans doute, *le détournement d'argent dont se plaignait Laplacette et dont l'aveu a été arraché à Ciret par Picq, sous menace d'arrestation n'a pas été établi; mais que le détournement de bijoux qui faisait également l'objet de la plainte ayant été déclaré constant par le tribunal, on peut admettre jusqu'à un certain point la bonne foi de Laplacette et de Picq qui ont pu croire à la culpabilité de leur employé sur les deux chefs de leur plainte.* »

En conséquence, il les acquitte sur ce point, tout en les condamnant sur d'autres.

Les prévenus ayant été interjeté appel, la Cour de Paris, par arrêt en date du 25 novembre 1884, confirma la décision attaquée, considérant :

« Que, bien loin de rechercher, en faisant signer lesdits écrits, la réparation d'un préjudice occasionné par un délit dont la maison Laplacette aurait été victime, *ce qui pourrait être* légitime, il est au contraire établi que le chef de cette maison ne voulait, en contraignant ses employés à s'avouer coupables de faits délictueux qui n'avaient le plus souvent aucune réalité juridique que mettre ceux-ci à sa discrétion absolue... ».

S'étant pourvus en cassation, les consorts Laplacette virent leur pourvoi rejeté par un arrêt de la Chambre criminelle en date du 20 mars 1885 (1).

Cependant, dans un autre arrêt en date du 16 juillet 1875, la Chambre de cassation semble contredire les

(1) S. 85, 1, 185.

principes si nettement établis dans les deux décisions ci-dessus rapportées (1).

Nous avons eu déjà l'occasion de relater l'espèce dont s'agit (2). Un propriétaire avait sommé son ancien colon de lui verser 500 francs, en le prévenant que, faute par lui de ce faire, il déposerait contre lui une plainte en abus de confiance.

Il fut établi que ce propriétaire était de mauvaise foi, d'abord parce qu'il savait pertinemment que son colon ne lui devait rien, ensuite parce qu'il n'avait aucune raison de soupçonner l'honnêteté de celui-ci. Condamné pour chantage par un jugement confirmé sur appel, il forma un pourvoi en cassation. Or, la Cour suprême, tout en rejetant ce pourvoi, déclare « que le propriétaire, *se crût-il en droit d'élever de nouvelles réclamations, c'était devant la juridiction civile qu'il devait les porter*, au lieu de recourir à des procédés odieux d'intimidation ». Elle prévoit ainsi l'hypothèse où l'auteur de la menace se serait de bonne foi considéré comme créancier. Même dans cette hypothèse, paraît-elle dire, il devait s'adresser *aux juridictions civiles*; en saisissant la justice criminelle, il commettait un chantage. Ce n'est évidemment pas le sens qu'il faut attribuer à cette phrase. Elle contiendrait une dérogation trop flagrante, trop injustifiable à des principes juridiquement incontestables et incontestés.

Pour lui restituer sa signification véritable, il ne faut pas la détacher des considérations qui l'entourent. La Cour suprême, avait rappelé les constatations de fait

(1) S. 76, 1, 332.

(2) Cf. *supra*, p. 68.

établissant la mauvaise foi du propriétaire, relativement à l'existence de sa créance d'abord, relativement au caractère calomnieux de sa dénonciation ensuite. Émue par la lâcheté de sa conduite, elle a voulu flétrir ses agissements. C'est pourquoi, elle a proclamé que, même si ses réclamations eussent été fondées, il aurait dû les soumettre aux juges civils « au lieu de recourir à des procédés odieux d'intimidation ». Elle sous-entendait évidemment, « s'il eût été un homme d'honneur ». Elle envisageait en somme ce fait d'avoir saisi les tribunaux répressifs comme une preuve nouvelle de mauvaise foi. La formule qu'elle a employée doit donc être considérée non comme l'affirmation d'une règle juridique, mais comme l'expression d'un précepte moral. Son indignation l'a entraînée à oublier, pour un instant, que les questions de fait sont hors de sa compétence. Du moins nous voulons le croire.

Nous ne saurions admettre qu'un créancier commet un chantage en menaçant son débiteur de le dénoncer à la justice faute de paiement, quand bien même il serait certain que ce débiteur n'eût commis aucun délit. Dans ce cas, en effet, il ne recherche pas un gain illégitime, mais seulement la récupération de ce qui lui appartient : il ne tente pas une extorsion. Pour se faire désintéresser il use d'un procédé répréhensible, odieux. Mais si ce procédé ne constitue pas en lui-même un délit prévu et réprimé par la loi pénale, aucune poursuite ne peut être exercée contre lui. Dans l'exemple que nous envisageons, il serait passible des peines édictées par le Code contre la dénonciation calomnieuse. Mais son acte ne pourrait être assimilé à un chantage.

*
* *

Du cas où l'auteur de la menace réclame seulement ce qui lui est dû, il faut rapprocher celui où il demande *ce qu'il croit lui être dû*, où, de bonne foi, il poursuit le recouvrement d'une créance inexistante ou éteinte. En effet, on chercherait vainement dans un agissement semblable un but de cupidité illégitime, une extorsion.

Nous ne voyons sur ce point aucune controverse possible. La Cour de cassation a eu à trancher cette question. Elle l'a fait dans le sens que nous indiquons, par un arrêt en date du 2 avril 1897 (1).

Les juges du fait sont les appréciateurs de la bonne foi du prévenu. Ils ont là une mission qui, souvent exigera d'eux une extrême sagacité.

*
* *

Théoriquement indiscutables, les principes que nous avons posés ci-dessus, n'en seront pas moins, dans la pratique, d'une application parfois très délicate.

Lorsque l'auteur de la menace n'est créancier à aucun titre de sa victime, et qu'il sait parfaitement ne pas l'être, aucune difficulté. On se trouve en présence d'un maître-chanteur. C'était le cas dans les trois premiers arrêts que nous avons cités sur ce point. Lorsqu'il est créancier d'une somme déterminée, et qu'il en réclame seulement le paiement, aucune difficulté non plus. On

(1) Ch. cr., D. P. 98, 1, 150.

se trouve en présence d'un homme qui use de son droit strict, et si parfois sa conduite est méprisable, elle est néanmoins licite. Mais d'autres hypothèses peuvent se produire qui soulèvent des questions souvent très difficiles à trancher : celle, notamment où l'auteur de la menace, sous prétexte de dommages-intérêts réclame à son débiteur plus qu'il ne lui est dû ; celle où la matérialité du préjudice est douteuse ; celle où ce préjudice est purement moral, et par suite susceptible d'une évaluation pécuniaire indéterminée. Dans ces dernières hypothèses, le principe seul de la créance est établi : le chiffre en est subordonné à des circonstances de fait. Selon qu'il sera excessif ou non, il y aura ou il n'y aura pas chantage. Mais quand sera-t-il excessif ? Quand la somme ou les valeurs réclamées cesseront-elles d'être la réparation du dommage subi, pour devenir un gain illégitime ? Ce sont là des problèmes embarrassants.

Pour les résoudre conformément à l'esprit de la loi, il convient de méditer les déclarations faites par le rapporteur de la Commission en ces termes :

« Il est bien entendu que la victime d'un crime ou d'un délit qui transige sur l'exercice du droit de porter plainte ou de se porter partie civile, loin de commettre une extorsion, obtient au contraire, la réparation du préjudice qui lui a été causé, et qu'en agissant ainsi, elle ne fait rien qui soit illicite et de nature à tomber sous l'application de la loi » (1). De ces déclarations, il faut rapprocher les phrases suivantes extraites d'une circulaire ministérielle du 30 mai 1863 : « Le mot *extorsion* impliquant la fraude et l'injustice, doit exclure des

(1) *Moniteur* du 7 mars 1863.

prévisions de l'article 400 § 2 la transaction lucrative dans laquelle la victime d'un délit ou quasi-délit aurait imposé et obtenu la réparation d'un préjudice. Tel serait le cas du mari qui, sans connivence avec sa femme, placerait le complice de l'adultère entre la nécessité d'un sacrifice pécuniaire et le scandale d'une poursuite. L'indélicatesse ou une avidité méprisable ne peuvent rendre criminelle la renonciation prévue par l'article 4 du Code d'instruction criminelle au droit prévu par l'article 1 du même Code » (1).

Faut-il entendre par là que l'offre d'une transaction de ce genre ne sera jamais poursuivable, si élevé, si excessif que soit le chiffre de la somme réclamée? Les mots « transaction lucrative, avidité méprisable », permettraient de le croire. La Cour d'appel de Grenoble les a interprétés dans ce sens. Elle a eu tort, à notre avis. Dans le cas où la victime d'un préjudice réclame une réparation manifestement exagérée, elle commet, suivant nous, une tentative de chantage. Sa créance a une base juridique, nous ne le contestons pas. Mais, si la somme d'argent ou les valeurs réclamées dépassent de beaucoup les limites d'une indemnité raisonnable, une partie de ces sommes ou valeurs ne correspond plus à aucune cause licite. Il y a, dans une certaine mesure, recherche d'un gain illégitime, *extorsion* sinon totale, du moins partielle. Cette extorsion ne devrait pas échapper aux rigueurs de la loi.

Plusieurs monuments de jurisprudence nous confirment dans cette opinion.

Dans une affaire Robbe, dont nous avons déjà exposé

(1) 7 mars 1887 (*J. de dr. crim.*, n° 8489).

l'espèce (1), la Cour d'appel de Douai basait notamment la condamnation du prévenu sur le motif suivant : « Que Robbe s'est fait remettre une somme considérable, *hors de toute proportion avec le préjudice qu'il aurait pu éprouver* » ;

Robbe s'étant pourvu en cassation, la Chambre criminelle rejetait ce pourvoi par un arrêt précité du 4 juillet 1874 (2).

Le 26 juillet 1878, le Tribunal correctionnel d'Alençon avait à se prononcer sur une espèce similaire :

Un sieur Hommey, négociant à Séez, avait fait souscrire aux époux Quédeville une reconnaissance de 2.940 francs, pour réparation de préjudice que lui auraient causés des vols commis par le mari, son employé. Il avait obtenu cet écrit par la menace de dénoncer ces vols à la justice :

Le Tribunal estima :

« Qu'il n'est pas défendu à la victime d'un fait délictueux *de transiger sur son droit de porter plainte*; et qu'une transaction même lucrative ne saurait tomber sous le coup de la loi précitée, *lorsqu'elle se renferme dans des « limites raisonnables »* ; mais qu'il faut avant tout justifier *de l'existence même du délit et de l'importance du préjudice causé* ; ...que, s'il s'agit d'une transaction, ayant pour but d'obtenir par la menace d'une dénonciation soit de l'auteur du prétendu délit, soit de sa famille, une réparation *hors de toute proportion avec le préjudice même allégué*, l'extorsion a dès lors tous les caractères légaux du délit de chantage... »

(1) Cf. *supra*, p. 62.

(2) D. P. 1875, 1, 288.

Puis de certaines circonstances de fait il conclut que le prévenu ne justifiait pas d'un préjudice certain et n'était pas de bonne foi. Il le condamna.

Sur l'appel interjeté par Hommey, la Cour de Caen rendit à la date du 20 novembre 1878, un arrêt acquittant au contraire le prévenu.

Bien qu'il infirme le jugement du Tribunal correctionnel d'Alençon, cet arrêt ne contredit en rien les règles de droit qui l'avaient inspiré. C'est en se basant sur les mêmes principes qu'il adopte une solution contraire. L'opinion des magistrats de première instance et d'appel ne diffère que sur les questions de fait. La Cour de Caen acquitte Hommey précisément parce que les sommes faisant l'objet de la transaction *n'étaient pas en disproportion* avec le préjudice que le prévenu croyait avoir éprouvé. » D'où il résulte *a contrario* qu'elle approuve pleinement la théorie contenue dans les motifs de la décision infirmée.

Cette théorie nous paraît équitable et juridique. Elle interprète avec justesse la pensée du législateur. Celui-n'a pas voulu, certainement laisser impunis les individus assez lâchement avides pour spéculer honteusement sur les conséquences possibles d'un délit dont ils auraient été victimes. Par « transaction lucrative » le Garde des Sceaux, dans la circulaire susvisée, entendait sans nul doute une transaction avantageuse, mais *se renfermant dans des limites raisonnables*. Quoi qu'il affirme le contraire, « l'indélicatesse ou une avidité méprisable » peuvent rendre délictueuse la renonciation au droit prévu par l'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle : Envisageons par exemple l'hypothèse spéciale, visée dans la circulaire ministérielle : le fait par

un mari de « placer le complice de l'adultère entre la nécessité d'un sacrifice pécuniaire et le scandale d'une poursuite. » Il est bien évident que, si le mari est de connivence avec sa femme, le chantage se trouve parfaitement caractérisé. Mais, même en l'absence de cette collusion entre les époux, le délit, à notre avis, peut exister légalement. Ainsi le mari d'une femme publique, qui en menaçant l'homme qui s'est oublié avec celle-ci d'une plainte en adultère, se serait fait acheter son silence par une somme considérable, commettrait, selon nous, une véritable extorsion. C'est aussi l'opinion de M. Pellerin (1). Certes l'appréciation du préjudice causé sera parfois des plus délicates pour les Tribunaux. Mais, comme le remarque judicieusement cet auteur, « puisqu'elle peut leur être demandée par l'action civile, nous ne voyons aucun empêchement à ce qu'elle leur soit soumise par l'action publique ».

Nous ne doutons pas que sur ce point la jurisprudence ne persévère dans la voie que lui ont tracée les arrêts ci-dessus rapportés de la Cour d'appel de Caen et de la Cour de cassation.

*
* *

La commission dans son rapport, le Garde des Sceaux dans sa circulaire n'envisagent qu'une hypothèse : celle où la victime d'un délit transige sur son droit de porter plainte. Bien d'autres peuvent se présenter, qui, dans la pratique, sont susceptibles de faire naître des hésitations dans l'esprit du juge.

(1) *Op. cit.*, p. 219.

Admettons par exemple qu'un créancier, pour obtenir paiement, menace son débiteur de révéler des faits diffamatoires qui ne se rattachent pas à sa créance. Commettra-t-il un chantage? Nous ne le croyons pas. Il usera d'un procédé honteux. Mais un élément du délit fera défaut, s'il réclame seulement ce qui lui est dû : le but de cupidité illégitime. Par contre, s'il veut tirer un bénéfice quelconque de cette situation spéciale, les juges pourront et devront lui appliquer rigoureusement les dispositions de l'article 400 § 2 du Code pénal. Là, en effet, nous ne sommes plus en présence de la victime d'un délit, ayant subi de ce chef un préjudice indéterminé, mais réel; nous sommes en face d'un tiers, à qui ce délit n'a pu causer aucun dommage, ni pécuniaire, ni moral.

Nous avons supposé jusqu'ici que les faits diffamatoires étaient vrais. S'ils sont purement imaginaires, la conduite du créancier sera encore plus méprisable, mais la solution devra être la même; il n'y aura pas chantage, toutes les fois qu'il aura exigé exclusivement et strictement le montant de sa créance.

La même solution s'impose encore au cas où l'auteur de la menace vise des faits se rattachant bien à sa créance, mais laisse entendre qu'il leur donnera une publicité anormale, que, au lieu d'en saisir la justice par une plainte régulière, il les révélera par voie d'affiches ou d'articles de journaux.

Remarquons d'ailleurs, avec M. Garraud, que cette solution n'a pas d'inconvénients très graves; le plus souvent, en effet, *le moyen* employé par un créancier aussi peu scrupuleux constituera en lui-même un véritable délit : tantôt ce sera une diffamation, tantôt une

dénonciation calomnieuse. Dans certains cas pourtant, les auteurs de ces manœuvres immorales, échapperont à toute poursuite. Par exemple, dans la première hypothèse que nous avons prévue, si le créancier demande seulement ce qui lui est dû, en menaçant son débiteur de dénoncer à la justice un délit ne se rattachant pas à sa créance, mais réellement commis par celui-ci, nous ne voyons pas sous quel chef d'accusation ce créancier pourrait être cité devant la justice répressive. Il y a là une lacune, difficile à combler, comme nous le verrons plus tard. Pour l'instant, on en est réduit, suivant l'expression de Jules Favre, à écraser ces sortes d'ignominies par le dédain.

*
* *

Un arrêt de la Cour de cassation, du 17 juillet 1884 attire notre attention sur un cas, peu fréquent sans doute, mais assez typique : celui où l'auteur de la menace n'agit pas pour son compte personnel, mais dans l'intérêt d'un tiers.

Cet arrêt a été rendu dans les circonstances suivantes :

Une veuve Chambel, conseillée par un sieur Bardel, homme d'affaires et avocat à Chambéry, rayé du tableau, s'était inscrite en faux contre un jugement du Tribunal de paix de Saint-Gervais. Elle avait obtenu du Tribunal civil de Bonneville un jugement lui donnant gain de cause. Plus tard Bardel adressa au greffier de paix, une lettre écrite en son nom et signée par lui, aux termes de laquelle, après l'avoir prévenu que la veuve Chambel se proposait de le poursuivre en Cour d'assises

pour sa participation au faux commis par le juge de paix, lequel était fou, il l'avisait que, très probablement, il éviterait le coup qui le menaçait, s'il offrait spontanément de payer à la veuve Chambel une somme de 500 francs.

Bardel s'étant pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Chambéry, en date du 16 mai 1884, qui l'avait condamné pour chantage, la Cour suprême rejeta ce pourvoi. Elle base sa décision notamment sur le motif suivant :

« L'arrêt a constaté souverainement... que, si la demande était faite, en apparence, dans l'intérêt de la veuve Chambel, Bardel avait procédé, non comme simple mandataire, mais dans son intérêt propre et avec la pensée de toucher partie de la somme indûment réclamée, que ces constatations sont souveraines, etc. » (1).

Cet arrêt ne contient pas la solution que nous recherchons en ce moment, à la question de savoir si l'auteur de la menace, ayant agi réellement au profit d'un tiers, commet ou non le délit de chantage. En l'espèce, les juges du fait, appréciateurs souverains, ayant constaté que Bardel n'avait recherché que son propre intérêt, toute difficulté se trouvait écartée. Quelle opinion la Cour suprême aurait-elle adoptée dans l'hypothèse contraire? Sa décision ne nous donne, à ce sujet, que des indications bien vagues. La seule chose certaine, d'après les termes qu'elle emploie c'est qu'elle aurait cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Chambéry, si Bardel eût été le « simple mandataire de sa cliente; » entendons par là un mandataire de bonne foi, ne retirant

(1) D. P. 85, 1, 93.

de ses opérations aucun bénéfice. Sur ce point encore aucune discussion n'était possible : dans ces conditions, en effet, le prévenu n'eût pas cherché un gain illégitime. Remarquons d'ailleurs qu'une telle hypothèse est bien invraisemblable. Quand on n'est pas de mauvaise foi, il faut être inconscient pour accepter un mandat de cette nature.

Mais le cas que nous prévoyons est tout autre. C'est celui où, sans avoir reçu mandat de personne, l'auteur de la menace, au lieu d'exiger la remise entre ses mains des fonds ou valeurs, entend faire bénéficier un tiers de ses agissements. Hypothèse plus invraisemblable encore que la précédente, objectera-t-on. Invraisemblable en apparence, peut-être, mais nullement impossible.

La preuve, c'est que nous en connaissons des exemples : Une personne s'aperçoit que son boucher la trompait sur le poids de la viande qu'il lui vendait. Elle va trouver ce fournisseur peu scrupuleux et lui tient ce langage : Versez immédiatement une somme de 50 fr. au bureau de bienfaisance ou je dénonce vos procédés à la justice. Ne se rend-elle pas coupable d'un chantage ? En l'espèce non. Un préjudice lui a été causé. Elle transige, moyennant une somme raisonnable, sur son droit de porter plainte. Il n'y a là rien que de très licite, de très louable même, puisque ne voulant pas profiter du gain acquis de cette manière elle en fait bénéficier les indigents. Mais admettez que la somme exigée ait été manifestement hors de toute proportion avec le dommage subi ? Admettez même que cette personne n'ait éprouvé aucun dommage ; que, ayant eu connaissance des actes répréhensibles commis par un boucher qui n'était pas le sien, elle lui ait fait la même menace et la

même proposition. Prenons un autre exemple. Supposez que le président d'une œuvre charitable acquière la preuve qu'un millionnaire de ses voisins a édifié sa fortune par des opérations illicites tombant sous l'application de la loi pénale. Il lui propose le marché suivant : versez 100.000 francs à l'œuvre que je préside ou je vous fais écrouer dans les vingt-quatre heures. Commettra-t-il un chantage ?

Oui, à notre sens. Il semble pourtant qu'un des éléments constitutifs du délit fasse défaut : le but de cupidité illégitime. Il ne fait défaut qu'en apparence. En effet l'article 400 § 2 prévoit et punit une extorsion. Il n'indique pas que cette extorsion doive profiter nécessairement à celui qui s'en est rendu coupable. Il n'établit à ce sujet aucune distinction. La loi n'a pas à tenir compte du résultat final que poursuit l'auteur d'une infraction. Un individu qui vole pour donner aux pauvres le produit de ses soustractions frauduleuses n'en commet pas moins un vol. On peut perpétrer le crime le plus grave dans la meilleure intention du monde, on n'en est pas moins un criminel. Faire profiter un tiers d'un bénéfice obtenu au moyen de la menace de révélations diffamatoires, c'est se rendre coupable du délit de chantage, bien qu'on ne retire de son acte aucun avantage personnel. Le fait qu'on recherche un enrichissement non pour soi, mais pour autrui n'empêche pas cet enrichissement d'être illégitime, s'il ne vous est rien dû, ni à vous, ni au tiers qui le réalise.

Pour établir en droit l'existence du délit le juge doit donc appliquer toujours les principes généraux qui régissent la matière, quel que soit en dernière analyse le véritable bénéficiaire de l'extorsion. En fait, il se mon-

trera naturellement beaucoup moins sévère quand l'acte délictueux aura eu pour mobile une intention altruiste.

*
* *

Aux termes de l'article 400 § 2 du Code pénal, l'extorsion ou sa tentative doit avoir pour objet soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise des écrits énumérés dans le paragraphe précédent, c'est-à-dire « d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge ».

Les mots *fonds ou valeurs* n'ont pas besoin d'être définis.

Quant aux expressions « *contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge* », elles comprennent vraisemblablement « tous les actes, toutes les pièces qui tendent à compromettre la fortune du signataire ou du détenteur, à créer contre lui ou contre un tiers un droit, ou à enlever la preuve d'un droit » (1).

Si les termes « obligation » et « décharge » ont toujours paru à tous suffisamment clairs, on a parfois trouvé celui de « disposition » un peu vague (2). Sa signification n'est cependant pas douteuse. Comme dans l'article 147 du même Code il comprend, ainsi que le remarquent MM. Chauveau, Faustin-Hélie et Villey « tous les actes qui, sans contenir précisément une obligation ou une

(1) Cf. Chauveau, Faustin-Hélie et Villey, *op. cit.*, t. V, p. 299, n° 2126.

(2) Cf. Carnot, *Comm. du Code pénal*, t. II, p. 346.

décharge, peuvent intéresser cependant la fortune du signataire ou du propriétaire » par exemple *les testaments et les actes qui ont pour objet de les révoquer*.

L'énumération de l'article 400 § 1 est certainement limitative. Toutes les fois que l'auteur de la menace aura poursuivi l'extorsion d'un acte ne pouvant être compris dans cette énumération, il ne commettra donc pas le délit de chantage. Il en sera ainsi, notamment s'il exige la remise d'une lettre contenant l'aveu d'un fait préjudiciable à l'honneur de son signataire. D'ailleurs cette solution, bien que ne permettant pas d'incriminer des actes souvent odieux, n'aura pas toujours pour conséquence de soustraire leurs auteurs à une juste répression. Quand on dérobe un écrit de cette nature, c'est évidemment pour s'en servir plus tard. Or si le moyen qu'on a employé pour l'obtenir n'est pas délictueux en soi-même, celui qu'on emploiera pour l'utiliser tombera vraisemblablement sous l'application de la loi pénale : chatage, dénonciation calomnieuse ou diffamation.

Ce caractère limitatif de l'énumération contenue en l'article 400 § 1 est confirmé par la jurisprudence. Ainsi la Cour de cassation a décidé notamment que l'extorsion d'un blanc-seing ne constituait pas le crime prévu par ce paragraphe : « le papier resté à l'état de blanc-seing n'ayant pas de valeur légale par lui-même, une signature en blanc ne contenant et n'opérant ni obligation, ni disposition, ni décharge » (1). D'où il faut conclure que l'extorsion d'un blanc-seing commise à l'aide de la

(1) Ch. cr., 19 juin 1845 (S. 45, 1, 614). Cf. aussi Cassation, 15 avril 1880 (*Bull.*, n° 75).

menace d'imputations diffamatoires ne constituerait pas le délit de chantage.

On ne doit pas cependant voir là un principe absolu. En effet, si des circonstances de la cause il résulte que le blanc-seing doive être converti en obligation, les conditions de l'article 400 § 1 se trouveront remplies. La Cour de cassation ne l'a pas méconnu. A propos d'une extorsion de blanc-seing accomplie par « force, violence ou contrainte », elle a rendu un arrêt qui, sans contredire celui que nous venons de citer, le commente et l'explique en ces termes, avant d'adopter la solution contraire : « S'il a été jugé par stricte application de l'article 400, que l'extorsion d'un blanc-seing ne constituait pas le crime prévu par cet article, c'est que rien dans la question posée au jury ne faisait reconnaître que le blanc-seing dût être converti en obligation ; dans l'espèce, il résulte au contraire de la question posée, que les accusés avaient extorqué la signature dans l'intention d'y adapter un écrit emportant obligation » (1). En matière de chantage, il y a lieu évidemment d'adopter une solution identique. La culpabilité du prévenu sera établie, lorsque les juges du fait auront ainsi déterminé le but qu'il poursuivait. Est-il besoin de remarquer que le plus souvent, dans la réalité, l'auteur de la menace, en extorquant un blanc-seing, aura bien l'intention « d'y adapter un écrit emportant obligation ». Une question plus délicate est celle de savoir si le délit sera constitué, bien que la pièce, objet de l'extorsion consommée ou tentée, se trouve nulle pour irrégularité de formes ou incapacité du signataire.

(1) Ch. cr., 27 mars 1856 (*Bull.*, n° 120).

L'examen de cette question nous paraît mieux à sa place dans la section que nous avons réservée à l'étude de la tentative.

Remarquons-en terminant, que le délit de chantage existe, quand bien même la chose dont l'auteur de la menace poursuit l'extorsion n'appartient pas à la personne menacée. C'est de toute évidence. La loi n'établit sur ce point spécial aucune distinction. Le but de cupidité illégitime est parfaitement établi. La culpabilité, loin d'être atténuée dans ce cas, serait plutôt aggravée. Le maître-chanteur qui contraint par exemple un dépositaire à lui remettre l'objet du dépôt qu'on lui a confié commet un acte qui ne comporte aucune excuse et ne mérite aucune indulgence. La Cour de cassation a d'ailleurs confirmé cette opinion. Il suffit, dit-elle « que la remise de la chose ait été ou ait pu être la conséquence de la menace » (1).

II. — *De la mauvaise foi.*

Dans les considérations générales par lesquelles débute ce chapitre, nous croyons avoir démontré que la mauvaise foi de l'agent résultait précisément du but qu'il poursuivait. La simple constatation qu'il recherche un gain illégitime suffit donc, suivant nous, à établir sa mauvaise foi (2).

Les auteurs mêmes qui considèrent la mauvaise foi comme un élément particulier du délit, nous donnent

(1) Ch. cr., 3 décembre 1896 (D. P. 98, 1, 149).

(2) Cf. *supra*, p. 34 ssq.

raison sur ce point. M. Garraud, notamment, estime « que l'intention est suffisamment caractérisée, lorsque le juge a constaté que le prévenu a agi dans un but de chantage » (1).

SECTION TROISIÈME

DE LA TENTATIVE

L'article 400 § 2 du Code pénal ne punit pas seulement l'extorsion par voie de contrainte morale, mais aussi la tentative de cette extorsion. Appliquant à cette infraction particulière les règles générales édictées par l'article 2 du même Code, nous avons donc à rechercher dans quel cas le chantage « manifesté par un commencement d'exécution n'aura été suspendu ou n'aura manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. »

L'intérêt est très grand de fixer d'une façon exacte l'instant précis où le délit sera consommé. Il ne faut pas oublier, en effet, que jusqu'à cet instant, l'agent pourra *volontairement* renoncer à l'exécution déjà commencée de l'acte délictueux, et que ce désistement volontaire lui assurera l'impunité.

Le chantage est une extorsion. Le délit ne sera donc consommé qu'au moment où cette extorsion aura été accomplie, c'est-à-dire au moment où la victime aura

(1) *Op. cit.*, t. V, p. 525, n° 2227.

effectué aux mains de l'agent la remise des fonds, valeurs ou pièces énumérées en l'article 400 § 1.

Examinons, à ses diverses phases, et dans toutes les hypothèses possibles pour chacune d'elles, le *processus* du chantage.

a) Les fonds, valeurs ou pièces ont été remis au chanteur, qui en a conservé la possession. Le délit, ainsi que nous l'avons vu, est *consommé*.

b) Après les avoir remis au chanteur, la victime, par un moyen quelconque, a réussi à les lui reprendre, sans qu'il ait pu en profiter. Là encore, à notre avis, il y a délit consommé. L'extorsion, en effet, a eu lieu. Bien plus, quand même l'agent, pris de remords, restituerait de son plein gré les sommes, qu'il a ainsi dérobées, il n'en serait pas moins punissable. Les actes par lesquels un délinquant diminue ou même supprime les conséquences nuisibles de son agissement ne peuvent effacer le caractère délictueux de celui-ci, ni empêcher la peine d'être encourue. La réparation du préjudice causé sera parfois une circonstance atténuante. Elle ne créera jamais un fait justificatif, sauf dans les cas exceptionnels formellement prévus par le Code pénal (articles 247 et 357 (1)).

c) Admettons maintenant que la victime ait remis au chanteur un acte n'emportant ni obligation, ni disposition, ni décharge par suite d'une irrégularité quelconque.

Cette hypothèse ne nous paraît pas avoir été envisagée

(1) Le Code pénal allemand admet à juste raison, la théorie contraire, qui peut avoir un excellent effet préventif. Son article 46 est ainsi conçu : « La tentative n'est pas punissable, si, à une époque où elle n'était pas encore découverte, l'agent a, par un fait contraire, détourné les conséquences de son action criminelle. »

par la doctrine et la jurisprudence, en ce qui concerne le chantage, mais seulement à propos du crime, prévu par l'article 400 § 1. Un arrêt de la Cour de cassation proclame : « Que les formes irrégulières que peuvent avoir les billets qui sont l'objet de l'extorsion ne changent rien au caractère du crime, puisque l'intention des accusés ayant été d'en tirer un bénéfice illégitime, les nullités de forme desdits billets ne peuvent couvrir leur culpabilité » (1). Mais aussitôt la Cour suprême ajoute comme si elle craignait d'avoir énoncé une affirmation trop catégorique : « Que, d'ailleurs, les dits billets étaient, malgré l'état imparfait de leur rédaction, susceptibles d'obligation. » Plus récemment, elle avait à statuer sur l'espèce suivante : un sieur Perrin avait extorqué par force, violence ou contrainte la signature de la femme Rolet et les mots : « Bon pour la somme de 245 francs », sur un écrit préparé à l'avance et contenant obligation pour la dite femme Rolet de lui payer cette somme de 245 francs pour prix d'une vache. Il se pourvut en cassation contre l'arrêt qui l'avait condamné. Il basait son pourvoi sur ce que l'article 400 n'avait pu lui être régulièrement appliqué, l'obligation n'étant pas valable, puisque l'autorisation maritale y faisait défaut. Ce pourvoi fut rejeté « attendu que l'obligation contractée par une femme sans l'autorisation de son mari est susceptible d'exécution volontaire; qu'elle peut, aux termes du droit commun, être confirmée ou ratifiée et que l'irrégularité dont elle est entachée peut être, s'il y a lieu, couverte par la prescription; qu'elle subsiste dès lors comme toutes les obli-

(1) Ch. cr., 6 février 1812 (*Bull.*, n° 120).

gations frappées de nullités relatives et d'ordre privé, aussi longtemps qu'elle n'a pas été légalement annulée (1)... » Les termes de cet arrêt semblent contredire, *a contrario*, ceux de la décision précédemment citée. La Cour suprême établit ici une distinction entre les actes entachés d'une nullité relative et ceux entachés d'une nullité radicale, L'extorsion des premiers constituerait le crime ou tout au moins sa tentative, celle des seconds ne serait pas punissable.

La doctrine paraît assez divisée sur ce point. Nous disons « *paraît* », car certains auteurs ne semblent pas avoir sur la question des idées bien précises, ou, en tout cas, hésitent à les formuler.

L'opinion de Merlin a le mérite d'être nette; il approuve pleinement l'arrêt de 1812 précité; les réclameurs, dit-il, raisonnent comme si, pour encourir la peine portée par l'article 400, il était nécessaire que le titre contenant obligation que l'on a extorqué par violence fût valable; comme si cet article cessait d'être applicable au cas où le titre extorqué comme obligatoire se trouverait nul, et c'est une grande erreur » (2).

MM. Chauveau, Faustin-Hélie et Villey estiment que la loi ne se borne pas à exiger l'intention criminelle jointe au fait de l'extorsion; elle veut que l'écrit extorqué puisse contenir ou opérer obligation, disposition, ou décharge. » Ils ajoutent : « Si donc l'acte ne produit aucun de ces effets, s'il est atteint d'un vice radical, il faut *peut-être* décider, comme nous l'avons proposé en matière de faux, qu'il n'existe pas de crime parce qu'il

(1) Ch. cr., 9 mai 1867 (S. 68, 1, 43).

(2) *Rép.*, v^o *Tentative*, n^o 7.

n'existe pas de préjudice possible. Cependant, si la nullité est indépendante de la volonté de l'agent, si elle est une circonstance qu'il n'a pas prévue et qui lui soit étrangère, l'acte même, irrégulier et privé de sa force, *pourrait être considéré* comme une tentative de crime d'extorsion qui n'aurait manqué son effet que par une circonstance indépendante de la volonté de son auteur » (1).

MM. Blanche et Dutruc constatent simplement « que la question n'est pas sans difficulté » (2). Ils se bornent à la poser, sans chercher à la résoudre. Ils n'expriment pas leur avis même implicitement.

Quant à M. Garraud, il pense que « la possibilité d'un préjudice matériel, comme résultat du crime d'extorsion, est de l'essence de cette forme d'incrimination ». Selon lui, si le titre extorqué n'a aucune valeur, il ne reste qu'une *intention criminelle* non punissable. Il semble adopter d'ailleurs la distinction établie par la Cour suprême, dans l'affaire Perrin, entre le cas où l'acte est entaché « d'une simple imperfection » et celui où il est atteint d'une nullité radicale. Dans le premier cas, la criminalité objective subsisterait; dans le second, « il n'y aurait pas davantage d'extorsion qu'il n'y aurait faux dans le cas de fabrication d'un acte sans valeur et sans importance juridique » (3).

Si nous avions à prendre parti dans cette controverse, nous croirions devoir adopter la solution proposée par MM. Chauveau, Faustin-Hélie et Villey. Si l'acte est

(1) *Op. cit.*, t. V, p. 302, n° 2128.

(2) *Op. cit.*, t. VI, p. 56, n° 66.

(3) *Op. cit.*, t. V, p. 514, n° 2220.

nul par suite d'une circonstance non prévue par l'agent du crime, — habileté de la victime dissimulant au malfaiteur un vice de forme intentionnel, que celui-ci découvrira trop tard — la tentative nous paraît parfaitement caractérisée. Si l'acte est nul par la faute de l'agent, ignorant par exemple des formes requises pour sa validité, il nous semble qu'il y a seulement manifestation d'une intention criminelle, non suivie d'un commencement d'exécution. Nous admettrions également pour le surplus la distinction, établie par la jurisprudence et approuvée par M. Garraud, entre la nullité radicale et la nullité relative.

Mais nous ne pensons pas qu'il nous faille approfondir cette question. A notre avis, la tentative du délit de chantage diffère totalement de la tentative du crime d'extorsion de signature.

Pour qu'il y ait tentative de ce crime, il faut en effet que l'extorsion ait été *commencée*. Pour qu'il y ait tentative de chantage, il n'est pas nécessaire, d'après les termes de la loi, que ce *commencement d'extorsion* ait eu lieu. Ou, tout au moins, on doit entendre ces mots dans une acception qui n'est plus du tout la même. Le commencement d'extorsion ne réside plus ici dans un fait matériel d'appréhension, mais précisément dans la manœuvre préliminaire à ce fait, dans la menace de révélations ou d'imputations diffamatoires. Cette menace est suffisante pour constituer la tentative lorsqu'elle a pour but l'extorsion des fonds, valeurs ou pièces énumérées dans l'article 400 § 1. Il y a deux phases bien distinctes à considérer : l'envoi de la menace, la remise de l'objet convoité. Lorsque la seconde aura suivi la première, le délit sera consommé. Lorsque la première

seule existera, sans que l'agent ait renoncé volontairement à ses prétentions, le délit sera tenté.

Cette théorie est consacrée par une jurisprudence constante et une doctrine unanime. MM. Blanche et Dutruc disent notamment à ce sujet :

« La menace verbale ou écrite constituera-t-elle à elle seule la tentative du délit? Cela dépendra du but que se propose celui qui la fait. S'il a en vue d'extorquer une valeur, elle aura ce caractère, sinon elle ne l'aura pas. »

MM. Chauveau, Faustin-Hélie et Villey, s'expriment ainsi :

« Il nous semble qu'il faut distinguer la manœuvre frauduleuse qui prépare le délit et le fait matériel qui le constitue. La manœuvre, c'est la menace écrite ou verbale de révélations ou d'imputations diffamatoires; le fait matériel qui consomme le délit, c'est l'extorsion qui conduit à la remise d'une somme d'argent ou d'un titre obligatoire. On aperçoit aisément ces deux éléments quand le fait se consomme : cela est plus difficile quand il s'arrête à la tentative. *Car la seule menace semble suffire pour la constituer.* Il faut prendre garde cependant que cette menace ne peut être incriminée à titre de tentative qu'autant qu'elle a pour but l'extorsion; il ne faut donc pas la séparer de ce but qu'elle poursuit et dont elle n'est qu'un acte préparatoire ou plutôt un *commencement d'exécution.* »

Ainsi la remise n'est que le deuxième stade dans l'exécution du délit. La tentative sera constituée légalement avant que cette remise soit effectuée, si le but de la menace est bien l'extorsion des actes énumérés en l'article 400 § 1. Dès lors, peu importe la validité ou même la nature

de la pièce dont la victime se dessaisira au profit de l'agent, puisque la tentative sera établie antérieurement à ce dessaisissement. Ne serait-ce qu'une liasse de vieux journaux, soigneusement empaquetés, la tentative n'en sera pas moins caractérisée. La question que nous posions tout à l'heure n'offre plus aucun intérêt dès que l'exécution du délit est entrée dans sa seconde phase.

Dans ces conditions, elle se trouve singulièrement simplifiée. On peut la poser ainsi : Y aura-t-il tentative de chantage, lorsque la pièce exigée par l'agent *dans la menace*, n'emportera ni obligation, ni disposition, ni décharge? (1)

Sous cette forme elle est facilement résoluble.

Trois hypothèses peuvent se présenter :

1° L'acte réclamé n'intéresse en rien la fortune de la victime. C'est par exemple l'aveu d'une faute ou d'un crime commis par elle, aveu qui deviendra une arme terrible entre les mains de son détenteur. La négative s'impose évidemment. L'article 400 § 2 ne prévoit pas ce cas.

2° L'acte réclamé est, en apparence, obligatoire ou libératoire. Mais une nullité radicale lui enlève toute valeur juridique : il est inexistant. La même solution doit être adoptée. D'ailleurs cette hypothèse est invraisemblable. On ne conçoit guère qu'un homme use d'une

(1) Nous verrons plus tard que les actes obtenus par les moyens prévus en l'art. 400 § 2 C. pén. n'emportent jamais obligation, disposition, ni décharge. Bien entendu, dans cette discussion, nous n'avons pas en vue cette nullité radicale dérivant de la nature même de l'extorsion. Sans quoi notre raisonnement aboutirait à cette étrange conclusion que cette extorsion ne constitue jamais un chantage.

contrainte quelconque pour arracher à un autre un écrit inutilisable et sans aucun intérêt ;

3° L'acte réclamé est entaché d'une nullité relative. Ce cas peut se produire. Par exemple, un maître-chanteur menacera une femme de révéler à son mari ses relations adultérines si elle ne lui souscrit une reconnaissance de dette. Il est bien évident qu'il n'exigera pas d'elle un écrit signé avec le concours dudit mari. Ce serait précisément la forcer à dévoiler le secret au sujet duquel elle achète le silence d'autrui. L'engagement sera donc nul, à défaut d'autorisation maritale. Nous croyons néanmoins qu'il y aura là une tentative de chantage. Ainsi que le fait remarquer l'arrêt du 9 mai 1867, précité, l'acte est susceptible de ratification. Il est valable et le sera, il emporte et emportera obligation, tant que sa nullité n'aura pas été prononcée.

Remarquons d'ailleurs que, le plus souvent, dans la réalité, le maître-chanteur n'ira pas risquer ainsi de perdre le bénéfice de ses agissements odieux. Il usera d'un moyen plus sûr pour atteindre son but : il demandera à sa victime une somme d'argent.

Comme nous l'avons vu, le mot « tenté » doit être entendu en matière de chantage dans un sens un peu spécial. Les conditions qu'il exige seront suffisamment remplies lorsque la menace ne laissera aucun doute sur l'intention de son auteur. Comme en matière d'escroquerie, nous nous trouvons en présence d'une tentative d'une essence particulière, consistant non plus dans un *commencement* d'exécution de l'extorsion proprement dite, mais dans les manœuvres mêmes qui la préparent. Aucun élément matériel n'est nécessaire : l'élément intentionnel suffit.

M. Pellerin va plus loin dans cette voie (1). Pour lui, le seul emploi de ces manœuvre, équivaut à la consommation même du délit. « Peu importe, dit-il, que l'extorsion ait ou non réussi, ait été accomplie ou seulement tentée, pourvu que la menace ait été adressée dans un but d'extorsion, avec l'intention criminelle définie par le législateur. Cela suffit pour que le délit existe; *non pas la tentative, mais bien le délit consommé.* »

Pour justifier cette théorie, M. Pellerin s'appuie sur les articles 305, 306 et 308 du Code pénal. Parlant des cas prévus par ces articles il dit : « Ce n'est pas la remise de $\frac{1}{2}$ argent au lieu indiqué, ou l'accomplissement de toute autre condition imposée par le coupable, qui constitue aux yeux du législateur la perpétration du crime. C'est là une circonstance du fait incriminé; ce n'est pas ce fait lui-même. Le fait atteint par la loi, c'est la violence; c'est la crainte inspirée par la menace d'un mal physique » (2).

Nous ne saurions contester ce premier point. Ce serait nier l'évidence. Dans les articles 305 et suivants, le législateur indiscutablement prévoit et réprime la menace en elle-même. Tout le démontre. Le paragraphe sous lequel il figure a pour titre : « Menaces ». L'article 305 commence par ces mots : « Quiconque aura menacé... » Enfin, la menace, aux termes de l'article 306 est poursuivable « même lorsqu'elle n'est accompagnée d'aucun ordre ou condition. »

Mais nous ne pouvons admettre le parallèle établi ensuite par M. Pellerin. Celui-ci ajoute en effet : « Le fait atteint par le nouveau paragraphe de l'article 400,

(1) *Op. cit.*, p. 223.

(2) *Op. cit.*, p. 221.

c'est encore la violence; c'est la crainte inspirée par la menace d'un mal, non plus physique cette fois, mais moral. *La situation est identiquement la même dans les deux cas. Le délit c'est la menace.* La remise de l'argent ou l'accomplissement de toute autre condition, ce n'est que la circonstance ».

Cette doctrine est des plus spécieuses. Il suffit de comparer la rédaction de l'article 305 à celle de l'article 400 § 2 pour constater entre elles une différence profonde. Dans l'un, comme nous le remarquons tout à l'heure le législateur punit : « Quiconque aura menacé... », dans l'autre : « Quiconque, à l'aide de la menace... aura extorqué ou tenté d'extorquer, etc... ». Dans l'un, il vise donc la menace de certains faits, dans l'autre, *l'extorsion accomplie à l'aide d'une certaine menace*. Dans le premier cas, le crime sera consommé, dès que la menace aura été proférée. Dans le second, le délit sera consommé seulement lorsque l'extorsion aura eu lieu.

Nous reconnaissons volontiers, avec M. Pellerin que le § 2 de l'article 400 « a voulu atteindre, non pas tant l'extorsion, que la contrainte morale elle-même. » Mais il l'atteint précisément en considérant comme une tentative punissable le cas où cette contrainte a été exercée dans le but de parvenir à l'extorsion. « La remise de l'argent ou l'accomplissement de toute autre condition, ce n'est que la circonstance », dit M. Pellerin. Soit. Mais c'est une circonstance nécessaire à la consommation du délit. Quand elle fera défaut, celui-ci ne pourra jamais être que tenté.

Si, par le fait seul que la menace est parvenue à son destinataire, le chantage se trouvait consommé, en quoi donc consisterait la tentative?

Logique avec lui-même, M. Pellerin en arrive à cette conséquence que la tentative du délit, c'est *la tentative de menace*. Il remarque d'ailleurs, qu'une telle tentative n'est pas atteinte par l'article 400. En formulant cette remarque, il condamne son propre système. L'article 400 § 2 punit en effet la tentative de chantage, c'est indéniable. Si la tentative de menace échappe à sa répression, c'est donc qu'elle n'est pas la tentative de chantage.

M. Pellerin observe encore, à ce propos, qu'une tentative de menace est fort difficile à concevoir. Difficile peut-être, mais non impossible. Nous croyons, en effet, en avoir trouvé un exemple dans une espèce soumise à la Cour d'appel d'Agen.

Un sieur Arreteig, à la suite d'incendies ayant détruit les usines de son patron, avait dit à un sieur Foix : « Va chez Maige (c'était le nom du dit patron) ; dis lui que s'il ne me paye pas mes meubles, je le fais mettre aux galères ; ma femme a tout vu : c'est le fils Maige qui a mis le feu ».

Si la menace, formulée en ces termes, était parvenue à Maige, la tentative de chantage, au cas où Arreteig n'eût subi aucun dommage, aurait été bien nettement établie. Mais Foix ne s'acquitta pas de la mission qui lui était confiée. Ne doit-on pas voir là une tentative de menace ?

Quoi qu'il en soit, la Cour d'appel d'Agen estima : « que cette circonstance (l'abstention de Foix) empêchait le fait signalé de revêtir le caractère criminel qu'il aurait pu avoir sans elle ; ...que la tentative d'un crime ou délit se manifeste non par *l'expression formulée de l'intention de le commettre*, mais par un commencement d'exécution » (1).

(1) 16 mars 1894 (D. P. 94, 2, 535).

Une telle décision, dans une espèce semblable, achève de démontrer le caractère paradoxal de la thèse soutenue par M. Pellerin.

Toutes les questions relatives à la tentative de chantage peuvent être résumées dans le principe suivant :

Pour qu'il y ait tentative, il faut et il suffit :

1° Que la menace de révélations diffamatoires soit parvenue à son destinataire ;

2° Que cette menace ait été faite pour obtenir la remise des fonds, valeurs ou pièces énumérés dans l'article 400 § 1.

SECTION QUATRIÈME

A qui appartient l'appréciation des éléments du délit.

Ainsi que nous avons eu déjà l'occasion de le signaler, la constatation et l'appréciation des éléments du délit rentrent dans le domaine souverain des juges du fait. Mais il appartient à la Cour de cassation de vérifier si la qualification de chantage a été justement appliquée aux circonstances établies par les débats. Pour que cette vérification soit possible, il faut nécessairement que les juges du fait aient, dans leur décision, indiqué ces circonstances de façon suffisamment nette et précise. Aussi la Cour suprême a-t-elle cassé un arrêt rendu par la Cour d'appel de Riom, le 15 novembre 1899 et motivé en ces termes :

« Qu'il résulte de l'instruction et des débats, que, soit

à Paris, Vichy, Grenoble, dans le courant de l'année 1899, dans tous les cas depuis moins de trois ans, Boileau et Champiol ont ensemble et de concert, soit comme auteur soit comme complice, tenté d'extorquer au sieur Murot la remise de fonds ou valeurs, à l'aide de la menace écrite ou verbale de révélations ou d'imputations diffamatoires, laquelle tentative n'a manqué son effet que par une circonstance indépendante de leur volonté... »

Avec juste raison elle a estimé :

« Qu'un arrêt ne saurait sans encourir la cassation, prononcer une condamnation pour chantage, alors que, ne contenant qu'une affirmation pure et simple de culpabilité, accompagnée des textes de la loi, il ne précise aucun des éléments du délit d'extorsion et *ne spécifie les charges de l'information* ni quant à la nature de la menace ni quant à l'objet et au caractère diffamatoire de la révélation, ni quant au mobile de cupidité illégitime qui avait inspiré l'acte délictueux » (1).

(1) Ch. cr., 29 décembre 1899 (D. 1900, 1, 67). — Cf. aussi sur ce point : Ch. cr., 7 décembre 1901 (D. 1904, 1, 159).

CHAPITRE II

Caractères distinctifs du délit

Après avoir analysé séparément chacun des éléments constitutifs du chantage, il doit nous être possible de déterminer, avec quelque précision, les caractères distinctifs.

Si l'on s'en tient à la place qui lui fut assignée dans le Code pénal, on est tenté de dire que c'est un vol.

L'article 400 figure en effet dans le deuxième chapitre du livre III, à la section première, qui porte le titre générique de « Vols » — l'article suivant commence par ces mots : « les autres vols... » Le législateur a bien considéré le chantage comme un vol. Aucun doute n'est permis à cet égard.

Quels sont donc les éléments essentiels du vol ?

Paul, dans ses *Sentences* définit cette infraction, ou plutôt celui qui s'en rend coupable, dans les termes suivants : « Fur est qui, dolo malo, rem alienam contrectat » (1).

L'article 379 de notre Code pénal n'est en somme qu'une traduction de cette formule, puisqu'il est ainsi conçu : « Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartenait pas est coupable de vol ».

Ainsi trois conditions semblent nécessaires pour l'existence du délit. Il faut :

1° Qu'il y ait une soustraction ;

(1) *Dig., de furtis*, l. 1, § 3.

2° Que celle-ci soit frauduleuse ;

3° Qu'elle ait pour objet la chose d'autrui.

Quant à l'objet du délit, quant à l'intention de l'agent, le vol et le chantage présentent, à première vue, de nombreuses ressemblances.

En ce qui concerne l'élément intentionnel, nous croyons même qu'il faut les assimiler complètement. En effet, l'action du maître-chanteur, comme celui du voleur, est le résultat d'une fraude. Tous deux poursuivent le même but : dépouiller autrui.

En ce qui concerne l'objet de l'infraction, cette assimilation n'est déjà plus possible. Dans un cas, comme dans l'autre, cet objet, il est vrai, doit être la propriété d'autrui. C'est là un caractère commun. Mais, tandis que le législateur a employé, dans le texte relatif au vol, le terme très général de « choses » ; il a, dans la disposition réprimant le chantage, précisé, par une énumération limitative, certains biens qui seuls deviendront la matière de cette infraction. Le vol peut porter sur toutes les choses susceptibles d'être appropriées et soustraites ; le chantage, seulement sur certaines choses déterminées ; « fonds, valeurs, signature, écrit ou pièce emportant obligation, disposition ou décharge ; » de sorte que l'extorsion de tout autre bien ne tombe pas sous l'application de l'article 400.

Mais la différence capitale, essentielle entre les deux délits, réside dans leur mode de perpétration. Le vol, nous l'avons vu, est une *soustraction*. Ce mot implique l'idée d'un acte au moyen duquel une chose passe des mains du légitime détenteur en celles de l'auteur du délit, *à l'insu ou contre le gré du premier*. Gaius disait : « Furtum fit... generaliter cum quis alienam rem invito

domino contrectat » (1). Il faut donc, pour constituer cette infraction, *l'appréhension* de la chose d'autrui. Il est nécessaire en outre, pour parfaire sa consommation, qu'il y ait *enlèvement* de cette chose. « Il n'y a point de vol, dit Jousse, tant qu'il n'y a point d'enlèvement de la chose volée, quand même on aurait commencé à mettre la main sur cette chose, sans la déplacer » (2). Cette doctrine, unanimement admise, est consacrée par la jurisprudence de la Cour de cassation. L'examen de cette question l'a conduite à poser les règles suivantes :

« Il ne peut y avoir lieu à application des lois pénales sur le vol, qu'autant que la chose enlevée à autrui a été soustraite, c'est-à-dire *appréhendée contre le gré du propriétaire* » (3).

« Pour soustraire, il faut prendre, enlever, ravir » (4).

« La soustraction... n'existe que lorsque la chose soustraite a été *appréhendée contre le gré du propriétaire* ; il n'y a donc pas de soustraction, dans le sens précis et légal de ce mot, dans le cas où *la chose a été remise volontairement* par le propriétaire à la personne inculpée » (5).

Or, dans le chantage, il y a précisément remise volontaire. L'idée de soustraction doit donc être écartée. Cette remise est le résultat d'une contrainte, c'est vrai ; mais la contrainte n'est pas exclusive du consentement,

(1) Just. § 6, *De oblig. quæ ex delicto nascuntur*.

(2) T. IV, p. 166.

(3) Cass., 20 novembre 1835 (*Bull.*, n° 435).

(4) Cass., 18 novembre 1837 (S. 38, 1, 366).

(5) Cass., 7 janvier 1864 (*Bull.*, n° 5). — Cf. aussi Ch. cr. 2, mai 1901 (S. 1904, 1, 68, cité ci-dessous, p. 132).

comme on est d'abord tenté de le croire. Si la victime remet la chose, c'est qu'elle *veut* la remettre. Elle peut ne pas le faire, elle n'a qu'à subir la révélation des faits dont on la menace, ou à s'exposer seulement à la subir, car souvent la menace n'est qu'un procédé d'intimidation. De deux maux, elle préfère le moindre ; elle *choisit* ; donc elle consent : « *qui mavult vult.* » Sa volonté n'est pas entièrement libre, et son consentement est entaché d'un vice, mais l'un et l'autre n'en existent pas moins : « *coacta voluntas nihilominus est voluntas* ».

C'est là, précisément l'un des traits les plus caractéristiques du chantage. Ce délit ne peut être consommé sans la participation réfléchie de la victime. Il comporte essentiellement l'accord de deux parties. Il constitue en somme une sorte de contrat, dont la validité juridique se trouve nulle seulement parce qu'il est fondé sur une cause illicite, ou fausse, ou parce qu'il manque de cause (1).

En résumé, le chantage ressemble au vol sur certains points : comme lui il a pour but l'appropriation de la chose d'autrui, comme lui, il est le résultat d'une intention frauduleuse. Mais on ne saurait, sans danger, pousser plus loin l'assimilation. Les deux délits présentent des différences profondes. Si l'on admet, avec la majorité des auteurs, que le chantage est un vol, il faut apporter de suite à cette affirmation un correctif, en remarquant que ce vol est d'une espèce très particulière puisqu'il n'implique aucun acte de violence, aucune *voie de fait sur la chose*.

(1) Nous aurons plus tard à examiner les raisons pour lesquelles les obligations résultant du chantage doivent être considérées comme nulles. Cf. p. 134.

*
* *

Par ce dernier caractère, il se rapproche de *l'escroquerie*. Il ne se confond cependant pas avec elle. La jurisprudence antérieure à la loi du 13 mai 1863, commettait une erreur manifeste, en le punissant, dans certains cas, des peines édictées par l'article 405 du Code pénal (1). Qu'il procède par l'imputation d'un fait vrai ou par celle d'un fait faux, il ne tombe pas sous son application. Il offre, il est vrai, quelques analogies avec l'infraction, que prévoit cet article. Il est accompli à l'aide de manœuvres frauduleuses. Il se consomme par la remise volontaire d'une chose appartenant à autrui. Mais, dans l'escroquerie, les manœuvres frauduleuses ont pour but de faire naître en l'esprit de la victime l'espérance ou la crainte d'un événement chimérique. En effectuant la remise de l'objet sollicité par l'escroc, sa victime est donc la dupe d'une tromperie. Elle veut éviter ou provoquer un fait *qui ne se produira pas et ne peut se produire*. Dans le chantage, au contraire, le danger auquel elle est exposée n'est jamais chimérique. Il est réel et redoutable, quand bien même la diffamation dont on la menace serait dénuée de tout fondement. Aussi bien qu'au temps de Beaumarchais, la calomnie est susceptible d'entraîner, de nos jours, les conséquences les plus préjudiciables pour celui qu'elle atteint. Si ce dernier consent à payer le silence du maître-chanteur, il effectue donc ce paiement en pleine connaissance de cause, pour éviter un péril qui n'a rien d'illusoire et qu'il a un véritable intérêt à conjurer.

(1) Cf. *suprà*, 1^{re} partie.

Ainsi à l'analyse, les analogies entre le chantage et l'escroquerie apparaissent comme assez lointaines.

*
* *

De même, le chantage ne saurait être confondu avec la *diffamation*. Parfois, ainsi que nous l'avons vu, le moyen qu'il emploie constituera en lui-même ce dernier délit. Il n'en résulte nullement que les règles propres à celui-ci doivent être appliquées à celui-là. Ils ont une existence bien distincte.

Le chantage n'a pas non plus une parenté bien proche avec la *menace* des articles 303 et suivants. Ainsi que le remarque très justement le rapport de la Commission : « Celle-ci a surtout pour but d'inspirer la crainte d'une violence physique ; elle peut exister sans ordre ni condition ; la condition, si elle existe, n'est pas toujours de se faire remettre une somme d'argent : la cupidité n'est pas de son essence » (1). L'une est un crime contre les personnes, l'autre un délit contre la propriété.

S'il est une infraction présentant avec le chantage des similitudes frappantes, c'est bien, en réalité, le crime prévu par l'article 400 § 1 du Code pénal, lequel est ainsi conçu :

« Quiconque aura extorqué par *force, violence ou contrainte* la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps. »

En énumérant ces trois modes d'exécution du crime,

(1) *Moniteur* du 7 mars 1863.

la loi, ainsi que le remarque M. Garraud après M. Faustin-Hélie, a voulu évidemment atteindre toutes les espèces de violence : la violence physique et la *violence morale*. Le mot de *contrainte* s'applique à cette dernière éventualité. En outre, la conjonction « ou » indique clairement que l'emploi des trois modes susvisés n'est pas cumulativement exigé. La jurisprudence consacre cette interprétation. Avec juste raison, elle voit là trois moyens « distincts », et reconnaît que l'usage d'un seul d'entre eux suffit à consommer le crime. Dans le cas où l'agent n'a pas procédé par force ou violence, ce crime devient donc une extorsion par voie de contrainte morale. Or, le chantage aussi est une extorsion par voie de contrainte morale. La commission l'a reconnu elle-même dans le rapport qu'elle a présenté au Corps législatif (1) et tout le monde est d'accord sur ce point. Dès lors, la disposition nouvelle était-elle bien nécessaire? Quand le chantage a pour objet non pas des fonds ou valeurs, mais l'un des écrits énumérés en l'article 400 § 1 cet article ne lui est-il pas applicable? Pour que l'assimilation fût complète, n'aurait-il pas suffi d'y introduire les mots : « fonds et valeurs »? On se l'est demandé. L'étude de ces questions a même fourni à M. Pellerin, dans son *Commentaire sur la loi du 13 mai 1863* l'occasion de développer une théorie qui manque de justesse à notre avis, mais non pas d'originalité.

Cet auteur rappelle d'abord (2) l'opinion de M. Faustin-Hélie sur la nature de la contrainte de l'article 400

(1) *Moniteur* du 7 mars 1863.

(2) *Op. cit.*, p. 227.

4. « Il ne s'agit pas ici, disait ce dernier, de la contrainte qui peut constituer une cause de justification des crimes et des délits et qui doit, pour produire cet effet, être telle qu'il n'ait pas été possible d'y résister ; il suffit, suivant l'article 1112 du Code civil, qu'elle ait été de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle ait pu lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent. »

De cette opinion, M. Pellerin tire la conséquence suivante : « Sans aucun doute, la contrainte qui résulte de la menace de révélations diffamatoires offre tous ces caractères. *Le fait était donc atteint par le § 1 de l'article 400.* Cela paraît résulter de la doctrine et de la jurisprudence. » (Faustin-Hélie ; — Cass., 15 janvier 1825.)

« Ceci posé, ajoute-t-il, on voit que l'article nouveau nous met dans une situation assez délicate. Il punit dans son § 2 de peines correctionnelles des faits qu'il vient de punir dans son § 1^{er} de la peine des travaux forcés à temps. Comment sortir de cette apparente antinomie?... Il suffit, pour cela, de se reporter à l'explication que nous avons donnée plus haut de la portée du mot *tenté* dans le § 2 de notre article (1). Nous avons fait remarquer que ce mot ne paraissait pas dans cet article tout à fait employé dans son sens légal ordinaire ; qu'il exigeait l'existence de l'intention d'extorsion, plutôt qu'un commencement d'exécution et que ce commencement d'exécution

(1) M. Pellerin considère que le chantage est *consummé* par le seul envoi de la menace. La tentative du délit résiderait, selon lui, dans la tentative de la menace... Nous avons, dans la 3^e section du chapitre précédent discuté cette opinion.

n'était pas nécessaire pour que le nouveau délit existât. Cette idée nous conduit directement à la solution de la question qui nous occupe. Lorsque la menace de révélations diffamatoires aura eu pour but l'extorsion de signatures et d'écrits, prévue par les §§ 1 et 2 de l'article 400, il faudra distinguer : s'il y a eu commencement d'exécution, extorsion opérée ou tentée dans le sens légal du mot, *il y aura contrainte morale, dans le sens employé dans le § 1^{er}, et, partant, crime ou tentative de crime*. S'il n'y a pas eu au contraire, commencement d'exécution, si le coupable s'est borné à une menace sans condition, sans qu'il ait commencé à en tirer profit, il n'y aura pas contrainte dans le sens du § 1^{er}... il n'y a pas même tentative du crime prévu dans le § 1^{er}. Mais *il y a délit consommé dans le sens du § 2*; nous croyons l'avoir démontré » (1).

M. Pellerin n'a rien démontré du tout, si ce n'est qu'il est toujours possible de compliquer les situations les plus simples et de rendre obscures les choses les plus claires. Sa théorie ne résiste pas à l'examen.

D'abord elle établit une distinction dénuée de tout fondement. Suivant que le fait matériel d'extorsion a été ou non commencé, le chantage changerait de nature. Dans le premier cas, il constituerait le crime du § 1, dans le second le délit du § 2. Il suffit de lire le texte de ce dernier paragraphe pour apercevoir l'inanité de cette opinion. La loi dit : « Quiconque, à l'aide de la menace écrite ou verbale de révélations ou d'imputations diffamatoires, aura *extorqué ou tenté d'extorquer*, etc... » Ses termes sont donc formels : ce qu'elle punit, c'est

(1) *Op. cit.*, p. 227, 219.

l'extorsion ou la tentative d'extorsion, résultant d'une manœuvre spéciale. Le seul emploi de cette manœuvre dans un but d'extorsion, constitue la tentative ; c'est exact : mais elle ne constitue pas le délit. Sinon, la rédaction, toute différente, eût été celle de l'article 305 du même code : « Quiconque a menacé de révélations ou d'imputations diffamatoires, sous telles conditions, sera puni, etc... ». Le chantage comporte trois degrés dans l'exécution : le premier est l'envoi de la menace dans un but de cupidité illégitime, le second, la tentative de l'acte matériel d'extorsion, le troisième, la consommation du même acte. Mais ces trois degrés sont réprimés *par la même disposition législative*. Que l'agent n'ait pas dépassé le premier ou soit parvenu au troisième, les caractères essentiels du délit n'en seront pas modifiés ; les mêmes peines lui seront applicables. Ces peines sont incontestablement celles portées au § 2 de l'article 400, qui ne renferme, sur ce point spécial, aucun renvoi au au § 1. Soutenir le contraire, c'est méconnaître le sens et la portée de l'article 2 du Code pénal.

La théorie de M. Pellerin aboutit en outre à une conséquence inadmissible. Elle force son auteur à établir une seconde distinction, aussi arbitraire que la précédente, entre les cas où le chantage a pour objet la remise de fonds ou valeurs et ceux où il tend à la remise des écrits énumérés en l'article 400 § 1.

Cette énumération, en effet, *ne comprend pas les mots « fonds ou valeurs »* qui figurent seulement sous le § 2. Par suite, quand le maître-chanteur exigera « des fonds ou valeurs » il ne serait jamais passible que de peines correctionnelles, même si l'extorsion est consommée, alors que, s'il sollicitait l'un des écrits susvisés et réus-

sissait à l'extorquer, il commettrait un crime. En quoi donc est-il plus coupable dans une hypothèse que dans l'autre ? Comment justifier cette différence de traitement ? Pour notre part, nous ne le tenterons pas ; cela nous semble impossible... Parvenir à une conclusion pareille, c'est prouver surabondamment qu'on est parti d'un principe faux.

La solution du problème nous apparaît beaucoup plus simple.

D'abord il suffit de constater que le § 2 est la loi nouvelle et que la loi nouvelle doit toujours être réputée déroger à la loi ancienne en cas d'antinomie. Ce raisonnement, au besoin, nous dispenserait de tout autre. M. Pellerin le repousse avec indignation. Il serait singulier, selon lui que le législateur eût introduit dans le Code une disposition modificative, sans mettre en harmonie avec elle le texte qui régissait autrefois la matière. Ce serait en effet singulier, voire très regrettable, mais malheureusement fort possible. Nous en avons des exemples. L'article 344 du Code civil, depuis la loi du 6 février 1893, ne se trouve-t-il pas en contradiction flagrante avec l'article 1449 du même Code ? L'article 257 du Code de procédure civile n'est-il pas inconciliable avec l'article 158 ? Il est relatif aux jugements par défaut ordonnant une enquête et porte que le délai pour ouvrir celle-ci « courra du jour de l'expiration des délais d'opposition. » Or, aux termes de l'article 158 « l'opposition sera recevable jusqu'à l'exécution du jugement, » c'est-à-dire, en l'espèce, jusqu'à l'ouverture de l'enquête. Ainsi, régulièrement, l'enquête ne pourrait être ouverte que du jour où le délai d'opposition serait expiré, et ce délai ne serait expiré que le jour où l'enquête serait

ouverte ! C'est ce qu'on appelle vulgairement un cercle vicieux.

M. Pellerin manifeste pour le *législateur* une vénération excessive. Il oublie que ce mot un peu emphatique ne désigne pas une entité infallible, mais une réunion d'hommes n'ayant pas toujours les aptitudes nécessaires pour bien remplir la mission qu'on leur a confiée, ni même une conception très nette de cette mission, et montrant parfois plus de goût pour « interpellier » que pour légiférer.

Le législateur commet assez de fautes pour qu'on ne lui reproche pas celles qu'il n'a point commises. En l'occurrence, il ne nous paraît pas coupable. Voici pourquoi :

La contrainte visée par l'article 400 § 1 est-elle bien de même nature que celle de l'article 1112 du Code civil ? M. Pellerin l'affirme après M. Faustin-Hélie, et M. Garraud après M. Pellerin. Mais leurs affirmations ne réussissent pas à nous convaincre complètement. Ne devrait-elle pas plutôt être rapprochée de la contrainte prévue par l'article 64 du Code pénal, de cette *force à laquelle on ne peut résister* ? Admettons cependant le bien-fondé de l'opinion généralement suivie sur ce point. Considérons que le § 1 de l'article 400 exige seulement, comme l'article 1112 du Code civil, une contrainte « de nature à faire impression sur une personne raisonnable, à lui inspirer *la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune* à un mal considérable et présent. » Est-ce que la menace de révélations ou d'imputations diffamatoires présente ces caractères ? Nous nous permettons d'en douter. En général, une mesure de ce genre est susceptible de causer, indirectement à la personne ou à la fortune de sa victime, un mal considérable — incarcéra-

tion ou ruine —, nous le reconnaissons volontiers. Il ne faut pas oublier cependant que, par définition même, le résultat *direct, immédiat* de sa réalisation, c'est, non pas d'infliger à cette victime une souffrance physique, un préjudice pécuniaire, mais bien de porter atteinte à son honneur et à sa considération.

M. Pellerin invoque à l'appui de sa thèse qui réduit à la seule répression de la tentative de chantage la portée de l'art. 400 § 2, l'autorité de la jurisprudence et de la doctrine. L'une et l'autre semblent précisément lui donner tort. Un seul arrêt, avant la promulgation de la loi du 13 mai 1863, assimile le chantage à l'extorsion de l'art. 400 § 1 (1). Ainsi que nous l'avons vu, dans la première partie de cette étude, toutes les autres décisions judiciaires rendues avant cette date considèrent le chantage comme une variété de l'escroquerie. La jurisprudence ne reconnaissait donc pas à la contrainte morale, résultant d'une menace de diffamation, les caractères qui distinguent la contrainte de l'article 400 § 1, caractères qui ne peuvent être établis que par une appréciation toute relative, toute concrète. Ainsi, en réprimant le chantage, le législateur a comblé une lacune, créé un délit entièrement nouveau, prévu une contrainte toute spéciale qu'aucun texte n'avait encore visée. La Commission, d'ailleurs, n'avait pas songé que ce délit pût tomber sous l'application de l'article 400 § 1. Elle ne cite même pas, dans son rapport, le crime d'extorsion de signature parmi les infractions présentant quelques analogies avec le chantage.

Quant à la doctrine, nous n'y avons pas trouvé la

(1) Cassation, 15 janvier 1825 (S. 8, 15).

trace d'une comparaison quelconque entre les §§ 1 et 2 de l'article 400. Les appréciations de M. Faustin-Hélie, dont M. Pellerin tire argument, sont formulées à propos de l'extorsion de signature. Lorsque, dans les éditions plus récentes de son ouvrage précité, l'illustre criminaliste étudie le chantage, il ne tente aucun parallèle entre ces deux infractions. Après avoir analysé le § 1 de l'article 400, il use même de la transition suivante pour passer à l'examen du § 2 : « Nous devons placer ici *une deuxième espèce d'extorsion* » (1). Les mots *une deuxième espèce* méritent de retenir notre attention. Ils signifient évidemment que les manœuvres employées par l'agent n'auront rien de commun avec celles exigées pour la perpétration de *l'autre espèce d'extorsion*, précédemment étudiée. De même M. Garraud, après avoir consacré un chapitre au § 1 de l'article 400, en consacre un autre à son § 2 et le commence en ces termes : « L'article 400 § 2 est relatif à *un autre mode* d'extorsion » (2). Quant à MM. Blanche et Dutruc, ils avaient antérieurement et dans les mêmes circonstances, employés des expressions à peu près semblables : « La seconde disposition de l'article 400 prévoit *un autre mode* d'extorsion » (3).

Ainsi, quoique M. Pellerin affirme le contraire, la doctrine et la jurisprudence sont, et furent toujours d'accord pour considérer que la menace de révélations diffamatoires ne saurait exercer la contrainte dont parle l'article 400 du Code pénal en son premier paragraphe.

(1) *Op. cit.*, p. 394, n° 2131.

(2) *Op. cit.*, t. V, p. 515, n° 2223.

(3) *Op. cit.*, t. VI, p. 62, n° 71.

*
* *

Dans les considérations qui précèdent, nous croyons avoir démontré que le chantage, s'il présente quelques analogies avec d'autres infractions, n'est assimilable à aucune d'elles. Il a des caractères propres qui lui créent une originalité indiscutable. Il était nécessaire, nous semble-t-il, de préciser sa nature spéciale, avant d'étudier les questions accessoires dont nous allons aborder l'examen.

I. — *Récidive.*

De ce que le chantage constitue un délit spécial, il résulte à notre avis, qu'on ne peut, au point de vue de la récidive correctionnelle, le mettre en rapport avec aucun autre délit, même avec un de ceux présentant avec lui les similitudes les plus frappantes, même avec le vol. En effet, l'article 58 du Code pénal est formel : en matière correctionnelle, il considère seulement comme récidiviste l'individu « qui, condamné à un emprisonnement de plus d'une année pour délit, sera dans un délai de cinq ans reconnu coupable *du même délit* ». Or, bien que le législateur considère le chantage comme une variété du vol, on ne peut, suivant nous, assimiler les deux infractions ; ainsi que nous l'avons vu, elles ne sont pas identiques. Pour cette même raison, une condamnation pour chantage ne devrait pas, à notre avis, compter pour la relégation. L'article 4 de la loi du 27 mai 1885 ne prévoit pas en effet cette éventualité. Or

ses termes sont trop précis pour qu'on soit autorisé à y apporter la moindre dérogation (1).

II. — *Prescription.*

Il semble qu'à ce sujet aucune controverse ne soit possible. Le chantage est un délit de droit commun. Nul ne le conteste. Cependant un prévenu a épuisé tous les degrés de juridiction pour faire trancher la question de savoir si, lorsque la diffamation avait eu lieu par la voie de la presse, la courte prescription établie par la loi du 29 juillet 1884 n'était pas applicable en la matière. Aucun doute n'était possible sur le sort du pourvoi formé par lui contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 9 juin 1886. La Cour suprême décida :

« Que cette prescription ne s'applique qu'aux délits de publication prévus par cette loi et qu'elle ne saurait être étendue aux délits de même nature, définis soit par le Code pénal, soit même par les lois spéciales.

« Que le délit de chantage est prévu et puni par l'article 400 § 2 du Code pénal, et que, ainsi, il n'est susceptible d'être couvert que par la prescription de droit commun » (2).

Cette solution n'est pas contestable. Mais il nous faut relever dans ses motifs une légère inexactitude : elle

(1) Cf. Garçon, *La loi des récidivistes*, p. 30.

(2) Ch. cr., 7 janvier 1887 (S. 88, 1, 399). — Cf. aussi Ch. cr., 6 décembre 1888 (cité par Casati, *Code pénal commenté*, sous l'article 400).

semble considérer le chantage comme un délit *de même nature* que la diffamation. Rien n'autorise à faire ce rapprochement. La diffamation est *le moyen* dont use le chantage. Là se bornent leurs rapports.

La Cour de cassation aurait pu aussi indiquer avec plus de précision que les règles spéciales édictées par la loi du 29 juillet 1884, sont applicables seulement *aux délits de presse*, et non à ceux *commis par la voie de la presse*.

III. — *Immunité de l'article 380 du Code pénal.*

L'auteur d'un chantage commis au préjudice d'un parent, dans les limites et conditions déterminées par cette disposition, doit-il bénéficier de l'immunité qu'elle accorde? La question est assez délicate. Nous avons admis que le chantage n'était pas un *vol*. Il semble donc que nous devions, logiquement, refuser à son agent l'immunité dont s'agit. L'article 380, en effet, vise seulement « *les soustractions* », et comme nous l'avons vu, le chantage n'a rien d'une soustraction, si l'on prend ce mot dans son acception légale.

La question a été tranchée par la Cour suprême dans un sens contraire à celui que nous venons d'indiquer. Celle-ci a décidé que cette immunité s'étend « aux actes réprimés par l'article 400 » (1). Son arrêt, il est vrai, ne visait pas le chantage, puisqu'il a été rendu antérieure-

(1) S. 1840, 1, 651, — D. P. 1840, 2, 537. — Cf. également Cassation, 28 avril 1866 (S. 67, 1, 46) encore en matière d'extorsion de signature.

ment à l'introduction dans le Code pénal du § 2 de l'article 400. Il était relatif à une extorsion de signature. Mais celle-ci n'étant pas plus un *vol* que le chantage, il n'en indique pas moins d'une façon très nette quelle serait sur ce point l'opinion de la Cour suprême en ce qui concerne ce dernier délit.

La doctrine ne contredit pas la jurisprudence. MM. Blanche et Dutruc notamment, admettent que l'extorsion de signature, quoique ne devant pas être classée parmi les vols, rentre dans le cas d'immunité prévu par l'article 400 (1). Leur opinion à propos du chantage ne saurait être différente.

M. Garraud estime aussi que l'article 380 est applicable, non seulement *aux soustractions proprement dites*, mais encore à « toutes les atteintes à la propriété comprises dans la section des vols » et, par suite, au chantage. Cette extension, dit-il, dépasse les termes précis de l'article 380, mais elle est imposée, par identité de motifs et autorisée du reste par les déclarations faites au cours des travaux préparatoires du Code. Il extrait de l'exposé des motifs les lignes suivantes, qui confirment son opinion : « Le principe consacré par la loi nouvelle, consiste à rejeter l'action publique et à n'admettre que l'action privée, c'est-à-dire, l'action en dommages-intérêts, à l'égard *de toute espèce de fraude* commise, par les maris au préjudice de leurs femmes, par les femmes au préjudice de leurs maris... » Il cite encore ces phrases du rapport : « Le projet s'occupe ensuite d'un genre de soustraction que la législation de presque tous les pays éclairés a cru devoir affranchir de

(1) *Op. cit.*, t. VI, p. 61, n° 69.

la rigueur des poursuites criminelles : je veux parler des *atteintes à la propriété* qui peuvent se commettre entre époux, ascendants et descendants » (1).

Nous ne croyons pas nous mettre en contradiction avec nous-mêmes en adoptant cette opinion de M. Garraud, généralement admise par la doctrine et consacrée par la jurisprudence. L'intention du législateur n'est pas douteuse. Il n'a pas employé le mot « soustraction » dans le sens étroit qu'il comporte en l'article 379. Il faut lui donner ici sa signification la plus large. Il est impossible, d'ailleurs, d'expliquer pourquoi les rédacteurs du Code auraient limité le bénéfice de l'immunité à une seule espèce de délit contre la propriété. Les raisons qui militent en sa faveur ne sont-elles pas les mêmes pour toutes les infractions de cette nature ? Enfin, il importe de rappeler que l'article 400, figure sous la rubrique des « vols » bien qu'il n'en vise pas un.

IV. — *Exercice des poursuites.*

Aucune disposition légale ne subordonne, en matière de chantage, la mise en mouvement de l'action publique à une plainte de la partie lésée. Le ministère public peut donc agir d'office. « Il faut, en effet, pour que l'action publique soit arrêtée par l'intérêt individuel un texte précis et formel » (2). Nous ne trouvons, en la matière, aucun texte de ce genre.

Cette solution est à l'abri de toute critique. Cependant

(1) *Op. cit.*, t. V, p. 415, note 5.

(2) Blanche et Dutruc, *op. cit.*, t. VI, p. 68, n° 74.

elle n'a pas été admise sans hésitation par certains criminalistes. MM. Chauveau, Faustin-Hélie et Villey, notamment, remarquent « dans la loi, un mot qui peut faire naître des doutes » (1). C'est le mot *diffamatoire*. Aux termes de l'article 60 de la loi du 29 juillet 1881, la diffamation ne peut être poursuivie que sur la plainte de la partie lésée. Dans ces conditions, MM. Chauveau, Faustin-Hélie et Villey se demandent « comment les révélations ou imputations diffamatoires seraient poursuivies sans cette plainte? » Une remarque s'impose : dans le chantage, ce n'est pas la *révélation diffamatoire* qui est poursuivie, c'est la *menace* de cette révélation faite dans un but d'extorsion. La diffamation ici n'est pas constitutive du délit; elle en est l'instrument. Dès lors les règles qui lui sont propres, en tant que délit, ne sont pas applicables en la matière.

L'intention du législateur est d'ailleurs très clairement exprimée dans la réplique adressée par M. Cordoën, commissaire du gouvernement, aux objections de M. Jules Favre : « On prétend, dit-il, que ce sera achever de déshonorer la victime que d'introduire une action contre celui qui se serait rendu coupable de pareilles extorsions... Est-ce que la loi prend le soin de ménager les victimes d'un crime ou d'un délit? Est-ce que la loi ne doit pas avoir un but plus élevé et des aspects plus généraux? Est-ce que celui qui a été victime d'un vol commis à son préjudice dans une maison de débauche peut arrêter l'action de la justice, parce que la publicité viendra révéler l'indignité de sa conduite (2)?... »

(1) Chauveau, Faustin-Hélie et Villey, *op. cit.*, t. V, p. 308, n° 2.132.

(2) *Moniteur* du 11 avril 1863.

Ces mots ne doivent laisser subsister aucun doute : les auteurs de la loi n'ont jamais entendu subordonner l'exercice de l'action publique à une plainte de la partie lésée.

Nous reconnaissons du reste que le rôle du ministère public sera, dans ce cas, des plus difficiles et qu'il exigera « autant de prudence que de sagacité ».

La circulaire du 30 mai 1863 contient à ce sujet des observations pleines de sagesse : « Le ministère public, dit le Garde des Sceaux, doit se faire un devoir d'apporter dans une matière aussi délicate une réserve et des ménagements tout particuliers. Il faut éviter qu'une intervention irréfléchie vienne précipiter des révélations qu'il importerait de prévenir plus encore que de réprimer. L'intérêt privé peut avoir tout à perdre et la morale publique n'a peut-être rien à gagner à l'éclat d'un scandale prémédité ».

La jurisprudence sur ce point confirme notre opinion (1).

V. — *Amnistie.*

Même s'il est commis par la voie de la presse, un chantage n'est jamais un délit de presse. Il ne peut donc être compris dans une loi d'amnistie qui s'appliquerait exclusivement à ce genre d'infractions (2).

(1) Cassation, 28 juillet 1888, cité par Casati, *op. cit.*, p. 179.

(2) Cassation 6 février 1890 (*B. cr.*, no 25).

VI. — *Peines.*

Les seules peines qui doivent être appliquées à l'auteur d'un chantage sont celles portées en l'article 400 § 2, c'est-à-dire, un emprisonnement d'un an à cinq ans et une amende de 50 francs à 3.000 francs. La spécialité de ce délit exclut la possibilité d'infliger à celui qui s'en rend coupable les pénalités propres à une infraction similaire. La Cour suprême a cependant eu à statuer sur un pourvoi tiré de ce que les juges du fait avaient ajouté aux peines indiquées par la loi du 13 mai 1863 celle de l'interdiction de séjour. Elle a décidé :

« Que, pour appliquer cette peine, l'arrêt attaqué s'est fondé sur la disposition du § 3 de l'article 401 du Code pénal, mais que cette disposition écrite pour le délit de vol ne saurait être étendue au délit d'extorsion de fonds à l'aide de la menace de révélations ou d'imputations diffamatoires ; que, en effet, ce dernier délit diffère du vol, en ce qu'il exclut toute idée de soustraction et même ne se consomme qu'avec le consentement de la personne qui en est victime » (1). Elle a donc accueilli le pourvoi.

Cet arrêt aboutit à une conclusion défiant toute critique. Comme le remarque une note figurant sous cette décision, dans le répertoire de M. Sirey, le § 3 de l'article 401 « se réfère pour la détermination de son domaine au § 1 du même article ». Or, ce dernier paragraphe commence par ces mots : « les autres vols ». Il ne vise donc

(1) Ch. cr., 2 mai 1901 (S. 1904, 1, 68).

pas les infractions prévues dans les dispositions précédentes ni par suite le chantage, mais seulement *d'autres* infractions que le législateur, à tort ou à raison, considère comme étant de même nature.

VII. — *Complicité.*

Les règles du droit commun sont seules applicables.

CHAPITRE III

Nullité des obligations résultant d'un chantage.

Admettons que l'agent ait consommé le délit, qu'il ait obtenu soit la remise de fonds ou valeurs, soit l'une des pièces énumérées en l'article 400 § 1. du Code pénal. Quelle sera, au point de vue civil la valeur juridique du paiement que la victime aura effectué dans ces conditions, des obligations qu'elle aura ainsi contractées? Après avoir donné au délinquant les satisfactions qu'il exigeait, il se peut qu'elle regrette sa faiblesse, et juge le scandale des révélations diffamatoires moins préjudiciable à ses intérêts que les sacrifices pécuniaires auxquelles elle a consenti. Pourra-t-elle dans ce cas se soustraire aux conséquences des engagements qu'elle a pris, rentrer en possession des sommes qu'elle a déboursées? Dans quelles conditions et pour quelles raisons le pourra-t-elle? Telles sont les questions que nous avons à examiner dans ce chapitre.

Une distinction s'impose d'abord entre les cas où le maître-chanteur a extorqué un écrit contenant obligation ou disposition, ceux où il s'est fait remettre des fonds ou valeurs et ceux où il a obtenu une décharge.

I. — *Remise d'écrits contenant obligation ou disposition.*

Par écrits emportant obligation, la loi entend vraisemblablement désigner ceux revêtant l'aspect d'un contrat à titre onéreux et par écrits emportant disposition ceux empruntant les apparences d'un contrat à titre gratuit.

Il nous semble que ces obligations sont inexistantes par application des articles 1108 et 1131 du Code civil.

A notre avis, elles n'ont pas de cause licite.

Nous n'avons pas ici la prétention d'élucider la question si controversée de la cause, « cette théorie si vague et au fond si inexacte que l'on ne doit pas s'étonner que les plaideurs l'invoquent à tort et à travers » (1). Mais puisqu'il nous faut étudier une obligation, que nous estimons *nulle pour défaut de cause licite*, nous devons, pour légitimer notre opinion, préciser ce que nous entendons par ce mot de *cause*.

Domat nous dit, dans ses *Lois civiles*, quel sens il avait dans l'ancien droit. Il explique d'abord que les relations des hommes produisent quatre espèces de conventions : « Ceux qui traitent ensemble ou se donnent réciproquement une chose (do ut des) comme dans une vente et une échange : ou font quelque chose l'un pour l'autre (facio ut facias) comme s'ils se chargent de l'affaire l'un de l'autre; ou bien l'un fait et l'autre

(1) Laurent, *Principes de droit civil français*, 3^e édition, t. XVI, p. 161.

donne (facio ut des, do ut facias) comme lorsqu'un mercenaire donne son travail pour un certain prix ». Ces trois espèces comprennent en somme tous les contrats synallagmatiques. Dans ceux-ci, prétend Domat, « *l'engagement de l'un est le fondement de celui de l'autre* ». Puis il examine les conventions où « un seul paraît obligé ». Il ajoute, à ce propos : dans celles-ci « comme dans le prêt d'argent, l'obligation de celui qui emprunte a été précédée de la part de l'autre, de ce qu'il devait donner pour former la convention. Ainsi l'obligation qui se forme dans ces sortes de conventions au profit de l'un des contractants, *a toujours sa cause de la part de l'autre*, et l'obligation serait nulle, si, dans la vérité elle était sans cause. Dans les donations..., l'engagement de celui qui donne a son fondement sur quelque motif raisonnable et juste, comme un service rendu, ou quelque autre mérite du donataire, ou le seul plaisir de faire du bien. *Et ce motif tient lieu de cause*, de la part de celui qui reçoit et ne donne rien » (1).

☞ Pothier n'a fait que reproduire les idées de son devancier. « Dans les contrats intéressés, la cause de l'engagement de l'une des parties est ce que l'autre partie *lui donne* ou s'engage à lui donner... Dans les contrats de bienfaisance, la libéralité que l'une des parties veut exercer envers l'autre est une cause suffisante de l'engagement » (2).

Le Code civil s'est manifestement inspiré de ces idées. Bigot-Préameneu disait : « La cause est dans l'intérêt réciproque des parties ou dans la bienfaisance de l'une

(1) *Lois civiles*, liv. I, titre I, p. 20, n^{os} 5 et 6.

(2) *Obligations*, n^o 22.

d'elles » (1). Depuis sa promulgation, l'article 1131 a provoqué des commentaires innombrables. Ainsi que le remarque M. Planiol, la question n'en est pas devenue plus claire. On s'est notamment efforcé de trouver de la cause une définition générale. Toullier prétend que par ce terme le Code entend « *le pourquoi l'obligation a été faite* ». Il est ainsi amené à distinguer entre le motif *déterminant* qui seul est une condition essentielle pour l'existence de l'obligation, et le motif *impulsif ou accéssoire*, qui demeure sans influence sur sa formation (2). Demante fait la même distinction (3). Demolombe voit dans la cause des articles 1108 et 1131 « celle qui *détermine essentiellement* la partie à s'obliger et qui est le but direct et immédiat que cette partie se propose d'atteindre en s'obligeant » (4). En un mot, dit-il, c'est la cause finale de l'obligation elle-même. MM. Aubry et Rau estiment « que le droit français exige, comme condition de la forme obligatoire de toute promesse et par conséquent de toute convention, que l'auteur de la promesse ait été déterminé à s'engager par un *motif juridiquement* suffisant ». Suivant eux, ce motif c'est la cause de l'obligation (5).

En somme, aucune de ces définitions n'est complètement satisfaisante. Quel critère par exemple convient-il d'adopter pour distinguer « le motif *déterminant* du

(1) Locré, *op. cit.*, t. VI, p. 152.

(2) *Dr. civ. franç.*, t. VI, n^{os} 166 et 168.

(3) *Cours analytique du Code Napoléon*, continué par Colmet de Santerre, t. V, p. 57, n^o 46.

(4) *Traité des ob.*, t. XXIV, p. 329, n^o 345.

(5) *Cours de dr. civ. fr. d'après la méthode de Zachariæ*, 4^e édition, t. IV, n^o 345, p. 320.

motif *impulsif*, et pour préciser la raison qui a « déterminé *essentiellement* la partie à s'obliger? » Que faut-il entendre par « motif juridiquement suffisant? » Dire que la *cause*, c'est la *cause finale* n'est-ce pas formuler un axiome dénué de signification?

M. Planiol n'est pas étonné de l'échec réservé à tant d'efforts. Il est dû, suivant lui à la multiplicité des notions comprises sous le nom de cause. « À ce qui est hétérogène, il est impossible de donner une définition unique » (1). Il est d'avis que les seules explications claires sont encore aujourd'hui celles qu'avait fournies Domat. Ces explications peuvent être ainsi résumées :

1° Dans les contrats synallagmatiques la cause de l'obligation de chacune des parties est l'obligation de l'autre ;

2° Dans les contrats réels c'est la *prestation effectuée* ;

3° Dans les contrats à titre gratuit, c'est l'intention libérale.

De ces principes, il résulte que, en général, il ne faut pas confondre la *cause* et le *motif* (2). La cause est toujours la même dans les contrats de même nature. Dans les contrats unilatéraux, c'est le fait qui donne naissance à la convention, la remise de la *res* ; dans les contrats bilatéraux, c'est l'obligation réciproque de chaque partie. Le motif au contraire, varie à l'infini.

La cause d'un prêt par exemple, sera toujours la remise des fonds effectuée par le prêteur. Ses motifs pourront être très divers. Vous empruntez soit pour payer une dette préexistante, soit pour faire un achat

(1) *Traité élém. de dr. civ.*, 3^e édition, t. II, p. 348, n° 1037.

(2) Exception faite pour les contrats de bienfaisance.

avantageux, soit pour toute autre raison. En un mot, les motifs différent, la cause est identique.

L'idée de *cause*, si vivement combattue de nos jours, a trouvé l'un de ses premiers adversaires en la personne de M. Laurent. Celui-ci d'ailleurs semble avoir été précédé dans cette voie par M. Antoine Ernst. Il déclare, en effet, reproduire, en cette matière, l'enseignement que « ce maître chéri a donné à l'Université de Liège » (1).

De la doctrine de Domat, M. Laurent tire cette grave conséquence : « Dans les contrats à titre onéreux, la cause se confond avec l'objet c'est-à-dire avec la chose que l'une des parties s'oblige à donner ou à faire ». Il justifie ainsi cette opinion :

« Pour les contrats bilatéraux, cela est admis par tout le monde. Nous venons de dire quelle est la cause de l'obligation contractée par l'acheteur : c'est la chose que le vendeur s'oblige à lui donner. Et quelle est la cause de l'obligation contractée par le vendeur ? Il s'oblige à transférer la propriété de la chose pour recevoir le prix que l'acheteur s'oblige à lui payer. Donc, la chose promise par l'acheteur est la cause de l'obligation du vendeur, et la chose promise par le vendeur est la cause de l'obligation de l'acheteur. Ce qui est vrai de la vente est vrai de tous les contrats bilatéraux.

« Dans les contrats unilatéraux, la cause de l'obligation du débiteur est la chose ou le fait qui est presté par l'autre partie et qui donne naissance au contrat ; en ce sens, c'est aussi l'objet du contrat qui en forme la cause. Pourquoi l'emprunteur s'oblige-t-il à restituer la chose

(1) *Op. cit.*, t. XVI, p. 151, note 1.

qu'il a empruntée? Parce qu'il l'a reçue à titre de prêt; s'il n'avait rien reçu, certes il ne serait pas tenu à rendre quoi que ce soit; son obligation de rendre a donc sa cause dans la remise que le prêteur lui en a faite avec faculté de s'en servir. Le prêt se forme par la remise de la chose et en même temps prend naissance l'obligation de rendre la chose empruntée; en ce sens, objet et cause se confondent. Telle est aussi la doctrine de Domat, il ne fait aucune différence entre la cause dans les contrats synallagmatiques et la cause dans les contrats unilatéraux : c'est la promesse ou le fait qui constitue la cause, donc la chose promise ou faite » (1).

Quant aux contrats à titre gratuit, leur cause se confondrait non avec l'objet, mais avec la volonté du donateur.

M. Laurent conclut : « La théorie du Code sur la cause n'est pas juridique. Si la cause se confond avec l'objet, la loi a tort de distinguer la cause de l'objet et d'en faire une condition essentielle pour la validité des conventions » (2).

Cette conclusion nous paraît logique et nous sommes bien près de penser, avec M. Planiol, que la théorie de la cause a un double défaut : 1° être fausse ; 2° être inutile.

Avec lui également, nous considérons comme « historiquement vrais et logiquement exacts » les principes posés par M. Laurent.

Il nous reste à les appliquer aux obligations souscrites à la suite d'un chantage.

(1) *Op. cit.*, t. XVI, p. 149, n° 110.

(2) *Op. cit.*, t. XVI, p. 150, n° 111.

Elles peuvent revêtir les formes suivantes :

a) *Contrats onéreux.*

Nous jugeons inutile d'établir une distinction entre les contrats synallagmatiques et les contrats unilatéraux. Nous avons vu, en effet, que les mêmes règles s'appliquaient, en ce qui concerne *la cause*, à ces deux espèces de contrats.

Le chanteur, évidemment, aura soin de donner une cause apparente à la prétendue obligation souscrite à son profit. Elle résultera soi-disant d'un prêt, d'une vente, d'un dépôt, ou de toute autre convention licite.

Peut-on dire cependant qu'elle sera nulle pour *fausse cause*? Nous ne le croyons pas. Par *fausse cause*, l'article 1131 entend sans nul doute une cause au sujet de laquelle la personne qui contracte a commis une erreur : par exemple, je crois vous devoir 1.000 francs pour prix de marchandises que vous m'avez livrées. Je vous signe un billet, dans lequel je me reconnais débiteur de cette somme d'argent « valeur reçue en marchandises. » Puis j'apprends que cette dette a été éteinte par suite du paiement effectué, à mon insu, par mon caissier. Le billet que je vous ai souscrit dans ces conditions sera nul à raison de la fausseté de sa *cause*. Celle-ci, en effet, était *erronée*. Dans le cas qui nous occupe, la situation est différente. En souscrivant au maître-chanteur une obligation pour prêt, je savais parfaitement que celui-ci ne m'avait jamais rien prêté. Je ne me trompais pas moi-même, je n'étais pas trompé par lui. La cause indiquée n'était pas erronée : elle était simulée. Or l'article 1132 admettant qu'une convention est valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée,

on ne saurait soutenir qu'une obligation ne l'est point par ce fait seul que la cause a été simulée. La *simulation* n'entraîne pas nécessairement la nullité de l'acte obligatoire. Celui-ci produit tous ses effets, si le créancier réussit à prouver que derrière la cause apparente existe une cause véritable et non illicite.

Ainsi un billet causé valeur reçue en marchandises sera parfaitement valable, bien que, en fait, l'obligation qu'il constate soit la conséquence d'un prêt.

Mais, si l'obligation est le résultat d'un chantage, cette cause cachée est illicite.

Remarquons d'abord que, même au cas où elle emprunte la forme d'un contrat unilatéral, d'un prêt par exemple, la convention, dans la réalité sera toujours synallagmatique : le délinquant et la victime s'obligent réciproquement l'un envers l'autre, le premier à donner la satisfaction qu'on exige de lui, le second à ne pas faire quelque chose. L'objet véritable, la cause exacte de l'obligation souscrite par la personne menacée, c'est donc l'engagement pris par le chanteur de ne pas divulguer les faits diffamatoires. Or, dans certains cas, cet engagement aboutit à assurer l'impunité d'un délit (lorsque la révélation aurait porté sur une infraction à la loi pénale réellement commise), dans les autres, il constitue la promesse de ne pas en commettre un (lorsque la révélation réunirait si elle était faite les éléments d'une dénonciation calomnieuse ou d'une diffamation punissable). Toujours, en un mot, il est contraire aux bonnes mœurs ; l'obligation réciproque qu'il aura engendrée ne devra donc jamais produire aucun effet ; elle aura une cause illicite.

M. Bufnoir semble même aller plus loin dans cette

voie. Pour lui une obligation de ce genre serait *sans cause*. Voici ce qu'il dit à ce sujet :

« La difficulté est de trouver une obligation sans cause. Comment supposer qu'il n'y ait pas un pourquoi à l'obligation. Qu'on se soit trompé sur ce pourquoi, c'est possible, mais comment supposer qu'on se soit obligé sans but ? Supposez cependant, que dans une des hypothèses que prévoit l'article 400 du Code pénal, on ait imposé à une personne attirée dans un guet-apens, ou qu'on lui ait extorqué par l'effet d'un chantage la souscription d'un billet, cette obligation a une cause apparente, simulée ; mais en réalité elle n'a pas de cause » (1).

Nous n'admettons pas cette manière de voir dans le cas où l'obligation ainsi extorquée semblera résulter d'un contrat à titre onéreux. Nous avons essayé de démontrer pourquoi. D'ailleurs, pratiquement, cette divergence d'opinions n'a aucune importance. Qu'il n'y ait pas de cause, qu'il y cause illicite, la solution est toujours la même : l'obligation est inexistante.

b) *Contrats de bienfaisance*. — Dans cette hypothèse, nous sommes parfaitement d'accord avec M. Bufnoir.

Généralement, pour ne pas dire toujours, cette obligation dérivera d'une donation. En effet, un maître-chanteur ne sera pas assez naïf pour exiger de sa victime un avantage résultant d'une disposition testamentaire, essentiellement révocable. Avec Laurent, avec M. Planiol, nous avons admis que, dans une donation, la cause ne se confond plus avec l'objet, mais avec l'*intention libérale* du donateur. Chez la victime d'un chan-

(1) Bufnoir, *Propriété et Contrat*, p. 535.

tage, cette intention n'existera jamais, est-il besoin de le remarquer. La donation par lui consentie sera donc sans cause.

Les deux hypothèses que nous venons d'examiner séparément, appellent une observation générale qui leur est commune :

L'obligation extorquée par un chanteur ne peut-elle être considérée comme nulle pour une raison différente de celles que nous avons précédemment étudiées ? Les manœuvres frauduleuses employées par l'agent ne constituent-elles pas une violence de nature à vicier le consentement ? Nous avons déjà indiqué notre opinion à ce sujet. Nous ne sommes pas bien certains que la contrainte exercée par la menace de révélations diffamatoires réponde, dans tous les cas, à la définition de la violence donnée par l'article 1112 du Code civil (1). Même, si on l'admet, il y a néanmoins un intérêt capital à reconnaître que la nullité peut avoir un autre fondement. « Car le caractère de la nullité est bien différent suivant que celle-ci se fonde, non plus sur le dol ou la violence, mais sur le défaut de cause. Au cas de défaut de cause (et de cause illicite), il y a plus que simple annulabilité, il y a inexistence » (2).

Les conséquences pratiques de cette inexistence sont considérables. Jaubert, le rapporteur du Tribunal, a très nettement établi le principe qui régit la matière : « Il était impossible, dit-il, de ne pas conserver l'ancienne distinction entre les actes *faususement qualifiés de contrats*, qui ne produisent jamais d'action et les contrats

(1) Cf. *supra*, p. 122.

(2) Bufnoir, *op. et loc. cit.*

qui ont contenu une obligation, et conséquemment le principe d'une action, laquelle action peut seulement être repoussée par une exception. Lorsqu'il s'agit d'un engagement contracté *sans objet ou sans cause ou pour une cause illicite*, il est tout simple que celui qui a souscrit l'engagement n'ait pas besoin de recourir à la justice pour se faire dégager, ou que, du moins à quelque époque qu'il soit poursuivi, il soit toujours admis à répondre *qu'il n'y a pas d'obligation* » (1).

Si nous adaptons ce principe aux prétendues obligations résultant d'un chantage, nous constaterons, entre autres corollaires intéressants, que la prescription de l'article 1304 du Code civil ne leur est pas applicable et qu'elles ne sont susceptibles d'aucune confirmation. On ne peut confirmer le néant. Jaubert, d'ailleurs, a précisé ce point en termes formels : « On ne peut confirmer que ce qui a existé, quoique manquant de force par quelque vice. De là, il résulte qu'on ne peut, en aucune manière, confirmer de prétendues conventions dont la loi n'a jamais reconnu l'existence » (2).

II. — *Remise de fonds ou valeurs.*

Dans cette hypothèse, nous supposons que la victime du chantage a exécuté l'obligation par elle contractée, ou que l'agent a exigé et obtenu non la remise d'un des écrits énumérés en l'article 400 § 1, mais celle de fonds ou valeurs.

(1) Locré, *Législation civile*, t. VI, p. 219.

(2) Locré, *op. cit.*, p. 231.

Celui-ci pourra-t-il être actionné en répétition de l'indû? Nous croyons devoir répondre à cette question par l'affirmative.

Cette remise de fonds est, suivant nous, un véritable paiement. Or, aux termes de l'article 1235 du Code civil, « tout paiement suppose une dette ». En l'espèce, il n'y a pas de dette, ainsi que nous pensons l'avoir démontré, puisque l'obligation de la victime n'avait pas de cause licite.

Malgré son apparente logique, cette solution a besoin d'être justifiée.

Les auteurs, en général, et M. Planiol en particulier, établissent sur ce point une distinction entre les cas où il y a « absence complète d'obligation » et ceux où « l'obligation est illicite » (1).

Remarquons d'abord que ces termes employés par M. Planiol sont impropres en la circonstance. Quand une obligation est *illicite* il y a « *absence complète d'obligation* ». Cette impropriété est d'autant plus fâcheuse qu'elle peut amener une confusion et créer un doute sur le sens et la portée des règles posées par cet auteur.

Celui-ci estime que l'absence d'obligation ne suffit pas pour autoriser la répétition de l'indû. « Il faut, dit-il, que le paiement ait été fait par erreur. Cette condition est traditionnelle; elle est exprimée dans l'article 1377 et sous-entendue dans les articles 1235 et 1376 ». Si l'on acceptait sans contrôle cette affirmation, il faudrait admettre que les contrats à titre gratuit résultant d'un chantage ne donnent pas lieu, lorsqu'ils ont été exécutés, à l'action en répétition de l'indû. En effet, on ne peut en

(1) Planiol, *op. cit.*, t. II, p. 272, n° 838 et p. 275, n° 845.

l'espèce prétendre d'une façon générale que la victime a payé *par erreur*. C'est possible dans certains cas, en ce sens qu'elle a pu croire à la validité de l'acte obligatoire signé par elle. Mais, souvent, elle payera, bien qu'elle n'ignore pas la nullité radicale de cet acte. Faudrait-il donc accorder ou refuser l'action suivant que le débiteur a cru ou non à la valeur juridique du titre qui constate son engagement? Il y aurait là une question psychologique bien délicate à élucider. Non, nous ne croyons pas que M. Planiol, en écrivant les lignes sus-relatées, ait envisagé le cas où le débiteur exécute une obligation inexistante par défaut de cause légale. Par les termes « absence complète d'obligation », il a voulu viser certaines hypothèses spéciales qu'il a d'ailleurs précisées, celles où le prétendu débiteur a payé au prétendu créancier une dette annulable, ou résultant d'une obligation naturelle, ou basée sur un titre faux ou bien encore celles où le paiement a été fait à une personne autre que le créancier ou par une personne autre que le débiteur.

Suivant nous, l'action en répétition de l'indû appartient à la victime d'un chantage par application de ce principe très simple que nous avons eu déjà l'occasion d'énoncer : la confirmation d'une obligation inexistante ne se conçoit pas. Cette obligation est *sans effet*. Ce serait lui en donner un que de maintenir le paiement. Sous le titre de *question spéciale*, M. Planiol lui-même le reconnaît à propos des obligations illicites; il ne peut avoir une opinion différente relativement aux obligations sans cause (1).

MM. Aubry et Rau adoptent la même solution que

(1) *Op. cit.*, t. II, p. 275, n° 846.

nous, mais pour une autre raison. Après avoir établi que le paiement, pour que la répétition soit possible a dû être fait : 1^o par erreur, 2^o indûment (1), ils déclarent que le demandeur en répétition doit en règle générale établir l'existence de l'erreur de fait ou de droit, qui l'a empêché de faire valoir l'exception péremptoire au moyen de laquelle il eût pu refuser le paiement par lui effectué. Cette règle, toutefois, ne saurait être admise d'une manière rigoureusement absolue ; et il convient, pour l'appliquer sainement, de faire les distinctions suivantes :

« Lorsque l'exception péremptoire, qu'eût pu invoquer le demandeur en répétition de l'indû, est de nature à faire disparaître toute cause juridiquement suffisante de paiement, l'erreur de fait doit se présumer... » (2).

Ce système nous paraît quelque peu arbitraire.

D'ailleurs ainsi que le remarque M. Laurent, l'article 1235 ne spécifie pas que le paiement doit avoir été fait par erreur. On a peut-être tort de faire abstraction aussi souvent de ces termes très larges, pour raisonner exclusivement en cette matière, sur les expressions plus spéciales de l'article 1377.

Dans les hypothèses où il faut considérer comme illícite la cause des obligations souscrites au profit d'un maître-chanteur (contrats à titres onéreux), la répétition sera-t-elle possible ? Ici encore, nous répondons oui, sans hésiter. Cependant la doctrine et la jurisprudence ont longtemps admis une distinction qu'il importe de signaler. Si la cause de l'obligation n'est illicite que de la part

(1) *Op. cit.*, t. IV, p. 728 et 729 *passim*.

(2) *Op. cit.*, t. IV, p. 730.

du créancier, tout le monde est d'accord pour reconnaître au débiteur un droit à la répétition. Mais si la cause est illicite du côté des deux parties à la fois, on estime généralement que la solution contraire s'impose (1). On cite à l'appui de cette dernière opinion le principe du droit romain : « Ubi et dantis et accipientis turpitudine versatur, non posse repeti dicimus » (2). On prétend que celui qui agit en justice ne peut invoquer sa propre turpitude. On remarque que, ici, l'action en répétition n'est plus la « *condictio indebiti* », mais la « *condictio ob turpem causam* ». Raisonner de cette manière, c'est oublier que nous ne sommes plus régis par la loi romaine. Le siège de la matière est dans les articles 1131 et 1133. Or leurs termes sont des plus généraux. Ils ne distinguent pas. Dans tous les cas, ils refusent tout effet à l'obligation sur cause illicite. Ne serait-ce pas lui en donner un très important que de s'opposer à la répétition ?

La jurisprudence a subi bien des fluctuations sur ce point (3).

Aujourd'hui, elle semble vouloir supprimer une distinction spécieuse, qui n'a jamais figuré dans le Code civil. Elle accorde l'action en répétition dans tous les

(1) Merlin, *Rép.*, v^o *Cause des obligations*, § 1, n^o 2. — Toulhier, *Dr. civ. fr.*, t. VI, 126. — Larombière, *Th. et prat. des obl.*, t. I, art. 1133, n^o 10. — Pont, *Des petits contrats*, I, 663. — Aubry et Rau, *op. cit.*, t. IV, p. 739, ssq.

(2) *Dig.*, l. XII, t. V, l. 1, § 3, *de cond. ob turp. caus.*

(3) Cf. en faveur de notre opinion, Limoges, 16 avril 1845 (D. P. 46, 2, 191), — Caen, 20 mars 1849 (D. P. 50, 2, 184), — Toulouse, 21 juillet 1870 (D. P. 73, 2, 66). — En sens contraire : Paris, 23 juillet et 24 août 1853 (D. P. 53, 2, 450) ; 4 février 1854 (D. P. 54, 2, 149), — Cassation, 15 décembre 1873 (D. P. 74, 1, 222).

cas (1). Avec M. Planiol, nous approuvons cette solution, conforme aux idées très juridiques émises sur ce point par MM. Demolombe et Laurent.

Nous ne croyons pas devoir développer plus longuement les arguments invoqués dans un sens ou dans l'autre. Car dans les cas qui nous intéressent, c'est-à-dire en matière de chantage, la cause nous paraît illicite seulement de la part du créancier. Or, aucune discussion ne s'est jamais élevée sur ce point ; la répétition a toujours été unanimement admise.

III. — *Remise d'un écrit contenant décharge.*

Un tel écrit n'est qu'un *instrumentum* constatant une libération. Si cette libération n'a pas eu lieu et que la victime du maître-chanteur puisse le prouver, cet *instrumentum* perdra toute valeur. Il faut remarquer d'ailleurs que cette preuve de non libération sera le plus souvent très difficile sinon impossible à rapporter.

(1) Cassation, 11 février 1884 (D. P. 85, 1, 99, — S. 84, 1, 265); 21 janvier 1887 (D. 87, 1, 465, — S. 87, 1, 224).

CHAPITRE IV

Législation étrangère.

La plupart des législations étrangères considèrent le chantage comme un délit. Mais dans aucune, cette infraction ne présente exactement les mêmes caractères que dans notre droit pénal. Examinons les règles admises en cette matière dans chaque pays. Nous y trouverons peut-être certaines particularités susceptibles de nous mettre sur la voie d'une réforme utile.

ALLEMAGNE

Le Code pénal allemand, dans ses articles 253 et suivants réprime *l'extorsion* en général sans établir les mêmes distinctions que la loi française. Son article 253 permet d'atteindre le chantage; car il punit d'un emprisonnement d'un mois au moins : « Quiconque pour se procurer sans droit un *profit pécuniaire*, oblige un autre par violence ou par *menaces* à faire ou à ne pas faire quelque chose ».

Ses termes sont beaucoup plus compréhensifs que ceux de notre Code, les expressions « faire ou à ne pas faire » remplaçant avec avantage, suivant nous, l'énumération de l'article 400 § 1 et 2 sans être cependant trop larges puisqu'ils sont corrigés par ces mots « dans

le but de procurer sans droit un profit ». Mais pourquoi exiger que ce profit soit *pécuniaire*?

ANGLETERRE

Ici encore, le chantage ne fait pas l'objet d'une disposition particulière.

Cependant la loi prévoit le cas où l'auteur d'une menace écrite, faite pour inspirer à celui qui la reçoit la crainte de se voir accusé d'un crime, obtient de sa victime un *objet de valeur* (St., 24 et 25, Vict., c. 96, sect. 46) et aussi l'hypothèse où, à l'aide de violences ou *menaces*, on exige d'autrui un *objet de valeur*, avec l'intention de se l'approprier frauduleusement (*ibid.*, sect. 45).

Ces deux dispositions ne contiennent-elles pas la plupart des variétés de chantage?

Il est à noter que par « *objet de valeur* » (*valuable thing*) la loi anglaise entend n'importe quelle espèce de biens ou de titres. Il serait à souhaiter que les termes de la loi française fussent aussi larges sur ce point.

AUTRICHE-HONGRIE

A) AUTRICHE. — Au terme de l'article 98 du Code pénal, se rend coupable d'extorsion (« *öffentliche Gewaltthätigkeit durch Erpressung* ») : 1° celui qui use de violence matérielle pour contraindre une personne à faire, à souffrir ou à ne pas faire une chose; 2° celui qui, directement ou indirectement, par écrit ou de vive voix ou de quelque autre façon, en donnant ou en cachant son nom, menace une personne de porter atteinte à son

corps, à sa liberté, à *son honneur* ou à sa propriété, dans le but de la contraindre à faire, à souffrir ou à ne pas faire une chose, lorsque la menace, eu égard aux circonstances et à la situation propre de la personne visée, est de nature à lui inspirer une crainte fondée, sans qu'il y ait à distinguer si le dit préjudice doit frapper la personne menacée elle-même, sa famille ou ses proches, ou quelque autre individu placé sous sa protection, ou si la menace ou non a été suivie d'effet. »

Cette disposition réprime toutes les violences possibles, physiques ou morales.

Son deuxième paragraphe permet d'atteindre le chantage, puisqu'il prévoit la menace de porter atteinte à *l'honneur*. Il précise certains points plus formellement que notre article 400 § 2. Il indique en effet de façon très nette :

1° Que la menace peut être directe ou indirecte ;

2° Que l'agent peut « cacher ou taire son nom » ;

3° Que la menace ne doit pas nécessairement être adressée à la personne visée dans la révélation. Toutes ces solutions sont contenues implicitement dans la loi française. Il serait préférable qu'elles y fussent aussi explicitement exprimées.

Au fond, les deux législations présentent plusieurs différences capitales :

1° Le but poursuivi par l'agent est défini dans les termes les plus larges par le Code autrichien. Il ne s'agit plus de contraindre la victime à la remise de certaines choses déterminées, mais *à faire, à souffrir, ou à ne pas faire une chose*. Cette disposition nous semble un peu trop compréhensive. Elle permet en effet de punir l'auteur de la menace, même lorsqu'il ne recherche pas,

pour soi ou pour autrui, un avantage illégitime, par exemple le créancier qui, au moyen de cette menace, poursuit le recouvrement de la créance;

2° Il ne suffit pas, pour que le délit soit constitué, de la réunion des deux éléments requis par le droit français : menace de révélations diffamatoires et but de cupidité illégitime. Il faut en outre que la menace soit susceptible d'inspirer à celui qui la reçoit une *crainte fondée*. Ainsi la plus grande latitude d'appréciation est laissée au juge du fait, qui n'a pas seulement à constater l'existence *objective* du délit résultant de la réunion de ses caractères essentiels, mais, encore son existence *subjective*, dérivant de la personnalité de l'agent et de la victime. Par suite, les Tribunaux ont, pour établir leur décision, à tenir compte d'éléments extrinsèques à l'acte incriminé : Celui-ci est ou non punissable suivant les circonstances dans lesquelles il a été commis. X... sera déclaré coupable s'il a menacé Y... Il ne le sera pas s'il s'est adressé à Z... L'indignité de l'un servira d'excuse absolutoire à l'autre.

Nous n'admettons pas cette théorie. Le mobile qui inspire l'auteur de la menace, l'immoralité de celui qui la reçoit peuvent au besoin atténuer la culpabilité. Ils ne doivent pas, suivant nous, l'effacer. Quels que soient les acteurs, quelles que soient les circonstances, l'acte en lui-même doit être puni.

La peine est de six mois à un an de travaux forcés (art. 100).

B) HONGRIE. — Le Code pénal hongrois de 1878, dans son article 351 punit quiconque « pour se procurer ou pour procurer à autrui un avantage pécuniaire, menace

une personne de publier par la voie de la presse des assertions diffamatoires ou injurieuses. »

Cette disposition est à la fois plus compréhensive et plus restrictive que notre article 400, § 2. Plus compréhensive, parce qu'elle remplace l'énumération de l'article 400 § 1 par les mots « *avantage pécuniaire* » ; et aussi parce que au qualificatif « diffamatoire » elle ajoute celui de « injurieux » ; (en cela nous l'approuvons) plus restrictive parce qu'elle subordonne les poursuites au moyen de divulgation qui sera employé par l'agent (en cela nous la blâmons). Il faut que celui-ci « publie ses assertions par la voie de la presse. » Le chantage, en somme, est donc, en Hongrie, un véritable délit de presse.

La pénalité encourue est l'emprisonnement avec un maximum de trois années.

BELGIQUE

Le chantage, dans le Code pénal belge actuel (modifié en 1868) ne fait pas l'objet d'une disposition spéciale. Les termes très larges de l'article 470 permettent de le réprimer. Celui-ci prévoit l'extorsion, à *l'aide de violences ou menaces*, soit de fonds, valeurs ou objets mobiliers, obligations, billets, promesses, quittances, soit la signature ou la remise d'un document quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge. Il reproduit, en somme, notre article 400 § 1, avec une variante rendant plus large son champ d'application. Le mot *violences* désigne évidemment toutes les violences physiques. Il correspond aux expressions « force et violence » employées par le législateur français dans

l'article 400 § 1. Mais le mot *contrainte* du texte de l'art. 400 § 1 est ici remplacé par celui de *menaces*. C'est précisément ce qui permet d'appliquer cet article au chantage. « Menace » en effet, doit être pris dans l'acception la plus large. Le Code belge ne fait aucune distinction entre la menace pouvant inspirer la crainte d'un mal physique et celle ayant pour objet un préjudice moral ou pécuniaire. Celle de révéler un fait diffamatoire est donc évidemment comprise parmi les infractions réprimées par son article 470. Il est d'autant moins permis d'en douter que l'article 483 du Code pénal belge déclare que la loi entend par *menaces* « tous les moyens de contrainte morale par la crainte d'un mal imminent ». Une atteinte à l'honneur ou à la considération rentre donc dans cette définition. Ainsi le chantage est assimilé à notre crime d'extorsion de signature.

Remarquons aussi que l'énumération des choses sur lesquelles devra porter l'extorsion est plus complète que celle de notre article 400. Elle comporte en effet le mot d'objets mobiliers.

Pour la pénalité, l'article 470 renvoie à l'article 468. C'est donc la réclusion qui doit être prononcée.

ESPAGNE

« Quiconque menace une autre personne de causer à elle ou à sa famille, dans leurs personnes, *leur honneur* ou leurs biens, un mal constituant un délit, est puni : 1° de la peine immédiatement inférieure en degré à celle qui est prévue par la loi pour le délit dont il a menacé, s'il a fait la menace en exigeant une somme ou en imposant quelque autre condition, même licite, et

s'il a donné suite à son dessein, et de la peine inférieure de deux degrés, s'il n'y a pas donné suite; on applique le maximum de la peine si les menaces ont été faites par écrit ou par émissaire; 2° des arrêts majeurs et d'une amende de 125 à 1.250 *pesetas*, si la menace n'était pas conditionnelle (C. pén. esp. de 1870, art. 507). »

Ces textes prévoient évidemment le chantage, puisqu'ils visent des faits susceptibles de causer un mal à *l'honneur*. Ils offrent des particularités intéressantes :

1° Ils se rapprochent beaucoup des infractions prévues par les articles 305 et suivants de notre Code. Ils punissent la menace en elle-même plutôt que l'extorsion. Ils la répriment même lorsqu'elle n'est pas conditionnelle. C'est peut-être un peu excessif, lorsqu'il s'agit d'une menace d'imputations diffamatoires. En effet on en arrive ainsi à punir *l'intention* de diffamer;

2° La pénalité varie, lorsque la réalisation de la menace constituerait à elle seule un délit, suivant que cette menace est ou non conditionnelle, suivant qu'elle est ou non mise à exécution, suivant la forme sous laquelle elle est adressée.

ITALIE

L'article 409 du Code pénal punit de deux à dix ans de réclusion « quiconque en inspirant de façon ou d'autre la crainte d'un danger grave pour la personne, *l'honneur* ou les biens, ou en simulant un ordre de l'autorité contraint quelqu'un à bailler, déposer ou mettre à la disposition du coupable de l'argent, des

choses ou des actes emportant un effet juridique quelconque. »

Cette disposition réprime à la fois l'extorsion de l'article 400 § 1, un des modes de l'escroquerie et le chantage. Quant à ce dernier délit, il exige à peu près les mêmes éléments constitutifs que notre Code pénal. Nous retrouvons ici une énumération qui rappelle celle de l'article 400 § 1.

PAYS-BAS

Le Code pénal néerlandais du 3 mars 1881 dispose sous son article 318 : « Celui qui, dans le dessein de procurer à soi-même ou à un tiers un profit illégal, force une personne, par la menace d'une diffamation, d'écrits diffamatoires ou de la révélation d'un secret, soit à lui remettre une chose appartenant en tout ou en partie à cette personne ou à un tiers, soit à contracter une obligation, soit à éteindre une créance est puni comme coupable de chantage d'un emprisonnement de trois ans au plus » (1).

Ici, comme dans notre Code, nous trouvons un article spécialement consacré au chantage. Cet article est conçu en termes plus généraux. *La révélation d'un secret* est assimilée à celle d'un fait diffamatoire. Ainsi la loi belge peut atteindre certains faits qui, malheureusement, sont assurés en France d'une impunité absolue. En outre, les objets dont l'extorsion est punissable sont désignés dans une énumération très compréhensive, puisqu'elle commence par le mot de « chose », non suivi d'un qualificatif.

(1) Traduction Wintgens, 84.

Il est aussi spécifié que cette chose ne doit pas nécessairement appartenir à la personne visée dans la menace, ni le résultat de son extorsion profiter à l'agent du délit.

L'exercice de l'action publique est soumis à une plainte de la partie lésée. C'est à tort suivant nous. Car, le plus souvent, celle-ci n'usera pas de la faculté que la loi lui accorde, dans la crainte de livrer à la publicité un scandale susceptible de lui nuire. Ainsi demeureront fréquemment impunis les actes les plus répréhensibles.

PORTUGAL

Le Code pénal portugais, de 1886, prévoit le chantage dans une disposition spéciale, sous l'article 452 qui est ainsi conçu :

« Celui qui, au moyen de menaces verbales ou écrites de faire des révélations ou imputations injurieuses ou diffamatoires, ou sous prétexte de n'en point faire, extorque à autrui des valeurs ou le contraint à écrire, signer, délivrer, détruire et falsifier ou rendre inutile de quelque autre manière un écrit ou titre qui constitue, produit ou prouve un engagement ou une libération, est condamné aux peines prévues pour le vol aggravé. »

Ce texte est sensiblement le même que celui de l'article 400 § 2 de notre Code. Les principales différences qui les distinguent résident dans ces faits : 1° que la loi portugaise punit non seulement la menace de révélations *diffamatoires*, mais aussi celle d'imputations *injurieuses*, comme la loi hongroise ; 2° que la poursuite n'a lieu que sur la plainte de la victime, comme aux Pays-Bas.

RUSSIE

Le Code pénal russe de 1866 punit le fait d'obliger une personne, « par des violences ou des menaces », à souscrire un engagement, à détruire une quittance ou à renoncer à un droit.

Le chantage n'est donc pas expressément prévu. Mais il semble bien que l'on doive prendre le mot *menaces* dans son acception la plus générale, auquel cas il comprendrait celle de révélations diffamatoires.

SUÈDE

Dans le paragraphe 2 de son chapitre 15, le Code pénal, promulgué en 1864, prévoit parmi les attentats à la liberté individuelle « le fait de contraindre autrui sans droit, et à l'aide de violences ou de menaces, à faire, à souffrir ou à ne pas faire quelque chose ». Sans le désigner explicitement, cet article atteint sans nul doute le chantage. Il est, en tout cas, beaucoup plus compréhensif que le nôtre.

Ici encore une plainte est nécessaire pour la mise en mouvement de l'action publique (§ 24).

SUISSE

La Suisse n'a pas encore de Code pénal fédéral pour les délits de droit commun. C'est, par suite, dans les législations cantonales qu'il nous faut rechercher si le chantage est réprimé.

1° BERNE. — Le Code pénal de 1866 ne traite pas spé-

cialement du chantage. Mais il punit de la même peine que le vol avec violence (*Raub*) c'est-à-dire de la réclusion : « Celui qui, sans droit, à l'aide de violences, contrainte ou *menaces* extorque la signature ou la remise d'un écrit, d'un document ou d'un titre contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, ou qui pour procurer à lui-même ou un tiers quelque profit illégitime contraint par des violences ou des *menaces* une personne à faire, à souffrir ou à ne pas faire quelque chose » (art. 208). Ce texte embrasse évidemment le chantage et lui assigne des caractères plus généraux que notre Code pénal. Il appelle les mêmes remarques que l'art. 507 du Code pénal espagnol.

2° FRIBOURG. — De même le Code pénal de Fribourg prévoit les *menaces* dans ses articles 388 et suivants, et dans ses articles 226 et suivants l'extorsion sans s'occuper expressément du chantage.

3° GENÈVE. — Le Code pénal, promulgué en 1874, reproduit presque littéralement dans son article 332 les dispositions de notre article 400 § 2 : « Quiconque, à l'aide de la menace écrite ou verbale de révélations ou d'imputations diffamatoires, aura extorqué soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise d'écrits », impliquant obligation ou libération, « sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans ».

4° NEUCHÂTEL. — « Celui qui, par menace écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations scandaleuses ou diffamatoires, se fait remettre des fonds ou valeurs, ou contraint une personne à faire tout autre acte ou à s'en abstenir, au préjudice de sa fortune ou de celle

d'autrui, sera puni de la réclusion jusqu'à trois ans et de l'amende jusqu'à 5.000 francs. »

Le chantage est donc expressément prévu et en termes plus larges que dans la loi française. La menace de révélations *scandaleuses* est en effet punissable au même titre que celle de révélations diffamatoires. Ainsi se trouve comblée une lacune regrettable de notre article 400 § 2. En outre à l'extorsion de fonds ou valeurs est assimilé le fait de contraindre quelqu'un à une action ou à une abstention. Sur ce point, cette disposition nous paraît un peu trop compréhensive.

5° SOLEURE. — « Celui qui contraint (*zwingt*) une personne à faire, à souffrir ou à ne pas faire quelque chose, dans le dessein de se procurer à lui-même ou à autrui un avantage illicite se rend coupable d'extorsion, et il est puni : 1° d'après les dispositions des articles 138 et 139 (relatifs au vol, *Raub*), si l'extorsion a eu lieu avec violence contre la personne ou sous la menace d'un danger immédiat pour sa vie ou son corps ; 2° dans les autres cas, d'une réclusion (*Einsperrung*) de deux ans au plus, ou d'emprisonnement ; dans les cas tout à fait peu graves, d'une amende de 100 francs au plus. » (C. pén., art. 144).

La deuxième partie de cet article s'applique évidemment à la contrainte morale, et, sans doute, au chantage. Les mots « faire, souffrir ou ne pas faire quelque chose dans le dessein de se procurer un avantage illicite » nous semblent assez heureusement choisis. ✍

6° SAINT-GALL. — L'article 105 du Code pénal de 1885 est ainsi conçu :

« Quiconque menace une personne d'un crime ou

d'un délit contre la vie, la santé, l'honneur ou les biens soit de cette personne, soit des membres de sa famille doit, du moment que la menace était réellement de nature à l'effrayer, être condamné, sur la plainte de la victime, à une amende de 500 francs au plus ou à un emprisonnement de trois mois au plus; ces peines peuvent être cumulées. »

Il punit donc le chantage, mais dans le cas seulement où la révélation constituerait *un délit*, et c'est là une restriction fâcheuse. D'autre part, c'est la menace en elle-même qu'il réprime, indépendamment du but poursuivi par l'auteur, et c'est là une extension regrettable.

7° VALAIS. — Sans s'occuper spécialement du chantage, le Code pénal peut l'atteindre, soit par son article 304 qui punit l'extorsion « par violences ou menaces », soit par son article 272 qui prévoit « la menace de tout attentat de nature à compromettre gravement la personne, l'honneur ou la propriété de quelqu'un. »

8° VAUD. — De même que le Code valaisan, le Code vaudois réprime « la menace » (art. 260). Mais en fait d'extorsions, il ne punit, aux termes de son article 280, que celles accomplies à l'aide « de violences ou de menaces de violences ».

9° ZURICH. — Sans s'occuper spécialement du chantage, le Code dans ses articles 148 et 161 prévoit l'extorsion et le fait d'obliger illégalement une personne à faire, à souffrir ou à ne pas faire quelque chose.

TROISIÈME PARTIE

NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME LÉGISLATIVE. — SUR QUELS POINTS ELLE DEVRAIT PORTER

Nous avons vu, dans la première partie de cette étude, que la disposition de la loi du 13 mai 1863, relative au chantage, avait été vivement combattue par les membres les plus libéraux du Corps législatif. Nous avons rappelé que Jules Favre admettait à la rigueur qu'on poursuivît l'agent ayant procédé par la menace d'une révélation *fausse*, mais se refusait à punir celui qui avait procédé par celle d'un fait vrai. « Je n'examine pas, disait-il, la question très délicate de savoir si celui qui a eu dans sa vie une défaillance, une faiblesse, une faute cachée, est digne de la protection de la justice. Si cette question m'était posée, *je la résoudrais par la négative* ». Comme l'a remarqué le commissaire du gouvernement, c'était là une *théorie implacable*. Déjà, en 1863, elle trouvait quelques adversaires (1). Aujourd'hui elle aurait bien peu de partisans. Nous sommes devenus plus humains.

Nous sommes de plus en plus portés à ne pas consi-

(1) Nous aurions été heureux de compter Jules Favre parmi eux.

dérer seulement, dans une infraction à la loi pénale, le crime en lui-même, mais la personnalité du criminel. A l'appréciation purement objective de l'acte délictueux tend chaque jour à se substituer l'examen subjectif de l'individualité du coupable. Fille d'Auguste Comte et de la philosophie positive, la sociologie criminelle nous a démontré que les phénomènes sociaux ont, avec les sciences biologiques et naturelles des rapports constants et nécessaires, que tout fait social a des relations certaines avec les conditions dans lesquelles il se produit. Ainsi le principe de la responsabilité individuelle a subi une modification profonde. S'il est permis de mettre en doute l'exactitude des résultats obtenus d'autre part par l'école lombrosienne, si les travaux de son fondateur, de MM. Girolafo, Ferri et de leurs disciples n'ont pas abouti à la découverte d'un critère anthropologique certain, permettant d'établir d'une façon définitive le type de l'*Uomo delinquente*, il faut reconnaître qu'ils ont démontré l'influence des conditions physiologiques sur le *tempérament criminel*. Leurs conclusions auraient eu pour conséquence de transformer le prétoire en un hôpital, de remplacer les juges par des médecins. C'était aller un peu loin. La conformation du crâne, le poids du corps ou du cerveau, la taille, la forme des oreilles ne suffisent pas à expliquer un acte délictueux. Il n'en est pas moins vrai que, souvent, ils aident à le faire comprendre, que, dans bien des cas, le criminel est un malade, un *psychopathe*, soumis aux lois d'un déterminisme impérieux. Les adversaires les plus acharnés de ces doctrines n'en ont pas moins, inconsciemment, subi l'influence. Si, théoriquement ils les repoussent, pratiquement ils adoptent les mêmes solutions. Tout le

monde aujourd'hui reconnaît que le but de la pénalité n'est pas seulement de mettre le criminel dans l'impossibilité de nuire, de supprimer un danger social, mais aussi d'amender le coupable. Celui-ci, chaque jour, inspire moins de haine et plus de pitié. Nous sommes parvenus à ce degré de civilisation où, en punissant le crime, on ne cherche pas tant à infliger à son auteur *une souffrance*, qu'à éliminer légalement de sa société les éléments susceptibles de nuire à l'ordre public, et à combattre par la *prophylaxie* le développement des sentiments mauvais. De plus en plus sévères pour les *criminels d'habitude*, qui constituent un danger permanent, nous devons nous efforcer par contre de ramener au bien les *criminels d'occasion*, qui peuvent, par une vie de labeur et d'honnêteté racheter un instant de faiblesse ou d'égarement. Le législateur n'a pas méconnu cette nécessité puisque, sous des conditions déterminées, la loi du 26 mars 1894, permet de considérer comme non avenues les condamnations correctionnelles après l'expiration d'un délai de cinq ans. L'initiative privée, d'autre part, a créé des associations ayant la mission généreuse de concourir au relèvement moral des anciens condamnés.

La question que se posait Jules Favre, ne trouverait aujourd'hui personne pour la résoudre par la négative. Une défaillance passagère n'est pas indigne de la protection de la justice. Le législateur de 1863 a eu raison de considérer comme un délit l'extorsion tentée à l'aide de la menace de révélations véridiques. Si la personne à qui elle est adressée est redevenue honorable, le § 2 de l'article 400 lui assure une protection qu'elle mérite. Si elle est demeurée vicieuse, l'auteur de la menace n'en commet pas moins un acte lâche et répréhensible.

Jules Favre adressait à l'infraction nouvelle une autre critique : « Je me défie, déclarait-il, de toute espèce d'innovation en matière de délits. Je crois que la matière morale a été suffisamment explorée pour que nous n'ayons, à moins qu'il ne s'agisse de circonstances tout à fait exceptionnelles naissant de faits économiques ou sociaux qui se produisent ou qui n'existaient pas encore, pour que nous n'ayons, dis-je, rien à innover ».

Est-il bien vrai, d'abord, que la matière morale « ait été suffisamment explorée ? » L'évolution continue des idées, des mœurs, les progrès incessants de la science eux-mêmes ne la transforment-ils pas constamment ? D'ailleurs, au moment où l'on demandait l'introduction du chantage dans le code pénal, on se trouvait dans une de « ces circonstances exceptionnelles naissant de faits économiques nouveaux. » L'invention des chemins de fer, le développement inouï de la presse qui en résulta, contribuaient, on le sait, à rendre plus fréquents et plus dangereux les actes répréhensibles que le législateur voulait réprimer.

Une autre critique, est, en apparence, plus sérieuse : « Ce délit, prétendait Jules Favre, a pour conséquence toutes les exploitations d'un scandale qu'on craindra de faire éclater soi-même par des poursuites, qui ne peut pas voir le grand jour, ne pouvant être poursuivi sans y donner lieu. Par conséquent, celui qui commet ce délit se cachera dans l'embuscade de votre propre loi, et il se fera payer d'autant plus cher que celui à qui s'adressera la menace se trouvera en face d'un procès ». Cette objection n'est que spécieuse. Pourquoi le délinquant sera-t-il plus audacieux, plus exigeant par ce fait seul qu'il saura son acte punissable ? Nous croyons,

au contraire, que la crainte d'une répression lui causera quelquefois, au moment de l'accomplir, des hésitations qu'il n'aurait jamais eues s'il avait été certain de l'impunité. Il y a bien des gens sans scrupules qui ne reculent pas devant une indécatesse non poursuivable, mais qui n'osent pas commettre un délit. L'honnêteté, au sens légal du mot, comporte bien des degrés. Ceux qui se trouvent aux derniers échelons s'inquiètent peu de savoir si leurs actions sont blâmées ou approuvées par la loi morale, mais ils se préoccupent de connaître si elles sont défendues ou permises par la loi écrite. Beaucoup, parmi ceux qu'un chantage sans péril aurait tentés avant la loi du 13 mai 1863, préféreraient aujourd'hui satisfaire leur cupidité par des moyens moins dangereux. C'est déjà un résultat appréciable qui justifie l'initiative du législateur. Mais, dit-on, les chanteurs sont généralement sûrs de n'être pas poursuivis. Si la personne menacée les dénonce, elle provoque précisément le scandale qu'elle a tout intérêt à éviter. Quant au ministère public, il hésitera à faire éclater lui-même ce scandale, aussi préjudiciable à la victime qu'au coupable. Cela n'est pas toujours vrai. Dans les cas où la victime n'est digne d'aucun égard, le ministère public n'hésitera pas. Dans ceux où sa situation sollicite l'intérêt, il pourra, par des mesures prudentes, par des avertissements sévères, inspirer à l'agent du délit, un effroi salutaire ; il se fera en quelque sorte maître-chanteur lui-même, et par la menace, contraindra souvent au silence. Il devra en un mot s'inspirer des idées très sages émises dans la circulaire ministérielle que nous avons eu déjà l'occasion de citer. En somme, l'exercice de l'action publique n'étant pas soumis à une plainte de

la partie lésée, le maître-chanteur n'est jamais assuré de l'impunité. Le § 2, de l'article 400 donne à la société une arme de plus contre les entreprises des malfaiteurs. Si le maniement de cette arme est parfois périlleux, il ne faut pas en conclure que les effets en sont toujours illusoires.

Loin de juger inutile l'introduction dans notre loi pénale du délit de chantage, nous estimons au contraire que les termes dans lesquels il est défini, ne sont pas assez larges, pas assez compréhensifs. Trop d'actes odieux échappent encore à la répression édictée par l'article 400 § 2. Une réforme nous paraît s'imposer. Il nous reste à déterminer dans quel sens et sur quels points.

Cette question a déjà été étudiée, sinon résolue. Elle a fait l'objet d'un rapport présenté par M. G. Tarde, au nom de la Société générale des prisons, au Congrès international anthropologique de Bruxelles, en l'année 1900 (1).

Il n'est pas sans intérêt d'analyser ce rapport.

M. Tarde constate d'abord que le problème est *ardu*, mais *urgent*. En effet, le chantage est un de ces délits « dont les développements se mesurent aux progrès mêmes de la civilisation. » La menace de révélations diffamatoires est devenue d'autant plus redoutable que la presse a pris un plus large essor, procurant des moyens de divulgation chaque jour, plus sûrs et plus prompts. Dans le monde politique surtout, le chantage joue aujourd'hui un rôle prépondérant. M. Tarde exa-

(1) Ce rapport a été publié dans les *Archives d'Anthropologie criminelle*, n° du 15 novembre 1900, p. 644 ssq.

mine aussitôt un cas assez spécial : celui où le maître-chanteur, ayant diffamé sa victime et manifesté l'intention de la diffamer encore ne lui a cependant jamais rien demandé, et où l'initiative du marché honteux a été prise par cette victime elle-même. « On ne s'est pas trop étonné, dit-il, de voir sous le gouvernement de juillet, *Némésis* se taire à prix d'or... Le ministre qui a acheté *Némésis* n'a en rien été flétri par l'opinion, le poète seul l'a été; et il n'y a eu là, d'ailleurs, rien de délictueux, aux termes de la loi; mais, si le poète — ce qui serait revenu au même — eût proposé ce même marché au ministre — proposition évidemment comminatoire — et que le ministre l'eût accepté, il y aurait eu là un délit que la loi actuelle permettrait de poursuivre... Pourquoi juger toujours moins répréhensibles les cas où le diffamé s'adresse le premier à son diffamateur pour arrêter sa diffamation? Est-ce que, lorsque la victime demande grâce, cela ne prouve pas précisément l'efficacité de la menace qui lui est faite? »

M. Tarde est-il bien sûr que, dans cette hypothèse le maître-chanteur ne soit jamais punissable? Nous avons établi que, pour que le délit existât, il n'était pas nécessaire que la menace fût formelle et précise. Il suffit qu'elle soit implicite. Bien que son auteur n'ait posé à son silence aucune condition, le but de cupidité peut néanmoins être établi même par des faits postérieurs à la menace, et la réunion de ces deux éléments constitue le délit. Le commencement d'une campagne de presse notamment est, dans certains cas, assimilable à une menace. M. Tarde envisage en même temps une autre espèce qu'il semble confondre avec celle que nous venons d'examiner. Il prévoit le cas où, sans avoir

encore subi aucune pression, un homme politique achète pour l'avenir les éloges d'un journaliste ou paie son silence futur. Dans ce cas évidemment, celui-ci ne sera pas poursuivable. Mais on ne saurait assimiler sa complaisance à un chantage. Il n'a exercé *aucune contrainte* pour obtenir ce qu'on lui a offert. Il a accepté un marché honteux. Il n'en a pas été le promoteur. Il n'y a en l'espèce ni oppresseur, ni opprimé. Il y a deux complices et voilà tout.

M. Tarde démontre ensuite que, parfois, l'exploité n'est guère plus intéressant que *l'exploiteur*. « En vérité, observe-t-il, il semble que la loi n'a pas été faite pour couvrir de sa protection certaines gens, et qu'il conviendrait parfois de frapper tout à la fois l'escroc et l'escroqué. » Nous n'en disconvenons pas. Mais de ce que l'escroqué demeure impuni, il ne s'ensuit pas que l'escroc ne doive pas être inquiété.

Puis, le rapport que nous étudions établit une sorte de *crescendo criminel*, une progression ascendante de la culpabilité en matière de chantage. Il prévoit d'abord le cas où l'exploitation dont la victime est l'objet « revêt la couleur d'une plaisanterie un peu forte, compliquée d'une leçon non tout à fait imméritée. » Il cite un fait typique de ce genre, recueilli par les docteurs Corre et Aubry parmi des documents relatifs à l'ancienne criminalité bretonne. En 1784, à Tréguier, on tendit un guet-apens amoureux à un vieil ecclésiastique d'ancien régime, aux mœurs relâchées. Il y tomba sans méfiance, et se vit obligé, en chemise, d'écrire un billet dans lequel il confessait ses péchés et s'engageait à verser 100 livres. Ainsi, « par une pente facile, le mauvais plaisant devient escroc ».

M. Tarde ajoute :

« Le chantage se lie, par une chaîne continue à des faits qui n'ont rien d'illicite, ni de blâmable. Posséder un secret qui intéresse l'honneur d'une personne, c'est disposer d'une grande puissance sur elle. En peut-on user? Oui, mais dans quelles limites? Cela dépend de la nature de ce secret, de la manière dont on l'a découvert et du mobile auquel on obéit en en faisant usage. Je surprends en train de me voler 100 francs un homme réputé honnête, je lui dis : « Si vous ne me rendez pas ces « 100 francs, je vous dénonce. » Rien de plus légitime. — Si je lui dis : « Allez, après m'avoir rendu ces « 100 francs, versez 1.000 francs au bureau de bienfaisance », déjà il y a là quelque abus de pouvoir, mais inspiré par de si louables intentions qu'il doit être jugé non punissable (1). — Si je lui dis : « Rendez-moi le « double de ce que vous m'avez volé, ou je porte plainte », je commets une extorsion véritable, une exploitation cupide du délit d'autrui, déjà délictueuse, elle-même, à la rigueur.

« Mais ce n'est encore qu'un chantage bien anodin. Le fait devient plus grave si, n'ayant pas été victime d'un vol de 100 francs, mais en ayant eu connaissance par hasard, je dis au voleur : « Je vous dénonce à moins « que vous ne me remettiez 100 francs, 200 francs, « 1.000 francs. » Ma culpabilité s'accroît si ce n'est point par hasard que je possède ce secret infamant, si je l'ai découvert après l'avoir cherché par des fouilles patientes dans le passé d'un homme riche que je veux avoir comme tributaire. La découverte d'un trésor, dans

(1) Nous avons adopté la solution contraire, cf. *supra*, p. 91.

certains cas, n'est pas plus précieuse que celle d'une action véreuse commise par un millionnaire. »

Il remarque ensuite que si, dans de telles conditions, l'on agit par vengeance et non par cupidité on ne commet pas le délit de chantage. Et il poursuit :

« Si je suis le dépositaire professionnel d'un secret déshonorant, si c'est comme greffier par le casier judiciaire, comme avocat par mes dossiers, comme médecin par les confidences de mes clients, que j'ai eu connaissance de cette honte d'un homme et si j'abuse du pouvoir que cette connaissance me donne sur lui, ma faute est d'une gravité exceptionnelle.

« Enfin, il se peut que je ne possède aucun secret, mais que je feigne d'en connaître et que, par la menace non pas de révéler mais d'inventer une turpitude imaginaire d'une personne, j'exerce sur celle-ci un pouvoir bien réel, plus réel souvent que si le fait était vrai. C'est encore là une circonstance aggravante et qui peut se combiner avec la précédente, comme si, par exemple, un greffier menaçait un individu de publier contre lui un faux extrait de son casier judiciaire contenant d'imaginaires condamnations... C'est, ce semble, le *nec plus ultra* du chantage. »

M. Tarde entreprend alors de démontrer que la gravité du chantage sera des plus variables suivant que le mode de divulgation choisi par son auteur aura plus ou moins « d'ampleur », suivant que la révélation doit être ou verbale, ou écrite, ou imprimée, suivant qu'elle aura lieu « dans un journal d'annonces qui tire à 400 exemplaires ou dans un grand journal lu par des millions de lecteurs ». Puis il prévoit une autre difficulté :

« Comment concilier toujours avec la répression du

chantage le droit et le devoir d'information, de publicité en tout genre qui appartient au journal et constituent sa raison d'être ? Il y a une foule de cas où un fait qui n'a rien de déshonorant ni de fâcheux en lui-même pour un particulier devient des plus dangereux pour lui s'il est publié, et où, en le menaçant de cette publication qui n'a rien d'illicite en soi, un chanteur habile obtiendra de lui ce qu'il voudra. »

M. Tarde en arrive à la conclusion suivante :

« Le chantage, après tout, rentre comme une simple espèce dans le genre immense des procédés qui consistent à faire marcher les hommes par la crainte, à moins que ce ne soit l'espérance, à les dominer par la peur et la terreur, à moins que ce ne soit par l'enthousiasme et la colère. L'art de gouverner n'est rien de plus... Le chantage n'est qu'une variété de l'exploitation de l'homme par l'homme. »

Suit une redite, où se trouve flétrie à nouveau la proposition faite à des journalistes par des tiers de se taire moyennant finances. Nous avons remarqué déjà que cette hypothèse n'est pas assimilable au chantage. M. Tarde d'ailleurs reconnaît lui-même, à cet endroit, qu'elle en est « l'inverse ». Puis il cite un autre « *contraire* » de ce délit, pouvant avoir les plus graves conséquences : l'abus « de la réclame protéiforme aux mille visages et aux cent mille masques, de la réclame universelle, éternelle et indestructible », susceptible d'entraîner les pires ravages sociaux quand elle contribue à répandre dans le public « des aliments frelatés qui l'empoisonnent, des liqueurs et des apéritifs qui l'alcoolisent, qui minent lentement la race et dissolvent la nation ». Il fait ensuite le procès de « l'adulation litté-

raire qui, en gonflant d'orgueil fou un Louis XIV ou un Napoléon et les poussant aux catastrophes, a fait infiniment plus de mal que la cupidité menaçante et haineuse ».

Ce ne sont là que des digressions, d'ailleurs intéressantes, bien qu'exprimées avec une certaine emphase.

Enfin, M. Tarde conclut à nouveau, d'une façon plus définitive cette fois :

« Aussi n'est-ce pas le chantage proprement dit, l'exaction pécuniaire, qu'il importe au plus haut point de réprimer, mais, avant tout, le chantage dans le sens plus large du mot, celui qui s'exerce sur les hommes, notamment sur les hommes au pouvoir, pour les contraindre non toujours à verser de l'argent, mais plus souvent à agir contre leur gré, à rendre un décret, à déposer un projet de loi, à voter une mesure législative, sous le coup de couteau menaçant d'une diffamation révélatrice, de la publication autographique d'une lettre, d'un arrêt, d'un document ignoré. D'autre part, il y a une acception plus générale encore et plus importante du mot chantage, c'est celle où il s'agit d'une intimidation opérée sur quelqu'un par une menace quelconque en vue de le forcer à un acte quelconque. En ce sens, la lettre d'escroc (*littera di scrocco*) des brigands siciliens, qui consiste en menaces de vol, d'incendie ou d'assassinat, rentre dans le sujet qui nous occupe. Mais combien de manœuvres dites politiques y rentrent aussi ! »

Interviennent alors des considérations ingénieuses non sans paradoxe sur « le problème anarchique de la légitimité d'un pouvoir ou d'une loi quelconque, » et la constatation de ce fait que le législateur est « le plus grand » et le plus impuni des maîtres-chanteurs,

lorsqu'il édicte des lois « *tendant à resserrer le champ de la concitoyenneté sociale* » et non à « *étendre le domaine de la sympathie entre les hommes* ». M. Tarde omet d'ailleurs d'indiquer le critère grâce auquel il sera possible de distinguer l'un de l'autre ces deux espèces de lois.

C'est encore là une digression, la dernière. Bien que le rapport que nous venons d'analyser en contienne un peu trop — ce qui empêche de suivre facilement l'enchaînement logique des idées — il n'en constitue pas moins une étude intéressante sur la psychologie du maître-chanteur et la nécessité d'assimiler aux actes prévus et réprimés par le Code pénal d'autres actes tout aussi répréhensibles, jouissant aujourd'hui encore d'une impunité scandaleuse. Aussi, espérons-nous qu'il se terminerait par un exposé très net des réformes législatives qu'il importe de tenter. Nous avouons avoir été un peu déçus en constatant que les *desiderata* de M. Tarde se réduisaient aux trois propositions suivantes :

« 1^o La distinction entre les faits de chantage punissables et ceux qu'il convient de ne pas frapper légalement ne saurait reposer sur aucun caractère objectif; elle doit se fonder sur la distinction, toute psychologique, — livrée à l'appréciation souveraine du juge — entre les mobiles honorables ou déshonorants qui ont inspiré les actes d'intimidation;

« 2^o Les tribunaux correctionnels doivent seuls connaître de ces affaires délicates ;

« 3^o La peine doit varier d'après la considération non seulement de la nature des mobiles, mais encore d'après celle de l'étendue et de la nature du public dont dispose et auquel peut s'adresser le maître-chanteur. »

Nous attendions plus et mieux.

Examinons séparément chaque point de ces conclusions :

1° En prétendant que la distinction entre les faits de chantage punissables ou non, doit se fonder exclusivement sur la nature des mobiles qui ont inspiré l'agent, M. Tarde réclame la consécration d'un principe absolument anti-juridique. Nous pensons, avec M. Garraud, que la loi « ne peut ni ne doit admettre soit que le motif excuse l'acte, soit que le but justifie le moyen » (1). Nous reconnaissons volontiers que, pour l'application de la peine, le juge devra tenir compte de l'intention qui a déterminé le délinquant, proportionner sa mesure à celle de la culpabilité. Ainsi que nous l'avons déjà fait pressentir, l'idéal auquel doit tendre une codification répressive consisterait même, suivant nous, dans un système assez souple pour permettre l'individualisation du châtiment. Mais si, pour un même fait, nous ne contestons pas que la pénalité doive être variable, suivant la personne à laquelle on l'applique, nous n'en estimons pas moins que la criminalité légale doit présenter un caractère *objectif*. Suivant les conditions dans lesquelles l'acte délictueux aura été commis, suivant la nature des mobiles, qui l'auront inspiré, suivant le but que son auteur recherchait, cet acte sera plus ou moins répréhensible, méritera plus de sévérité ou d'indulgence, mais la circonstance seule qu'il aura été commis volontairement le rendra punissable. L'escroc qui a extorqué partie de la fortune d'autrui pour la consacrer à des œuvres charitables, n'en a pas moins commis une escro-

(1) *Op. cit.*, t. I, p. 541.

querie. D'autre part il serait à désirer qu'on pût condamner celui qui par des moyens licites s'est procuré un bénéfice illégitime. Mais, pour arriver à ce résultat, le législateur ne doit pas refuser toute importance à l'objectivité de l'acte pris en lui-même. Ce serait arbitraire et dangereux. Il doit procéder d'une autre façon, qui consiste, suivant nous, à créer au besoin des délits nouveaux, ou à modifier la définition de ceux qui existent déjà, à la rendre plus large, plus compréhensive, à lui permettre en un mot de prévoir le plus grand nombre possible de faits immoraux.

2° M. Tarde affirme que, seuls, les tribunaux correctionnels doivent connaître des affaires de chantage. Mais, actuellement, n'en est-il pas ainsi? Nous avons établi que, même au cas où il se commet au moyen de la presse, le chantage n'en demeure pas moins un délit spécial et de droit commun, toujours soumis aux mêmes règles quant aux éléments constitutifs, quant aux pénalités, quant à la juridiction compétente. Or, en l'état actuel du droit, cette dernière est toujours le Tribunal de police correctionnelle, étant donnée la nature des peines édictées par l'article 400 § 2.

3° « La peine doit varier... d'après la considération de l'étendue et de la nature du public dont dispose le maître-chanteur. » Cela est incontestable et n'est pas contesté. Mais aucune réforme n'est nécessaire sur ce point particulier. La latitude qui existe entre le minimum (50 francs d'amende et un an d'emprisonnement) et le maximum (3.000 francs d'amende et 5 ans d'emprisonnement) le jeu des circonstances atténuantes et l'application de la loi de sursis permettent aux Tribunaux de se mouvoir dans des limites assez larges pour

qu'il leur soit facile de doser la peine proportionnellement à la gravité du fait incriminé. Or ce fait sera sans doute puni d'autant plus sévèrement que la publicité donnée aux révélations diffamatoires aurait été plus grande ou plus susceptible d'exercer une contrainte. Les juges actuellement, ont donc à tenir compte de l'« *étendue et de la nature du public* » auquel s'adresse le délinquant.

Nous sommes d'autant plus surpris de l'intérêt si minime des conclusions de M. Tarde que, dans l'exposé de la question, il avait indiqué très nettement deux cas où l'impunité accordée au chanteur apparaît des plus injustifiables.

Voici le premier : la menace n'a pas précisément pour objet la révélation d'un fait diffamatoire, mais d'un fait qui, sans présenter ce caractère, est susceptible de causer un très grave préjudice à autrui. Par exemple, un commerçant est juif. On l'ignore et sa clientèle est exclusivement catholique. Un individu sans scrupules apprend cette particularité. Il menace ce commerçant de divulguer la religion à laquelle il appartient s'il ne consent à lui verser une somme d'argent considérable. Pourra-t-on le poursuivre pour chantage ? Évidemment non. Un des éléments constitutifs du délit fait défaut : l'imputation n'est pas diffamatoire. Mais la contrainte ainsi exercée ne sera-t-elle pas des plus puissantes ? Menacer quelqu'un, à certaines époques et dans certaines villes, de publier qu'il est catholique ou juif, ou franc-maçon, ou de nationalité étrangère, c'est souvent lui inspirer la crainte fondée de perdre en un jour sa fortune ou ses moyens d'existence. Pourtant, on ne peut dire qu'un fait de ce genre soit diffamatoire. Ainsi

nous nous trouvons en présence d'une variété de chantage non poursuivable, qu'on peut qualifier de *chantage civil*, et qui cependant est un des plus lâches et des plus odieux.

Il a été jugé très justement qu'une publication de ce genre pouvait entraîner une réparation pécuniaire quand elle avait été faite dans le dessein de nuire. Ainsi, à propos de manœuvres électorales, la Cour d'appel de Bordeaux, par un arrêt en date du 27 juillet 1903, a estimé que le fait par un candidat d'affirmer qu'un de ses adversaires est franc-maçon, malgré les dénégations expresses de celui-ci, justifiait une demande en dommages-intérêts. Récemment dans une grande ville de l'Ouest, un imprimeur avait édité et publié des listes comprenant les noms des commerçants de la région affiliés à la franc-maçonnerie. Une décision judiciaire, que nous n'avons d'ailleurs pas trouvée dans les recueils de jurisprudence, estima que cet agissement avait causé un réel préjudice aux commerçants visés et le condamna à les indemniser. C'était, en somme, faire une application équitable des principes contenus en l'article 1382 (1). Nous n'avons pas à examiner s'il est utile et possible de créer un délit nouveau ayant pour élément essentiel et unique une révélation de cette nature. La solution est assez délicate, car il serait souvent fort difficile de préciser le but véritable qu'a voulu poursuivre l'agent. Ce but, dans certains cas, peut être louable. Le dénonciateur, en divulguant un secret préjudiciable à autrui, mais non diffamatoire, peut rendre un service

(1) Cf. aussi sur ce point : Lyon, 10 juillet 1896 (S. 97, 2, 76) et Besançon, 3 janvier 1895 (S. 95, 2, 34).

à la société, démasquer les fourberies d'un homme politique, être guidé moins par le désir de nuire à un individu que par celui d'être utile à une collectivité.

Nous devons nous demander par contre s'il ne serait pas logique de réprimer la menace d'une telle imputation, faite dans le but de procurer à son auteur un avantage quelconque. Nous n'hésitons pas à répondre à cette interrogation par l'affirmative. La difficulté d'établir la véritable intention de l'agent n'existe plus, comme dans l'hypothèse précédente : le but poursuivi est purement égoïste, puisque cet agent s'engage, moyennant rémunération, à garder le silence. Pour atteindre de tels agissements, il ne serait pas nécessaire d'introduire dans la loi pénale une disposition nouvelle. Une légère addition à l'article 400 § 2 serait suffisante. Aux mots « à l'aide de la menace de révélations ou d'imputations diffamatoires, on ajouterait simplement : « ou « susceptibles de nuire à autrui. » Ainsi seraient réprimées des manœuvres honteuses, qui n'ont aujourd'hui encore aucune sanction.

M. Tarde ne paraît pas très partisan de cette modification. Après avoir flétri les agissements que nous venons de signaler, il remarque : « Cependant, si nous allons incriminer des divulgations de faits pareils, de faits tout simples (nationalité, religion, etc...) n'est-ce pas la presse même que nous supprimons? » M. Tarde commet là une erreur singulière de raisonnement. Il prévoit une hypothèse et lui attribue les conséquences qui résulteraient d'une autre. Ce ne sont pas les *divulgations* de ce genre que nous proposons d'incriminer. Nous avons déjà dit combien cette question soulèverait

de difficultés. Ce sont des actes essentiellement *contraires* : le chantage est précisément la proposition faite par une personne à une autre de taire certains faits sous certaines conditions. La réforme que nous souhaitons n'attende donc en rien à la liberté de la presse. Loin de nous la pensée d'étouffer ses révélations, de les punir lorsqu'elles ne sont pas diffamatoires, d'apporter une entrave quelconque à l'accomplissement de ses devoirs d'informatrice et parfois d'accusatrice. Ce que nous voulons réprimer, ce sont, à l'inverse, ses silences intéressés, résultats de marchés infâmes. La presse est moins dangereuse lorsqu'elle parle que lorsqu'elle se tait. Elle n'a pas le droit de rester muette sur certains événements, de cacher par exemple les suicides causés par des pertes dans des établissements de jeu, à Monaco ou ailleurs, de diminuer la gravité de certains accidents de chemins de fer, de laisser dans l'ombre les abus et les dilapidations qu'elle connaît. Quand un journaliste accepte certaines offres sans rien avoir sollicité, il commet une lâcheté morale que la loi ne peut réprimer ; quand il exige un avantage sous menace de divulguer une vérité utile pour le public, la loi devrait et pourrait l'atteindre. La liberté de la presse n'en souffrirait pas ; au contraire.

Le second point sur lequel une réforme nous semble nécessaire est le suivant : L'article 400 § 2 exige pour qu'il soit punissable, que le chantage ait pour but l'extorsion de certaines choses déterminées dans une énumération limitative : fonds, valeurs, signature ou remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge. Cette énumération restreint singulière-

ment le champ d'application de cet article et aboutit à des anomalies singulières. L'individu qui menace un ministre de divulguer un fait susceptible de le contraindre à quitter le pouvoir, s'il ne consent à lui accorder une faveur quelconque, emploi ou décoration, ne commet-il pas un acte aussi répréhensible que s'il exigeait une somme d'argent ?

M. Tarde avait aussi prévu cette hypothèse dans son rapport, mais elle ne lui paraissait pas susceptible d'être légalement réprimée. « Les petits papiers, disaient-ils, sont un jeu auquel ont joué tous les hommes d'État. Il n'en est pas un qui ne possède des dossiers pour chacun de ses adversaires. Est-ce pour ne jamais s'en servir ? S'ils s'en servent pour peser sur un vote, nous louons leur habileté ; si c'est pour extorquer de l'argent, nous les flétrissons... Quand un député menace un ministre d'une interpellation sur laquelle celui-ci est sûr de tomber, à moins qu'il ne consente à pourvoir de quelque grosse sinécure un fils ou un neveu, est-ce que ce n'est pas encore du chantage ? Et est-ce que le législateur pourrait avoir la prétention de prévenir ou de punir jamais des faits pareils, justiciables de l'opinion seule?... » (1).

M. Tarde ne semble pas le croire. D'ailleurs, il se contredit peu après, lorsqu'il affirme : « Ce qu'il importe au plus haut point de réprimer... ce n'est pas l'exaction pécuniaire... mais avant tout le chantage dans le sens plus large du mot, celui qui s'exerce sur les hommes, notamment sur les hommes au pouvoir, pour les contraindre non toujours à verser de l'argent, mais plus

(1) *Op. cit.*, p. 650.

souvent à agir contre leur gré... » (1). C'est lorsqu'il s'exprime en ces termes que nous partageons son avis. D'ailleurs, il envisage seulement au point de vue politique cette variété non punissable du chantage. C'est peut-être, en effet, dans le monde parlementaire qu'elle brille avec le plus d'éclat. Il n'en est pas moins vrai que, dans la vie privée, on pourrait en citer de nombreux exemples. Un individu apprend qu'un industriel marié a des relations adultérines. Il le menace de les révéler à sa femme s'il ne lui accorde dans son entreprise un emploi lucratif. Un critique dramatique menace un directeur de théâtre de déprécier le talent de ses pensionnaires et la valeur des ouvrages qu'ils interprètent, s'il refuse d'engager un acteur qu'il protège. En quoi ces deux maîtres-chanteurs sont-ils plus excusables que s'ils sollicitaient une somme d'argent ? Ils le sont peut-être moins et leur acte, souvent, sera, dans ce cas, plus nuisible à la société. Car, en usurpant pour eux ou pour autrui une place ou une faveur quelconque, ils causent un préjudice non seulement à celui dont ils ont extorqué le consentement, mais encore à une tierce personne : celle qui, sans leurs manœuvres, aurait obtenu cette place ou cette faveur, et, peut-être en était digne à tous égards. Au point de vue politique, l'exercice d'une pression de ce genre pourra avoir des conséquences encore plus graves, puisqu'elle aboutira parfois à faire voter des lois manifestement contraires aux intérêts de la nation.

N'est-il pas scandaleux de voir de tels méfaits impunis ?

Il serait pourtant bien simple à notre avis de les

(1) Cf. *supra*, p. 176.

réprimer. Il suffirait de supprimer l'énumération de de l'article 400, pour la remplacer par ces expressions : *un avantage quelconque*.

Est-il utile et possible d'élargir encore davantage le cadre de l'article 400 § 2? Faut-il, prenant le mot chantage dans son acception la plus générale, transformer en un délit la contrainte exercée sur autrui par une menace *quelconque*, en vue de le forcer à un acte *quelconque*?

Une première élimination s'impose à raison de la nature de la menace: celle des cas prévus par les articles 305 et suivants du Code pénal et par les articles 400 § 1 et 436 du même code.

Une seconde élimination est nécessaire, à raison du but poursuivi par l'agent : celle de toutes les espèces où celui-ci ne recherche pas un avantage illégitime pour soi ou pour autrui. A première vue, il peut sembler invraisemblable qu'un individu, par une contrainte morale, force quelqu'un à l'accomplissement d'un acte, si cet acte ne peut lui procurer aucun avantage à lui, auteur de la contrainte ou à un tiers par lui désigné. C'est cependant fort possible. Par exemple, un commerçant pour se venger d'un employé qui le quitte, interdira sous menaces à un autre commerçant de le prendre à son service, bien que cela ne soit susceptible de lui causer aucun dommage. Un fanatique obligera un athée à se convertir à sa religion.

La question, ainsi simplifiée se ramène à ceci : doit-on assimiler au chantage l'extorsion à l'aide d'une menace quelconque, à la seule condition bien entendu que cette menace ne soit pas celle des articles 305 et suivants, 400 § 1 et 436?

La menace dont s'agit sera en somme celle de faire

certaines actes, non illicites par eux-mêmes, mais préjudiciables à autrui dans certaines circonstances. Prenons un exemple : vous possédez une villa sur le littoral de la Manche et vous avez sur la mer une vue magnifique. Le propriétaire du terrain placé en face du vôtre y édifie une maison très élevée, interceptant cette vue et vous causant ainsi un réel dommage. C'est évidemment son droit. Si, avant de commencer la construction, il vient vous dire : « Versez-moi telle somme d'argent, et je renonce à mon projet », il ne commettra aucun délit. Il vous propose une transaction, aux termes de laquelle il renonce aux bénéfices que lui aurait assurés son premier dessein. Il exige une compensation pécuniaire. Rien de plus juste. En sera-t-il de même, s'il vous dit : « Versez-moi dix mille francs ou j'élève sur mon terrain un mur suffisamment haut pour vous gêner ». La question devient plus discutable. La construction de ce mur n'augmentera en rien la valeur de sa propriété : elle aura pour seul résultat de diminuer celle de la vôtre. Votre voisin se propose uniquement de vous *nuire* et cherche à vous extorquer partie de votre fortune par la promesse de s'abstenir d'un acte qui vous sera très préjudiciable. Pourtant, cet acte en soi est parfaitement *licite*. L'intention *nocive* dans laquelle il est accompli suffira-t-elle à lui donner un caractère illicite ?

C'est là une question actuellement très controversée au point de vue civil. Elle a donné naissance à la théorie toute moderne de *l'abus du droit* qui tend à modifier les anciens principes admis en la matière. « Nullus videtur dolo facere qui suo jure utitur » disait Gaius (1). « Nemo

(1) *Dig.*, I, L, t. XVII 1, 55.

damnum facit, nisi qui id fecit quod facere jus non habet », disait Paul (1). Quand je fais ce que j'ai le droit de faire, quand j'ometts ce qu'il m'est permis de ne pas faire, je ne puis, à quelque titre que ce soit, être rendu responsable du préjudice que cause à autrui mon action ou mon abstention. Ainsi pouvait se résumer autrefois l'opinion générale sur l'exercice des droits. Dans notre législation actuelle, les seules restrictions apportées à cet exercice résultaient des articles 6 et 1382 du Code civil. Depuis longtemps, la jurisprudence a singulièrement élargi dans certains cas leur champ d'application. Dès 1855, la Cour de Colmar affirmait : « que l'exercice du droit de propriété, comme celui de tout autre droit, doit avoir pour limite la satisfaction d'un intérêt sérieux et légitime (2). Elle ordonnait en conséquence la démolition d'une fausse cheminée qu'un propriétaire avait construite sur son toit, dans l'unique but de nuire au voisin.

« Ce qui frappe inévitablement, remarque M. Charmont, quand on étudie cette question de l'abus du droit, c'est la place toujours plus grande qu'elle tend à prendre dans les préoccupations des juristes... Il y a 10 ou 15 ans on en parlait à peine : depuis lors les cas d'application se sont multipliés » (3). Parmi ces cas, on peut citer des espèces relatives au droit de grève (4), aux syndicats

(1) *Dig.*, l. L, t. XVII, l. 151.

(2) Colmar, 2 mai 1855 (D. 56, 2, 9).

(3) *Revue trimestr. de dr. civ.*, n° 1, janvier 1902, p. 118.

(4) Cassation civ., 9 juin 1896 (S. 97, 1, 25), — Cassation req., 29 juin 1897 (S. 98, 1, 17 et la note de M. Esmein).

ouvriers (1), au congé dans le louage de services (2). Une des plus caractéristiques est celle qui fut tranchée par un jugement du Tribunal civil de Sedan, en date du 17 décembre 1901 (3). Un propriétaire avait fait construire près de la ligne séparative de sa propriété, et à 2^m,50 de la maison voisine, une cloison pleine, en planches, mesurant 15^m,80 en longueur et 10^m,15 en hauteur, puis il l'avait enduite d'une couche de goudron. Après une expertise démontrant que l'auteur des travaux avait agi par pure malveillance, dans le but unique de nuire, le Tribunal ordonna la démolition du mur et condamna le défendeur à des dommages-intérêts. C'est une application des principes posés par la Cour de Colmar cinquante ans plus tôt, une consécration significative de la théorie de l'abus de droit.

La loi, quelquefois, la jurisprudence, souvent, fixent et circonscrivent l'étendue d'un droit particulier, imposent des bornes à son exercice. Tout ce qui est compris dans ces bornes reste une faculté licite prévue par la loi, tout ce qu'elles ne comprennent pas, devient un délit ou un quasi-délit, si un dommage en résulte pour autrui. Lorsqu'ils parlent de l'abus du droit, les jurisconsultes modernes apportent précisément une exception à ces principes. Suivant eux, les faits, rentrant dans les

(1) Cassation civ., 22 juin 1892 (S. 93, 1, 41).

(2) Cassation req., 21 novembre 1893 (S. 95, 1, 166), — Cassation civ., 20 mars 1895, trois arrêts (S. 95, 1, 513), — Cassation civ., 19 juin 1897 et 2 mars 1898, Req., 28 juillet 1897 (S. 99, 1, 33).

(3) S. 1902, 2, 217. — Cf. *Rev. crit.*, juin 1905, n° 6, p. 324, Examen doctrinal de M. Charmont.

limites posées par la loi et la jurisprudence ne sont pas toujours licites ; ils peuvent devenir eux-mêmes *illicites*, uniquement à raison de leur but intentionnel. C'est dans ce cas, et dans ce cas seulement qu'ils voient un *abus de droit*.

La Société d'études législatives, fondée en 1901, a institué une Commission de revision du Code civil. La première section de cette commission se propose de « faire de cette théorie de l'abus du droit un principe général dominant l'ensemble du droit civil et devant trouver place dans le titre préliminaire » (1). C'est dire que cette doctrine prend chaque jour une extension plus considérable. Elle compte cependant des adversaires, et notamment M. Planiol. Celui-ci prétend « qu'elle repose tout entière sur un langage insuffisamment étudié. Sa formule, dit-il, est une logomachie, car si j'use de mon droit, mon acte est *licite*, et quand il est *illicite* c'est que je *dépasse* mon droit et que j'agis *sans droit*... Il ne faut pas être dupe des mots : le *droit* cesse où *l'abus* commence et il ne peut pas y avoir *usage abusif* d'un droit quelconque par la raison irréfutable qu'un seul et même acte ne peut être à la fois *conforme au droit* et *contraire au droit* » (2).

D'ailleurs en niant l'usage abusif des droits, M. Planiol déclare « ne pas avoir l'intention de faire passer pour permis les actes dommageables assez variés que la jurisprudence a réprimés sous ce nom ». Ce qu'il

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1905, n° 4, p. 324. Cf. dans le même numéro l'intéressant rapport présenté par M. Saleilles, p. 325 ssq.

(2) *Op. cit.*, t. II, p. 284.

n'admet pas c'est que le caractère licite ou illicite dépende de l'intention de nuire. Selon lui, le dommage causé à autrui est *licite*, quelle que soit l'intention de son auteur, lorsqu'il lèse un simple *intérêt*; il cesse de l'être seulement lorsqu'il lèse un autre *droit*. Le critère de cette distinction serait le suivant : les *droits* sont des intérêts auxquels la loi défend de porter atteinte. Cette distinction n'explique pas la naissance de l'action, elle en découle.

La thèse basée sur *l'intention de nuire* paraît à M. Planiol *généreuse* mais irréfléchie. « Les hommes passent leur vie à se nuire les uns aux autres; la vie des sociétés est une lutte perpétuelle et universelle » (1). Le droit de grève en est un exemple frappant ; les ouvriers en effet choisissent en général pour l'exercer le moment où le patron a le plus grand besoin de leurs services. Ils ont donc le droit de lui nuire. Ce qui leur est interdit, c'est d'user pour lui nuire de certains procédés, des violences ou fraudes réprimées par l'article 414 du Code pénal.

Voilà, selon nous, le nœud de la question. Il n'est pas défendu par la loi civile de nuire à autrui — ce serait nier le principe de la concurrence — mais seulement de se servir pour lui causer un préjudice de certains moyens, qu'elle n'autorise pas. Tant qu'on use de son droit, on ne connaît jamais un acte illicite, on n'est jamais tenu de réparer le préjudice causé, quel que soit le mobile auquel on ait obéi.

Le Code civil allemand n'a pas craint cependant, dans son article 226, de disposer que « l'exercice d'un droit

(1) *Ibid.*, p. 285.

n'est pas permis lorsqu'il ne peut avoir d'autre but que de causer à autrui un dommage ». M. Planiol remarque à ce sujet :

« Cette règle, satisfaisante à première vue par sa tendance morale deviendra probablement d'une application difficile, si elle ne reste pas lettre morte. En effet, pour que l'usage du droit soit condamnable comme *antisocial*, il faut qu'il n'ait *aucun autre but* que la réalisation d'un dommage pour autrui ; dès que l'auteur de l'acte peut en percevoir lui-même un profit personnel, sa conduite devient licite sans quoi tout usage d'un droit quelconque serait impossible ; le commerce, la concurrence vitale, le progrès social, le développement de l'énergie humaine sont à ce prix. Mais alors le juge est obligé de scruter les consciences, de connaître et de peser les motifs, le côté psychologique devient dominant. Il est à craindre que la législation civile n'entreprenne là une œuvre au-dessus de ses forces. Les craintes qu'on a déjà manifestées sur la valeur d'un pareil criterium pour déterminer l'abus du droit paraissent pleinement justifiées » (1).

Si nous avons relaté dans ses grandes lignes cette discussion relative à *l'abus du droit*, c'est pour montrer combien elle comporte de solutions défendables, mais contradictoires. Même en matière purement civile, on n'est pas d'accord sur le point de savoir si un acte *licite en soi* devient illicite, lorsqu'il est dicté uniquement par l'intention de nuire (2). Dans ces conditions, ne serait-

(1) *Op. cit.*, t. II, p. 288, n° 872 bis.

(2) M. Charmont lui-même reconnaît que « le domaine de cette théorie est mouvant et peu sûr » (article de la *Rev. trim.* précité, p. 113). « *Qu'il y a là sans doute un danger* » (*ibid.*, p. 122).

il pas dangereux et illogique d'admettre que la menace d'un acte semblable puisse donner lieu à une répression pénale? C'est le point que nous voulions mettre en lumière. Cette menace constitue à n'en pas douter une sorte de *chantage civil*. Il ne saurait être question, actuellement du moins, de le transformer en un délit. Nous ne voyons donc aucune réforme à tenter sur ce point dans notre droit criminel.

Quant à la menace de commettre une action véritablement *illicite*, pour qu'elle constitue une contrainte, il faut évidemment que cette action revête un caractère de gravité exceptionnel. Or, dans ce cas, la menace dont s'agit tombera, ainsi que nous l'avons vu, soit sous l'application des articles 305 et suivants, soit sous celle des articles 400 § 1 et 436. Elle deviendra, dans toutes ces hypothèses, une infraction différente du chantage. Si le fait quoiqu'illicite, est peu grave, elle n'exercera aucune contrainte, et, bien qu'elle ait été faite dans un but d'extorsion, il y a peu d'inconvénients à ce qu'elle demeure impunie.

CONCLUSION

En résumé, les deux seules réformes importantes que nous serions désireux de voir réaliser en cette matière sont les suivantes :

1° *Assimilation à la menace de révélations diffamatoires de la menace ayant pour objet la divulgation d'un fait susceptible de nuire ;*

2° *Substitution à l'énumération limitative de choses*

déterminées contenue dans l'article 400 § 1 et 2 d'une formule aussi générale que possible.

Sur ces deux points, quelques législations étrangères nous ont d'ailleurs donné l'exemple. Nous rappellerons notamment :

Sur le premier : l'article 470 du Code pénal belge (1), l'article 318 du Code pénal néerlandais (2), l'article 452 du Code pénal portugais (3), l'article 381 du Code pénal de Neuchâtel (4).

Sur le second : l'article 98 du Code pénal autrichien (5), l'article 22 du Code pénal suédois (6), l'article 381 du Code pénal de Neuchâtel (7).

Nous inspirant encore des législations étrangères et de l'interprétation judicieuse donnée au texte actuel par la doctrine et la jurisprudence, nous pensons qu'il y aurait peut-être intérêt à introduire dans un texte nouveau quelques indications précises, qui supprimeraient la possibilité de toute controverse sur certaines solutions généralement adoptées. Nous voudrions que l'article 400 § 2 déclarât formellement que le délit est constitué :

1° Bien que la menace ne soit pas directe ;

2° Bien qu'elle ne soit pas adressée à la personne même qui sera l'objet des révélations ;

3° Bien que le bénéfice de l'infraction profite à un autre qu'à son agent.

(1) Cf. *supra*, p. 155.

(2) Cf. *supra*, p. 158.

(3) Cf. *supra*, p. 159.

(4) Cf. *supra*, p. 161.

(5) Cf. *supra*, p. 152.

(6) Cf. *supra*, p. 160.

(7) Cf. *supra*, p. 161.

Voici la rédaction qui nous semble à la fois la plus compréhensive et la plus claire :

« Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 3.000 francs, quiconque à l'aide de la menace écrite ou verbale, *directe ou indirecte* de révélations ou d'infamations diffamatoires ou *susceptibles de nuire*, aura sollicité ou obtenu un avantage quelconque pour soi ou pour autrui, sans qu'il y ait lieu de distinguer si la menace a été adressée à la personne même qui sera victime des divulgations ou bien à un tiers uni à cette personne par des liens de parenté ou d'affection. »

Ainsi modifié l'article 400 § 2, permettrait d'atteindre des manœuvres inqualifiables qui bénéficient actuellement d'une impunité scandaleuse.

Ces réformes nous paraissent non seulement utiles, mais *nécessaires et urgentes*.

A propos d'une affaire qui eut un retentissement considérable, M^e Barboux disait dans sa plaidoirie : « Le commerce terrestre a l'usure immonde, le commerce maritime avait la piraterie, la vie civile a le chantage, toute œuvre humaine à ses parasites importuns ou malfaisants... » (1). Le *parasite chantage* devient chaque jour plus redoutable. Si l'on n'y prend garde, il finira par corrompre l'organisme social jusque dans ses parties les plus saines.

(1) Aff. du Panama, *Gaz. des Trib.*, n^o du 27 janvier 1893, p. 92.

VU :

Le professeur, président de la thèse,
DEGOIS.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
Edmond VILLEY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.	v
BIBLIOGRAPHIE	vii

PREMIÈRE PARTIE

Définitions. — Historique. — État de la doctrine et de la jurisprudence antérieurement à la loi du 13 mai 1863.	1
--	---

DEUXIÈME PARTIE

Législation actuelle.

CHAPITRE I. — <i>Éléments constitutifs du délit.</i>	31
SECTION I. De la menace	37
I. Forme de la menace	37
II. Sur quels faits la menace doit-elle porter?	43
III. Les faits diffamatoires doivent-ils être pré- cisés dans la menace de révélation?	61
IV. A qui la menace doit-elle être adressée?	69
V. A quelle époque la menace doit-elle avoir été formulée?	72
SECTION II.	75
I. Du but de cupidité illégitime poursuivi par l'agent.	75
II. De la mauvaise foi	96
SECTION III. De la tentative.	97
SECTION IV. A qui appartient l'appréciation des élé- ments du délit	109

	Pages.
CHAPITRE II. — <i>Caractères distinctifs du délit</i>	111
I. Récidive	125
II. Prescription	126
III. Immunité de l'article 380 du Code pénal.	127
IV. Exercice des poursuites	129
V. Amnistie.	131
VI. Peines	132
VII. Complicité	133
CHAPITRE III. — <i>Nullité des obligations résultant d'un chantage</i>	134
I. Remise d'écrits contenant obligation ou dis- position	135
II. Remise de fonds ou valeurs	145
III. Remise d'un écrit contenant décharge	150
CHAPITRE IV. — <i>Législation étrangère.</i>	151
Allemagne	151
Angleterre	152
Autriche-Hongrie.	152
Belgique.	155
Espagne	156
Italie	157
Pays-Bas.	158
Portugal.	159
Russie.	160
Suède.	160
Suisse.	160

TROISIÈME PARTIE

Nécessité d'une réforme législative. — Sur quels points elle devrait porter.	165
CONCLUSION.	193
TABLE DES MATIÈRES	197

ERRATA

Page 29, en note, au lieu de (2) Cf. 4^e p. lire 3^e partie.

Page 84, renvoi note, ligne 9, doit être placé en ligne 15, après le mot « sens ».

Page 111, ligne 3, au lieu de « les caractères distinctifs », lire « ses caractères distinctifs ».

Page 136, note 2, au lieu de « 22 », lire « 42 ».

!



